

Rapport financier annuel 2015

Communication Extérieure

Afrique du Sud
Algérie
Allemagne
Angola
Arabie Saoudite
Argentine
Australie
Autriche
Azerbaïdjan
Belgique
Botswana
Brésil
Bulgarie
Cameroun
Canada
Chili
Chine
Colombie
Corée
Costa Rica
Croatie
Danemark
Emirats Arabes Unis
Espagne
Estonie
Etats-Unis
Finlande
France
Guatemala
Hongrie
Inde
Irlande
Islande
Israël
Italie
Japon
Kazakhstan
Lesotho
Lettonie
Lituanie
Luxembourg
Madagascar
Malawi
Maurice
Mexique
Mongolie
Mozambique
Namibie
Norvège
Oman
Ouganda
Ouzbékistan
Panama
Pays-Bas
Pérou
Pologne
Portugal
Qatar
République Dominicaine
République Tchèque
Royaume-Uni
Russie
Salvador
Singapour
Slovaquie
Slovénie
Suède
Suisse
Swaziland
Tanzanie
Thaïlande
Turquie
Ukraine
Uruguay
Zambie
Zimbabwe

RAPPORT ANNUEL D'ACTIVITE

- **Chiffre d'affaires ajusté en hausse de +14,0 % à 3 207,6 millions d'euros, croissance organique du chiffre d'affaires ajusté de +4,2 %**
- **Marge opérationnelle ajustée de 695,2 millions d'euros, en hausse de +10,3 %**
- **Résultat d'exploitation ajusté, avant charges de dépréciation, de 371,4 millions d'euros, en hausse de +10,9 %**
- **Résultat net part du Groupe, avant charges de dépréciation, de 241,4 millions d'euros, en hausse de +12,0 %**
- **Résultat net part du Groupe de 233,9 millions d'euros, en hausse de +20,4 %**
- **Cash-flow disponible ajusté de 333,4 millions d'euros, en hausse de +11,9 %**
- **Augmentation de +12,0 % du dividende par action proposé au titre de l'exercice 2015, à 0,56 euro par action**
- **Chiffre d'affaires organique ajusté attendu en hausse d'environ +9 % au premier trimestre 2016**

Paris, le 3 mars 2016 – JCDecaux SA (Euronext Paris: DEC), numéro un mondial de la communication extérieure, publie ce jour ses résultats pour l'exercice clos le 31 décembre 2015. Les comptes sont audités et certifiés.

A la suite de l'application de la norme IFRS 11 depuis le 1^{er} janvier 2014, les données opérationnelles présentées ci-dessous sont ajustées pour prendre en compte l'impact en proportionnel des sociétés sous contrôle conjoint et sont, par conséquent, comparables aux données historiques. Merci de vous référer au paragraphe « Données ajustées » en page 5 de ce communiqué pour la définition de ces données ajustées ainsi que pour la réconciliation avec les données IFRS.

Les données comparatives 2014 sont retraitées de l'application rétrospective d'IFRIC 21 « Taxes prélevées par une autorité publique », applicable au 1^{er} janvier 2015. L'application d'IFRIC 21 conduit à la comptabilisation immédiate et en totalité des taxes qui entrent dans son champ d'application, à la naissance de l'obligation telle que prévue par la législation fiscale. Il n'y a pas d'impact sur les données annuelles du Compte de résultat, ni sur les données du Tableau des flux de trésorerie.

COMMENTAIRES SUR LES ETATS FINANCIERS ANNUELS

CHIFFRE D'AFFAIRES AJUSTÉ

Comme annoncé le 28 janvier 2016, le chiffre d'affaires ajusté du Groupe pour l'année 2015 est en hausse de +14,0 % à 3 207,6 millions d'euros. La croissance organique du chiffre d'affaires ajusté de +4,2 % est tirée par l'Asie-Pacifique, le Reste de l'Europe et l'Amérique du Nord qui ont réalisé une bonne performance en 2015 compensant la faible dynamique de la France et du Royaume-Uni. La bonne performance du Mobilier Urbain est principalement venue du Reste de l'Europe. L'activité Transport continue d'afficher une forte croissance, la Chine étant résiliente. L'activité Affichage a été difficile tout au long de l'année.

MARGE OPÉRATIONNELLE AJUSTÉE ⁽¹⁾

En 2015, la marge opérationnelle ajustée du Groupe augmente de +10,3 % à 695,2 millions d'euros contre 630,0 millions d'euros en 2014. La marge opérationnelle ajustée représente 21,7 % du chiffre d'affaires, soit 70 points de base de moins que l'année dernière.

	2015		2014		Variation 15/14	
	m€	% du CA	m€	% du CA	Variation (%)	Taux de marge (pb)
Mobilier Urbain	441,6	31,7%	408,0	32,0%	+8,2%	-30pb
Transport	201,5	14,9%	175,7	16,3%	+14,7%	-140pb
Affichage	52,1	11,4%	46,3	10,1%	+12,5%	+130pb
Total	695,2	21,7%	630,0	22,4%	+10,3%	-70pb

Mobilier Urbain : En 2015, la marge opérationnelle ajustée augmente de +8,2 % à 441,6 millions d'euros. En pourcentage du chiffre d'affaires, la marge opérationnelle ajustée baisse de 30 points de base à 31,7 % par rapport à 2014, en raison d'un mix géographique différent dans la croissance du chiffre d'affaires et, dans une moindre mesure, à l'intégration de CEMUSA.

Transport : En 2015, la marge opérationnelle ajustée augmente de +14,7 % à 201,5 millions d'euros. En pourcentage du chiffre d'affaires, la marge opérationnelle ajustée baisse de 140 points de base à 14,9 % par rapport à 2014, en raison d'un mix de chiffre d'affaires différent en Chine, du contrat temporaire d'agent commercial du Métro de Canton et du démarrage de nouveaux contrats, dont les bus de l'île de Hong Kong et les aéroports en Amérique Latine.

Affichage : En 2015, la marge opérationnelle ajustée augmente de +12,5 % à 52,1 millions d'euros. En pourcentage du chiffre d'affaires, la marge opérationnelle ajustée croît de 130 points de base à 11,4 % par rapport à 2014, bénéficiant de la contribution de Continental Outdoor Media depuis juin 2015, partiellement compensée par un environnement de marché difficile en Europe (principalement en France et au Royaume-Uni). En ce qui concerne la Russie, les conditions de marché restent difficiles.

RÉSULTAT D'EXPLOITATION AJUSTÉ ⁽²⁾

En 2015, le résultat d'exploitation ajusté avant charges de dépréciation augmente de +10,9 %, et s'établit à 371,4 millions d'euros, contre 334,9 millions d'euros en 2014. Il représente 11,6 % du chiffre d'affaires, soit 30 points de base de moins qu'en 2014 (11,9 %). La consommation de pièces détachées de maintenance augmente légèrement en 2015 par rapport à 2014. Les dotations aux amortissements et provisions, nettes des reprises, sont en hausse comparées à 2014. Les autres produits et charges opérationnels impactent le compte de résultat négativement.

La charge de dépréciation de 13,9 millions d'euros constatée, à la suite de la réalisation de tests de perte de valeur sur les immobilisations corporelles et incorporelles, correspond à des dotations nettes de provisions pour perte à terminaison pour 11,2 millions d'euros et à une dépréciation nette des actifs corporels et incorporels pour 2,7 millions d'euros.

Le résultat d'exploitation ajusté après charges de dépréciation est en hausse de +17,9 % à 357,5 millions d'euros comparé à 303,1 millions d'euros en 2014.

RÉSULTAT FINANCIER ⁽³⁾

En 2015, le résultat financier est de -28,2 millions d'euros contre -26,2 millions d'euros en 2014. La variation est principalement liée à l'impact négatif de l'évolution des taux de change sur certains de nos emprunts en devises dans les pays à plus forte croissance.

SOCIÉTÉS MISES EN ÉQUIVALENCE

En 2015, le résultat des sociétés mises en équivalence est de 81,4 millions d'euros, en hausse comparé à 2014 (70,3 millions d'euros), principalement en raison de l'impact négatif de la charge de dépréciation de l'Ukraine, en 2014.

RÉSULTAT NET PART DU GROUPE

En 2015, le résultat net part du Groupe avant charges de dépréciation augmente de +12,0 % et s'établit à 241,4 millions d'euros, contre 215,6 millions d'euros en 2014.

Après l'impact des charges de dépréciation, le résultat net part du Groupe augmente de +20,4 % à 233,9 millions d'euros comparé à 194,3 millions d'euros en 2014.

INVESTISSEMENTS AJUSTÉS

En 2015, les investissements nets ajustés (acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles, nettes des cessions) s'élèvent à 229,4 millions d'euros, comparés à 200,2 millions d'euros en 2014, avec des investissements de renouvellement plus importants en raison des nouveaux abris-voyageurs de Paris.

CASH-FLOW DISPONIBLE AJUSTÉ ⁽⁴⁾

En 2015, le cash-flow disponible ajusté est de 333,4 millions d'euros comparé à 297,9 millions d'euros en 2014. Cette augmentation est due à une marge opérationnelle plus élevée, à une amélioration de la gestion du besoin en fonds de roulement, nuancée par des investissements plus importants.

DETTE NETTE ⁽⁵⁾

La dette nette au 31 décembre 2015 est de 400,5 millions d'euros comparée à une situation de cash net de 83,5 millions d'euros au 31 décembre 2014, en raison notamment de la réalisation d'une offre publique d'achat simplifiée.

DIVIDENDE

Lors de l'Assemblée Générale des Actionnaires qui se tiendra le 19 mai 2016, le Conseil de Surveillance recommandera le paiement d'un dividende de 0,56 euro par action au titre de l'exercice 2015, soit une augmentation de +12,0 % par rapport à l'année précédente.

RENÉGOCIATION DU CRÉDIT SYNDIQUÉ

Nous avons renégocié le crédit syndiqué en juillet 2015 et augmenté le montant de 600 millions d'euros à 825 millions d'euros. La maturité du crédit est désormais de 5 ans avec 2 extensions d'un an. Par ailleurs, nous avons amélioré les marges.

RÉSULTAT DE L'OPAS

Le Directoire, constatant que les bonnes performances opérationnelles et financières du Groupe se sont traduites par une trésorerie nette positive de 83,5 millions d'euros au 31 décembre 2014, a optimisé la structure financière du Groupe *via* une offre publique d'achat simplifiée (OPAS) en rachetant 12 500 000 de ses propres actions au prix de 40 euros par action, qui s'est terminée le 9 juillet 2015.

194 419 422 actions, représentant 87 % du capital, ont été apportées à l'offre. Sur ce total, 61 % du flottant a été apporté à l'offre. Le succès de l'OPAS s'est traduit par le nombre total d'actions apportées, qui est supérieur aux 12 500 000 actions sur lesquelles portait l'offre. En conséquence et conformément à l'article 233-5 du règlement général de l'AMF, l'allocation des rachats d'actions a été effectuée par une réduction d'ampleur identique pour tous les actionnaires au *pro rata* du nombre d'actions apportées à l'offre. Conformément à la taille d'offre maximale annoncée, JCDecaux a racheté à l'issue de celle-ci un total de 12 500 000 actions, pour un montant de 500 millions d'euros.

La Famille Decaux (incluant JCDecaux Holding SAS) a apporté toutes ses actions à l'offre. La Famille détient désormais 65,0 % de JCDecaux SA.

DONNÉES AJUSTÉES

La norme IFRS 11, applicable depuis le 1^{er} janvier 2014, conduit à retenir la méthode de la mise en équivalence des sociétés sous contrôle conjoint.

Toutefois, afin de refléter la réalité opérationnelle du Groupe, les données opérationnelles des sociétés sous contrôle conjoint vont continuer d'être intégrées proportionnellement dans le reporting de gestion

opérationnelle du Groupe, sur lequel s'appuient les dirigeants pour suivre l'activité, allouer les ressources et mesurer la performance.

En conséquence, conformément à IFRS 8, l'information sectorielle intégrée aux états financiers sera en ligne avec cette information interne, et la communication financière externe du Groupe s'appuiera donc sur cette information financière opérationnelle. L'information financière et les commentaires seront donc basés sur des données « ajustées », comparables aux données historiques, qui seront systématiquement réconciliées avec les états financiers IFRS. Pour le compte de résultat, il s'agit de tous les agrégats jusqu'au résultat d'exploitation. Pour le tableau de flux de trésorerie, il s'agit de tous les agrégats jusqu'au cash-flow disponible.

En 2015, l'impact de la norme IFRS 11 sur nos agrégats ajustés est de :

- -400,5 millions d'euros sur le chiffre d'affaires ajusté (-331,1 millions d'euros en 2014) ; le chiffre d'affaires IFRS est donc de 2 807,1 millions d'euros (2 482,2 millions d'euros en 2014).
- -112,5 millions d'euros sur la marge opérationnelle ajustée (-99,0 millions d'euros en 2014) ; la marge opérationnelle IFRS est donc de 582,7 millions d'euros (531,0 millions d'euros en 2014).
- -87,4 millions d'euros sur le résultat d'exploitation ajusté avant charges de dépréciation (-77,9 millions d'euros en 2014) ; le résultat d'exploitation avant charges de dépréciation IFRS est donc de 284,0 millions d'euros (257,0 millions d'euros en 2014).
- -87,4 millions d'euros sur le résultat d'exploitation ajusté après charges de dépréciation (-70,8 millions d'euros en 2014) ; le résultat d'exploitation après charges de dépréciation IFRS est donc de 270,1 millions d'euros (232,3 millions d'euros en 2014).
- -27,5 millions d'euros sur les investissements ajustés (-32,1 millions d'euros en 2014) ; les investissements IFRS sont donc de 201,9 millions d'euros (168,1 millions d'euros en 2014).
- +1,5 millions d'euros sur le cash-flow disponible ajusté (+14,7 millions d'euros en 2014) ; le cash-flow disponible IFRS est donc de 334,9 millions d'euros (312,6 millions d'euros en 2014).

Une réconciliation complète entre les données IFRS et les données ajustées est disponible page 7 de ce communiqué.

NOTES

- (1) **Marge opérationnelle** : Chiffre d'affaires diminué des coûts directs d'exploitation (hors pièces détachées de maintenance) et des coûts commerciaux, généraux et administratifs.
- (2) **Résultat d'exploitation** : Marge opérationnelle diminuée des dotations aux amortissements et provisions nettes, des pertes de valeur des goodwill, des pièces détachées de maintenance et des autres charges et produits opérationnels.
- (3) **Résultat financier** : Hors impact de charge d'actualisation et de revalorisation des dettes sur engagements de rachat de minoritaires (-5,5 millions d'euros en 2015 et -6,3 millions d'euros en 2014).
- (4) **Cash-flow disponible** : Flux net des activités opérationnelles diminué des acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles, nettes des cessions.
- (5) **Dettes nettes** : Dette nette de la trésorerie gérée diminuée des découverts bancaires excluant les impacts non-cash IAS 32 (dettes sur engagements de rachat de minoritaires) et incluant les impacts non-cash IAS 39 (sur la dette et les instruments financiers de couverture).

Déclarations de nature prévisionnelle

Ce communiqué peut contenir certaines déclarations de nature prévisionnelle. Ces déclarations ne sont pas des garanties quant à la performance future de la Société. Bien que la Société estime que ces déclarations reposent sur des hypothèses raisonnables à la date de publication du présent communiqué, elles sont par nature soumises à des risques et incertitudes, pouvant donner lieu à un écart entre les chiffres réels et ceux indiqués ou induits dans ces déclarations.

Ces risques et incertitudes incluent notamment les risques décrits dans le document de référence déposé par la Société auprès de l'Autorité des Marchés Financiers.

Les investisseurs et les détenteurs de valeurs mobilières de la Société peuvent obtenir copie de ce document de référence auprès de l'Autorité des Marchés Financiers sur le site web www.amf-france.org ou directement auprès de la Société sur le site www.jcdecaux.com.

La Société n'a pas l'obligation et ne prend pas l'engagement de mettre à jour ou de réviser les déclarations de nature prévisionnelle.

Direction de la Communication : Agathe Albertini

01 30 79 34 99 – agathe.albertini@jcdecaux.com

Relations Investisseurs : Arnaud Courtial

01 30 79 79 93 – arnaud.courtial@jcdecaux.com

RÉCONCILIATION ENTRE LES DONNÉES AJUSTÉES ET LES DONNÉES IFRS

Compte de résultat	2015			2014		
m€	Ajusté	Impact des sociétés sous contrôle conjoint	IFRS	Ajusté	Impact des sociétés sous contrôle conjoint	IFRS
Chiffre d'affaires	3 207,6	(400,5)	2 807,1	2 813,3	(331,1)	2 482,2
Charges d'exploitation	(2 512,4)	288,0	(2 224,4)	(2 183,3)	232,1	(1 951,2)
Marge opérationnelle	695,2	(112,5)	582,7	630,0	(99,0)	531,0
Pièces détachées de maintenance	(46,8)	1,4	(45,4)	(42,1)	1,2	(40,9)
Amortissements et provisions (nets des reprises)	(261,4)	22,9	(238,5)	(254,2)	19,0	(235,2)
Autres produits et charges opérationnels	(15,6)	0,8	(14,8)	1,2	0,9	2,1
Résultat d'exploitation avant charges de dépréciation	371,4	(87,4)	284,0	334,9	(77,9)	257,0
Charges nettes de dépréciation ⁽¹⁾	(13,9)	-	(13,9)	(31,8)	7,1	(24,7)
Résultat d'exploitation après charges de dépréciation	357,5	(87,4)	270,1	303,1	(70,8)	232,3

⁽¹⁾ Y compris dépréciation de l'actif net des sociétés sous contrôle conjoint

Tableau de flux de trésorerie	2015			2014		
m€	Ajusté	Impact des sociétés sous contrôle conjoint	IFRS	Ajusté	Impact des sociétés sous contrôle conjoint	IFRS
Flux opérationnels nets des coûts de maintenance	536,6	(21,6)	515,0	494,6	(20,8)	473,8
Variation du besoin en fonds de roulement	26,2	(4,4)	21,8	3,5	3,4	6,9
Flux nets des activités opérationnelles	562,8	(26,0)	536,8	498,1	(17,4)	480,7
Investissements	(229,4)	27,5	(201,9)	(200,2)	32,1	(168,1)
Cash-flow disponible	333,4	1,5	334,9	297,9	14,7	312,6

FAITS MARQUANTS DU 4^{ème} TRIMESTRE 2015

Principaux contrats remportés

- ***Reste du Monde – Brésil***

En octobre, JCDecaux a annoncé avoir remporté les contrats d'exploitation publicitaire exclusive de l'Aéroport Juscelino Kubitschek de Brasilia et de l'Aéroport São Gonçalo de Amarante de Natal, pour une durée de 12 ans.

- ***Asie-Pacifique – Chine***

En décembre, JCDecaux a annoncé que sa filiale détenue à 100 %, JCDecaux Advertising (Shanghai) Co. Ltd, a été désignée partenaire média à long terme de Guangzhou Metro Corporation. JCDecaux a remporté l'appel d'offres d'une durée de 15 ans portant sur l'ensemble des caissons lumineux, adhésivages, toiles événementielles, dispositifs publicitaires sur les portes et à l'intérieur des trains, de la moitié des lignes de métro de Canton (Guangzhou). Le contrat sera exploité par une joint-venture, détenue à 51 % par Guangzhou Metro Corporation et à 49 % par JCDecaux, et cogérée par les deux entreprises.

Acquisitions et prise de participations

- ***Monde***

En novembre, JCDecaux a annoncé la réalisation de l'acquisition par sa filiale JCDecaux Europe Holding SAS des activités de CEMUSA (Corporación Europea de Mobiliario Urbano SA), une filiale du groupe Fomento de Construcciones y Contratas SA (FCC) dédiée à la communication extérieure, en Espagne, aux États-Unis, au Brésil et en Italie, les activités de CEMUSA Portugal ne faisant pas partie du périmètre d'acquisition.

- ***France***

En octobre, JCDecaux et Publicis sont entrés en négociations exclusives en vue d'une augmentation de la participation de JCDecaux dans le capital de Metrobus de 33 % à 100 %. JCDecaux détient depuis 2005 33 % du capital de Metrobus, dont les filiales sont Mediagare, Mediarail, Média Transports et SMPA.

Les instances représentatives du personnel concernées par ce projet seront consultées avant signature de tout accord définitif. L'opération sera également soumise à des conditions suspensives usuelles, notamment l'autorisation de l'Autorité de la concurrence.

- ***Reste du Monde***

En novembre, JCDecaux et OUTFRONT Media avoir conclu un accord pour vendre l'activité latino-américaine d'OUTFRONT Media à JCDecaux Latin America / Corameq, détenu à 85% par JCDecaux SA. Le prix d'achat est de 82 millions de dollars en numéraire (74,4 millions d'euros), sous réserve d'ajustements de fonds de roulement et de dettes. Cette transaction, qui devrait être finalisée au cours du premier semestre 2016, est soumise aux conditions habituelles de clôture, dont les autorisations réglementaires.

Autre fait marquant

- ***FTSE4Good***

En octobre, JCDecaux rejoint le prestigieux indice FTSE4Good qui distingue les entreprises disposant des meilleures pratiques environnementales, sociales, sociétales et de gouvernance dans le monde.

COMPTES CONSOLIDÉS ET ANNEXE

ÉTAT DE SITUATION FINANCIÈRE

Actif

En millions d'euros

31/12/2015

31/12/2014

Goodwill	§ 4.1	1 271,6	1 170,8
Autres immobilisations incorporelles	§ 4.1	300,2	299,6
Immobilisations corporelles	§ 4.2	1 173,1	1 022,6
Titres mis en équivalence	§ 4.4	489,3	475,2
Investissements financiers	§ 4.5	0,8	0,8
Autres actifs financiers	§ 4.5	108,5	75,4
Impôts différés actif	§ 4.10	48,6	31,1
Créances d'impôts sur les sociétés		1,2	1,3
Autres créances	§ 4.6	32,9	31,7
ACTIFS NON COURANTS		3 426,2	3 108,5
Autres actifs financiers	§ 4.5	10,3	5,5
Stocks	§ 4.7	99,9	92,5
Instruments financiers dérivés	§ 4.15	3,4	2,0
Clients et autres débiteurs	§ 4.8	887,1	787,2
Créances d'impôts sur les sociétés		17,0	6,2
Actifs financiers de trésorerie	§ 4.9	77,7	41,8
Trésorerie et équivalents de trésorerie	§ 4.9	233,2	794,8
ACTIFS COURANTS		1 328,6	1 730,0
TOTAL DES ACTIFS		4 754,8	4 838,5

Capitaux propres et passifs

<i>En millions d'euros</i>		31/12/2015	31/12/2014 Retraité ⁽¹⁾
Capital		3,2	3,4
Primes		587,0	1 064,7
Réserves consolidées		1 492,6	1 414,6
Résultat net part du Groupe		233,9	194,3
Autres éléments des capitaux propres		25,7	-14,0
CAPITAUX PROPRES ATTRIBUABLES AUX ACTIONNAIRES DE LA SOCIÉTÉ MÈRE		2 342,4	2 663,0
Participations ne donnant pas le contrôle		-18,2	-23,6
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES	§ 4.11	2 324,2	2 639,4
Provisions	§ 4.12	302,4	265,8
Impôts différés passif	§ 4.10	80,0	82,0
Dettes financières	§ 4.13	524,3	544,8
Dettes sur engagements de rachat de minoritaires	§ 4.14	86,9	92,0
Autres créditeurs		9,9	14,8
Instruments financiers dérivés	§ 4.15	0,0	0,0
PASSIFS NON COURANTS		1 003,5	999,4
Provisions	§ 4.12	41,2	37,1
Dettes financières	§ 4.13	175,5	193,1
Dettes sur engagements de rachat de minoritaires	§ 4.14	33,8	26,4
Instruments financiers dérivés	§ 4.15	0,2	5,6
Fournisseurs et autres créditeurs	§ 4.16	1 118,8	890,6
Passifs d'impôt exigible		42,8	35,3
Concours bancaires	§ 4.13	14,8	11,6
PASSIFS COURANTS		1 427,1	1 199,7
TOTAL DES PASSIFS		2 430,6	2 199,1
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS		4 754,8	4 838,5

(1) Les données sont retraitées de l'application rétrospective d'IFRIC 21 dont les impacts sont présentés au paragraphe 1.1 « Principes d'établissement des comptes du Groupe ».

ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL DE L'EXERCICE

COMPTE DE RÉSULTAT

<i>En millions d'euros</i>		2015	2014
CHIFFRE D'AFFAIRES	§ 5.1	2 807,1	2 482,2
Coûts directs d'exploitation	§ 5.2	-1 768,2	-1 550,9
Coûts commerciaux, généraux & administratifs	§ 5.2	-456,2	-400,3
MARGE OPÉRATIONNELLE		582,7	531,0
Dotations aux amortissements et provisions nettes	§ 5.2	-252,4	-259,9
Perte de valeur des goodwill	§ 5.2	0,0	0,0
Pièces détachées maintenance	§ 5.2	-45,4	-40,9
Autres produits opérationnels	§ 5.2	8,9	12,7
Autres charges opérationnelles	§ 5.2	-23,7	-10,6
RÉSULTAT D'EXPLOITATION		270,1	232,3
Produits financiers	§ 5.3	7,8	9,8
Charges financières	§ 5.3	-41,5	-42,3
RÉSULTAT FINANCIER		-33,7	-32,5
Impôts sur les bénéfices	§ 5.4	-72,9	-69,8
Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence	§ 5.5	81,4	70,3
RÉSULTAT DES ACTIVITÉS POURSUIVIES		244,9	200,3
Résultat des activités abandonnées			
RÉSULTAT DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ		244,9	200,3
- Dont Participations ne donnant pas le contrôle		11,0	6,0
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE		233,9	194,3
Résultat de base par action (en euros)		1,071	0,868
Résultat dilué par action (en euros)		1,069	0,866
Nombre moyen pondéré d'actions	§ 5.7	218 317 778	223 845 979
Nombre moyen pondéré d'actions (dilué)	§ 5.7	218 862 616	224 355 679

AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL DE L'EXERCICE

<i>En millions d'euros</i>		2015	2014
RÉSULTAT DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ		244,9	200,3
Écarts de conversion sur les opérations faites à l'étranger ⁽¹⁾		50,4	71,8
Écarts de conversion sur les investissements nets à l'étranger ⁽²⁾		-8,4	1,6
Couverture des flux de trésorerie		-0,6	1,2
Impôts sur les autres éléments du résultat global reclassés ultérieurement en résultat net		0,2	-0,2
Part des autres éléments du résultat global dans les sociétés mises en équivalence (nette d'impôt)		0,4	-18,5
Autres éléments du résultat global reclassés ultérieurement en résultat net		42,0	55,9
Variation des écarts actuariels sur les régimes postérieurs à l'emploi et plafonnement des actifs		1,8	-9,8
Impôts sur les autres éléments du résultat global non reclassés ultérieurement en résultat net		-0,7	2,9
Part des autres éléments du résultat global dans les sociétés mises en équivalence (nette d'impôt)		-2,9	-3,5
Autres éléments du résultat global non reclassés ultérieurement en résultat net		-1,8	-10,4
Total des autres éléments du résultat global		40,2	45,5
RÉSULTAT GLOBAL		285,1	245,8
- Dont Participations ne donnant pas le contrôle		11,2	8,5
RÉSULTAT GLOBAL - PART DU GROUPE		273,9	237,3

(1) En 2015, les écarts de conversion sur les opérations faites à l'étranger sont liés à des variations de taux de change, dont principalement 36,6 millions d'euros sur Hong Kong, 14,5 millions d'euros sur le Royaume-Uni, -12,3 millions d'euros sur le Brésil et 11,3 millions d'euros sur la Belgique. Ils comprennent également le recyclage d'écarts de conversion en résultat pour 0,1 million d'euros suite aux variations de périmètre.

En 2014, les écarts de conversion sur opérations faites à l'étranger sont liés à des variations de taux de change, dont principalement 39,0 millions d'euros sur Hong Kong, 16,8 millions d'euros sur le Royaume-Uni, 6,3 millions d'euros sur les Etats-Unis et 6,0 millions d'euros sur les Emirats Arabes Unis. Ils comprennent également le recyclage d'écarts de conversion en résultat pour 0,2 million d'euros suite aux variations de périmètre.

(2) En 2015, les écarts de conversion sur les investissements nets à l'étranger comprennent le recyclage d'écarts de conversion en résultat pour -5,8 millions d'euros sur des prêts précédemment qualifiés d'investissements nets à l'étranger.

ÉTAT DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

Capitaux propres attribuables aux actionnaires de la société mère

	Autres éléments des capitaux propres										Participations ne donnant pas le contrôle		Total	
	Capital	Primes d'émission	Actions propres	Réserves non distribuées	Couverture des flux de trésorerie	Titres disponibles à la vente	Réserve de conversion	Réserve de réévaluation	Ecarts actuariels / plafonnement des actifs	Autres	Total Autres éléments	Total		Total
<i>En millions d'euros</i>														
Capitaux propres au 1er janvier 2014 retraités ⁽¹⁾	3,4	1 052,3	0,0	1 522,1	-0,3	-0,1	-25,0	0,9	-33,3	0,8	-57,0	2 520,8	-38,8	2 482,0
Augmentation de capital ⁽²⁾	0,0	9,4		-0,5							0,0	8,9	1,5	10,4
Distributions de dividendes				-107,3							0,0	-107,3	-12,3	-119,6
Païements en actions		3,0									0,0	3,0		3,0
Dettes sur engagements de rachat de minoritaires ⁽⁴⁾											0,0	0,0	12,4	12,4
Variations de périmètre ⁽⁵⁾				0,6							0,0	0,6	5,1	5,7
Résultat de l'ensemble consolidé				194,3							0,0	194,3	6,0	200,3
Autres éléments du Résultat global					1,2		52,1		-10,3		43,0	43,0	2,5	45,5
Résultat global	0,0	0,0	0,0	194,3	1,2	0,0	52,1	0,0	-10,3	0,0	43,0	237,3	8,5	245,8
Autres				-0,3							0,0	-0,3		-0,3
Capitaux propres au 31 décembre 2014 retraités ⁽¹⁾	3,4	1 064,7	0,0	1 608,9	0,9	-0,1	27,1	0,9	-43,6	0,8	-14,0	2 663,0	-23,6	2 639,4
Augmentation de capital ⁽²⁾	0,0	19,2		-0,3							0,0	18,9	0,6	19,5
Actions propres ⁽³⁾														
Achat			-502,8								0,0	-502,8		-502,8
Annulation	-0,2	-499,8	502,8	-2,8							0,0	0,0		0,0
Distributions de dividendes				-112,0							0,0	-112,0	-12,7	-124,7
Païements en actions		2,9									0,0	2,9		2,9
Dettes sur engagements de rachat de minoritaires ⁽⁴⁾											0,0	0,0	3,2	3,2
Variations de périmètre ⁽⁵⁾				-1,1					-0,4		-0,4	-1,5	3,0	1,5
Résultat de l'ensemble consolidé				233,9							0,0	233,9	11,0	244,9
Autres éléments du Résultat global					-0,6		42,4		-1,8		40,0	40,0	0,2	40,2
Résultat global	0,0	0,0	0,0	233,9	-0,6	0,0	42,4	0,0	-1,8	0,0	40,0	273,9	11,2	285,1
Autres				-0,1			0,1				0,1	0,0	0,1	0,1
Capitaux propres au 31 décembre 2015	3,2	587,0	0,0	1 726,5	0,3	-0,1	69,6	0,9	-45,8	0,8	25,7	2 342,4	-18,2	2 324,2

(1) Les données sont retraitées de l'application rétrospective d'IFRIC 21 dont les impacts sont présentés au paragraphe 1.1 « Principes d'établissement des comptes du Groupe ».

(2) Augmentation des primes d'émission chez JCDecaux SA suite aux levées de stock-options et à l'octroi d'actions gratuites et part des minoritaires dans les augmentations de capital des sociétés contrôlées.

(3) Dans le cadre de l'OPAS : rachat d'actions propres pour 502,8 millions d'euros (dont 2,8 millions d'euros de frais nets d'impôt liés à l'offre), puis annulation de ces actions par réduction de capital pour -0,2 million d'euros et imputation sur le poste « Prime d'émission » pour -499,8 millions d'euros.

(4) En 2015, exercice d'un engagement d'achat. En 2014, reprise d'un engagement d'achat qui n'a pas été exercé.

Les effets de revalorisation et d'actualisation des engagements de rachat de minoritaires sont constatés en compte de résultat sur la ligne « Résultat de l'ensemble consolidé » en participations ne donnant pas le contrôle pour respectivement -5,5 millions d'euros en 2015 contre -6,3 millions d'euros en 2014.

(5) En 2015, mouvements de périmètre suite principalement à l'acquisition de 70 % du groupe Continental Outdoor Media (Afrique), au rachat des minoritaires de la société Megaboard Soravia GmbH (Autriche) et à l'acquisition du groupe Cemusa (Espagne, Etats-Unis, Brésil, Italie).

En 2014, mouvements de périmètre suite principalement à l'acquisition de 85 % du groupe Eumex (Amérique Latine), à la prise de contrôle dans la société MCDcaux Inc. (Japon) par l'acquisition d'une participation complémentaire de 25 % et à la cession sans perte de contrôle par JCDecaux Amériques Holding (France) des titres de JCDecaux Chile SA (Chili) à Equipamientos Urbanos de Mexico SA de CV (Mexique).

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

<i>En millions d'euros</i>		2015	2014
RÉSULTAT NET AVANT IMPÔTS		317,8	270,1
Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence	§ 10.1 & § 11.1	-81,4	-70,3
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence	§ 10.4 & § 11.3	84,8	63,0
Charges liées aux paiements en actions	§ 5.2	2,9	3,0
Dotations nettes aux amortissements et provisions	§ 5.2 & § 5.3	251,1	263,5
Plus et moins-values de cession et résultat sur variations de périmètre	§ 5.2 & § 5.3	-3,4	-5,0
Charges nettes d'actualisation	§ 5.3	12,9	13,4
Intérêts financiers nets	§ 5.3	12,1	11,8
Dérivés financiers, résultat de change et autres		28,2	19,4
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité		21,8	6,9
Variation des stocks		8,6	-0,1
Variation des clients et autres créances		-6,1	-47,0
Variation des fournisseurs et autres dettes		19,3	54,0
FLUX DE TRÉSORERIE ISSUS DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES		646,8	575,8
Intérêts financiers payés		-20,3	-20,8
Intérêts financiers reçus		7,8	7,8
Impôt sur le résultat payé		-97,5	-82,1
FLUX DE TRÉSORERIE NETS ISSUS DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES	§ 6.1	536,8	480,7
Décassements sur acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles		-209,0	-172,5
Décassements sur acquisitions de titres de participation nets de la trésorerie acquise		-99,2	-52,8
Acquisitions d'autres immobilisations financières		-45,9	-42,0
Total Investissements		-354,1	-267,3
Encaissements sur cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		7,1	4,4
Encaissements sur cessions de titres de participation nets de la trésorerie cédée		5,6	0,0
Cessions d'autres immobilisations financières		5,3	6,7
Total Désinvestissements		18,0	11,1
FLUX DE TRÉSORERIE NETS ISSUS DES INVESTISSEMENTS	§ 6.2	-336,1	-256,2
Distribution mise en paiement		-124,7	-119,6
Décassements sur acquisitions de titres de participation ne donnant pas le contrôle		-3,2	-0,7
Rachat d'actions propres		-502,8	-
Remboursement d'emprunts à long terme		-175,7	-24,8
Remboursement des emprunts de location financement		-8,3	-6,4
Besoin de trésorerie (Financement)		-814,7	-151,5
Encaissements sur cessions de titres de participation sans perte de contrôle		0,0	0,1
Augmentation des capitaux propres		19,5	10,4
Augmentation des emprunts à long terme		18,2	19,4
Dégagement de trésorerie (Financement)		37,7	29,9
FLUX DE TRÉSORERIE NETS ISSUS DU FINANCEMENT	§ 6.3	-777,0	-121,6
VARIATION DE LA TRÉSORERIE NETTE		-576,3	102,9
Trésorerie nette d'ouverture	§ 4.13	783,2	672,1
Incidence des variations des cours des devises et autres mouvements		11,5	8,2
Trésorerie nette de clôture ⁽¹⁾	§ 4.13	218,4	783,2

(1) Dont 233,2 millions d'euros de trésorerie et équivalents de trésorerie et -14,8 millions d'euros de concours bancaires au 31 décembre 2015 contre respectivement 794,8 millions d'euros et -11,6 millions d'euros au 31 décembre 2014.

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDÉS

FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE

Le 17 juillet 2015, à l'issue de l'Offre publique d'achat simplifiée (OPAS) dans le cadre de son programme de rachat d'actions portant sur 12 500 000 de ses propres actions au prix de 40 euros par action, JCDecaux SA a racheté un total de 12 500 000 actions, pour un montant de 500 millions d'euros. Conformément aux objectifs du programme de rachat d'actions qui a été financé majoritairement sur les ressources propres de la société et pour partie par tirage sur une ligne de crédit existante, les actions rachetées dans le cadre de l'OPAS ont été annulées le 20 juillet 2015, cette annulation permettant d'augmenter le bénéfice net par action.

Sur 2015, JCDecaux a poursuivi sa stratégie de développement par croissance interne et externe.

Le 18 juin 2015, le Groupe a finalisé l'acquisition de 70 % du groupe Continental Outdoor Media, leader de la communication extérieure en Afrique. Avec plus de 36 000 faces publicitaires et une présence dans 16 pays (Afrique du Sud, Algérie, Angola, Botswana, Cameroun, Lesotho, Madagascar, Malawi, Maurice, Mozambique, Namibie, Ouganda, Swaziland, Tanzanie, Zambie, Zimbabwe), JCDecaux devient le numéro un de la communication extérieure en Afrique. Le groupe Continental est consolidé en intégration globale à l'exception de deux partenariats mis en équivalence.

Le 31 août 2015, le Groupe a acquis 70 % du capital d'Eye Catcher Media, leader péruvien de la publicité dans les transports et les centres commerciaux.

Le 16 novembre 2015, le Groupe a finalisé la réalisation de l'acquisition par sa filiale JCDecaux Europe Holding SAS des activités de Cemusa (Corporacion Europea de Mobiliario Urbano SA), filiale du groupe FCC (Fomento de Construcciones y Contratas) dédiée à la communication extérieure en Espagne, aux États-Unis, au Brésil et en Italie, les activités de Cemusa Portugal ne faisant pas partie du périmètre d'acquisition. Avec plus de 43 000 faces publicitaires supplémentaires en Mobilier Urbain et en Transport dans ces quatre pays, JCDecaux s'implante ou élargit ses positions dans des villes telles que New York, Rio de Janeiro, Brasilia, Madrid et Barcelone ainsi que dans 41 aéroports dont ceux de Madrid et Barcelone. Le groupe Cemusa est consolidé en intégration globale à l'exception d'un partenariat mis en équivalence.

Sur 2015 le Groupe a également annoncé les accords suivants en cours de négociation/finalisation :

Le 19 octobre 2015, le Groupe et Publicis Groupe ont annoncé être entrés en négociations exclusives en vue d'une augmentation de la participation de JCDecaux dans le capital de Metrobus de 33 % à 100 %. L'opération est soumise à des conditions suspensives usuelles, notamment l'autorisation de l'Autorité de la concurrence.

Le 2 novembre 2015, le Groupe et Outfront Media Inc. ont annoncé avoir conclu un accord pour l'acquisition de l'activité latino-américaine d'Outfront Media par JCDecaux Latin America / Corameq, détenu à 85 % par JCDecaux SA. Cette transaction, qui devrait être finalisée au cours du premier semestre 2016, est soumise aux conditions habituelles de clôture, dont les autorisations réglementaires.

Les principaux partenariats et acquisitions réalisés en 2015 sont détaillés au paragraphe 2.1 « Principaux mouvements de périmètre en 2015 ».

1. MÉTHODES ET PRINCIPES COMPTABLES

1.1. Principes d'établissement des comptes du Groupe

Les états financiers consolidés de JCDecaux SA pour l'exercice clos le 31 décembre 2015 comprennent la société JCDecaux SA et ses filiales (l'ensemble désigné comme « le Groupe ») et la quote-part du Groupe dans les entreprises associées et les coentreprises.

En application du règlement européen n° 1606/2002 du 19 juillet 2002, les comptes consolidés de l'exercice 2015, arrêtés par le Directoire, et approuvés par le Conseil de Surveillance du 2 mars 2016, sont établis en conformité avec les IFRS telles qu'adoptées dans l'Union Européenne. Ces comptes ne seront définitifs qu'après leur approbation par l'Assemblée Générale des Actionnaires.

Les principes retenus pour l'établissement de ces informations financières résultent de l'application :

- de toutes les normes et interprétations adoptées par l'Union Européenne et d'application obligatoire au 31 décembre 2015. Ces dernières sont disponibles sur le site Internet de la Commission européenne http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm. Ces principes ne diffèrent par ailleurs pas des normes IFRS telles que publiées par l'IASB ;
- de positions comptables retenues en l'absence de dispositions prévues par le référentiel normatif.

Ces différentes options et positions sont détaillées comme suit :

Le Groupe a appliqué les normes, amendements de normes et interprétations suivants, adoptés par l'Union Européenne et applicables à compter du 1^{er} janvier 2015 :

- L'IFRIC 21 « Taxes prélevées par une autorité publique » ;
- Les améliorations annuelles des IFRS : cycle 2011-2013.

Les comptes consolidés ont été retraités au 1^{er} janvier 2014 et au 31 décembre 2014 de l'IFRIC 21 « Taxes prélevées par une autorité publique » applicable au 1^{er} janvier 2015. L'application de l'IFRIC 21 précise la comptabilisation des taxes dues par une entité à une autorité publique en application de la législation fiscale et qui entrent dans le champ d'application d'IAS 37. L'application de cette nouvelle norme a pour impact la comptabilisation immédiate et en totalité des taxes, à la naissance du fait générateur de l'obligation telle que prévue par la législation fiscale.

Les changements décrits ci-dessus ont un impact de 0,8 million d'euros sur les capitaux propres au 1^{er} janvier 2014 et au 31 décembre 2014 (de -1,2 million d'euros sur le poste « Fournisseurs et autres créditeurs » et de 0,4 million d'euros sur le poste « Impôts différés passif ») en lien avec la Contribution sociale de solidarité en France. Ils sont sans impact sur le compte de résultat et le tableau des flux de trésorerie de l'exercice 2014.

L'application des autres amendements et normes n'a pas eu d'impact significatif sur les états financiers consolidés.

En l'absence de précision définitive du référentiel IFRS sur le traitement comptable des engagements de rachat de minoritaires, les principes retenus dans les comptes consolidés 2014 sont maintenus et sont précisés au paragraphe 1.19 « Engagements de rachat de minoritaires ». En particulier, les effets de revalorisation et d'actualisation des engagements de rachat de minoritaires sont comptabilisés en résultat financier, et sont alloués sur le résultat des participations ne donnant pas le contrôle, sans impact sur le résultat net part du Groupe.

Par ailleurs, le Groupe a choisi de ne pas appliquer par anticipation les nouvelles normes, amendements de normes et interprétations lorsque l'application obligatoire est postérieure au 31 décembre 2015, qu'ils aient été adoptés ou non par l'Union Européenne. L'impact de ces normes et amendements est en cours d'analyse.

1.2. Périmètre et méthodes de consolidation

Les états financiers des sociétés dans lesquelles le Groupe exerce le contrôle sont inclus dans les états financiers consolidés à partir de la date à laquelle le contrôle est obtenu jusqu'à la date à laquelle le contrôle cesse.

La mise en équivalence est adoptée pour les coentreprises, sociétés sous contrôle conjoint, et les entreprises associées, sociétés sur lesquelles le Groupe exerce une influence notable en matière de politique opérationnelle et financière.

Toutes les transactions entre les sociétés consolidées globalement sont éliminées.

Les résultats internes à l'ensemble consolidé sont également éliminés. Les plus ou moins-values sur cessions internes réalisées par une société mise en équivalence sont éliminées à hauteur du pourcentage de détention en contrepartie de la valeur des actifs cédés.

1.3. Enregistrement des opérations en devises dans la monnaie fonctionnelle des entités

Les opérations libellées en monnaie étrangère sont converties dans la monnaie fonctionnelle au cours du jour de la transaction. A la date d'arrêté comptable, les éléments monétaires sont convertis au cours de clôture et les différences de change en résultant sont enregistrées dans le compte de résultat.

Les actifs monétaires à long terme détenus par une entité du Groupe sur une filiale étrangère pour lesquels aucun règlement n'est ni planifié ni susceptible d'intervenir dans un avenir prévisible, constituent une part de l'investissement net à l'étranger. Ainsi, en application des dispositions d'IAS 21 « Effets des variations des cours des monnaies étrangères », les différences de change portant sur ces éléments sont enregistrées dans les autres éléments du résultat global jusqu'à la date de cession de l'investissement ou de déqualification. Dans le cas contraire, les différences de change sont enregistrées dans le compte de résultat.

1.4. Conversion des états financiers des filiales

Les états financiers consolidés du Groupe sont établis en Euro qui est la monnaie de présentation et la monnaie fonctionnelle de la société mère.

La conversion des actifs et des passifs des filiales étrangères dans la monnaie de présentation du Groupe s'effectue au taux de change en vigueur à la date de clôture et leur compte de résultat est converti au taux de change moyen de la période. Les écarts résultant de cette conversion sont affectés directement dans les autres éléments du résultat global.

Lors de la cession totale ou partielle, avec perte de contrôle, de la liquidation d'une entité étrangère, ou lors d'une acquisition par étapes avec prise de contrôle, les différences de conversion accumulées en capitaux propres sont recyclées dans le compte de résultat.

1.5. Utilisation d'estimations

Dans le cadre du processus d'établissement des comptes consolidés, l'évaluation de certains postes de l'état de situation financière nécessite l'utilisation d'hypothèses, estimations ou appréciations. Il s'agit notamment de la valorisation des actifs corporels et incorporels, de la valorisation des titres mis en équivalence, de la détermination du montant des provisions pour avantages au personnel et des provisions pour démontage, ainsi que de la valorisation des engagements sur titres. Ces hypothèses, estimations ou appréciations sont établies sur la base d'informations ou situations existant à la date d'établissement des comptes, qui peuvent se révéler, dans le futur, différentes de la réalité. Ces méthodes d'évaluation sont plus précisément décrites, principalement dans le paragraphe 1.10 « Dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles et des goodwill », le paragraphe 1.11 « Titres mis en équivalence », le paragraphe 1.20 « Provisions pour retraites et avantages assimilés » et dans le paragraphe 1.21 « Provisions pour démontage ». Le résultat des tests de sensibilité est donné au paragraphe 4.3 « Tests de perte de valeur sur les goodwill, les immobilisations corporelles et incorporelles » pour la valorisation des goodwill, actifs corporels et autres actifs incorporels, au paragraphe 4.4 « Titres mis en équivalence et tests de perte de valeur » pour la valorisation des titres mis en équivalence, au paragraphe 4.17 « Tableau des actifs et passifs financiers par catégorie » pour la valorisation des dettes sur engagements de rachat de minoritaires, et au paragraphe 4.12 « Provisions » pour la valorisation des provisions pour démontage et des provisions pour avantages au personnel.

1.6. Distinction courant / non courant

A l'exception des impôts différés qui sont classés en actifs et passifs non courants, les actifs et passifs sont classés en courant lorsque leur recouvrabilité ou leur paiement est prévu au plus tard 12 mois après la date de clôture de l'exercice. Dans le cas contraire, ils sont classés en non courant.

1.7. Immobilisations incorporelles

1.7.1. Frais de développement

Selon la norme IAS 38, les frais de développement sont obligatoirement immobilisés comme des actifs incorporels dès lors que le Groupe peut démontrer :

- son intention, sa capacité financière et technique de mener le projet de développement à son terme ;
- l'existence d'avantages économiques futurs probables pour le Groupe ;
- la très forte probabilité de succès du Groupe ;
- et que le coût de cet actif peut être évalué de façon fiable.

Les dépenses de développement immobilisées pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2004 incluent principalement tous les coûts liés au développement, à l'adaptation ou à la mise en valeur de gammes de mobilier urbain, dans le cadre de propositions de contrats ayant une forte probabilité de succès. Ces dépenses comprennent également la conception et la construction de modèles et prototypes.

Le Groupe considère légitime d'activer les coûts des projets liés à la préparation des réponses aux appels d'offres. Compte tenu d'une part, de la nature des coûts engagés (conception et construction de modèles et prototypes), d'autre part du taux de succès du groupe JCDecaux dans le cadre de ses réponses aux appels d'offres de mobilier urbain, le Groupe considère que ces coûts constituent des activités de développement activables, et satisfont aux critères d'activation rappelés ci-avant. En effet, ces coûts se rattachent directement à un contrat donné et sont encourus pour l'obtenir. L'amortissement commence lorsque le projet est concrétisé par un succès à l'appel d'offres, et est étalé sur la durée du contrat. En cas d'insuccès, le montant activé est comptabilisé en charges.

Les frais de développement portés à l'actif sont comptabilisés à leur coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur.

1.7.2. Autres immobilisations incorporelles

Les autres immobilisations incorporelles se rapportent pour l'essentiel aux contrats de Mobilier Urbain, Affichage et Transport reconnus lors de regroupements d'entreprises et sont amorties sur la durée des contrats. Elles comprennent également des droits d'entrée, amortis sur la durée des contrats, ainsi que des logiciels. Seuls les logiciels individualisés et clairement identifiés (notamment de type ERP), sont immobilisés et amortis sur une durée de 5 ans maximum. Les dépenses pour les autres logiciels sont constatées en charges de l'exercice.

1.8. Regroupement d'entreprises, acquisition de participation ne donnant pas le contrôle et cession de participation

La norme IFRS 3 révisée requiert l'application de la « méthode de l'acquisition » aux regroupements d'entreprises, qui consiste à évaluer à leur juste valeur les actifs et passifs acquis.

Le goodwill représente la juste valeur de la contrepartie transférée (incluant la juste valeur de toute participation précédemment détenue dans la société acquise), augmentée du montant comptabilisé pour toute participation ne donnant pas le contrôle dans la société acquise, et diminuée du montant net comptabilisé au titre des actifs identifiables et des passifs repris.

Les goodwill ne sont pas amortis. Le Groupe procède à des tests de pertes de valeur, au moins une fois par an à la date de clôture mais également à tout autre moment s'il existe des indicateurs de perte de valeur. Suite à ces tests de perte de valeur menés conformément à la méthodologie décrite au paragraphe 1.10 « Dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles et des goodwill », une dépréciation des goodwill est constatée, le cas échéant. Une telle dépréciation n'est pas réversible.

Les éventuels badwill sont constatés directement au compte de résultat.

Dans le cadre de l'analyse de la juste valeur des actifs et passifs de l'entité acquise, le Groupe est notamment amené à valoriser des contrats et à reconnaître ces éléments en immobilisations incorporelles pour leur juste valeur. Lorsque des contrats déficitaires sont identifiés, le Groupe est amené à constater un passif.

Les normes IFRS offrent aux sociétés un délai maximum de 12 mois à compter de la date d'acquisition pour finaliser l'évaluation à la juste valeur à la date d'acquisition des actifs et passifs obtenus.

Le Groupe enregistre en autres charges opérationnelles les coûts directs liés à l'acquisition, à l'exception des coûts directs liés à l'acquisition de participations ne donnant pas le contrôle qui sont enregistrés en capitaux propres.

Pour les acquisitions réalisées par étapes successives, le Groupe comptabilise en résultat, en autres charges et produits opérationnels, la réévaluation de la quote-part antérieurement détenue au moment de la prise de contrôle. La juste valeur de celle-ci est estimée sur la base du prix d'acquisition diminué de la prime de contrôle.

Pour toute cession partielle ou totale avec perte de contrôle, le Groupe comptabilise en résultat, en autres charges et produits opérationnels, le résultat de cession ainsi que la réévaluation de la quote-part conservée.

Par ailleurs, en application de la norme IFRS 10, les rachats de participation ne donnant pas le contrôle dans des sociétés contrôlées et les cessions de parts d'intérêts sans perte de contrôle donnent lieu à la comptabilisation en variation de capitaux propres attribuables aux actionnaires de la société-mère de la différence entre le prix d'acquisition ou de cession et la valeur comptable des participations ne donnant pas le contrôle. Les entrées et sorties de trésorerie correspondantes sont présentées dans le tableau des flux de trésorerie en « flux de trésorerie nets issus du financement ».

1.9. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur.

Mobiliers urbains

Les mobiliers urbains (Atribus, Mupis®, Seniors, Journaux Electroniques d'Information (JEI), Sanisettes, Colonnes Morris, etc.) sont amortis linéairement sur la durée de vie des contrats comprise entre 8 et 20 ans. Les écrans digitaux sont amortis sur une durée comprise entre 5 et 10 ans, leur durée de vie économique pouvant être inférieure à la durée des contrats. Les coûts de maintenance des mobiliers urbains sont comptabilisés en charges.

Les coûts actualisés de démontage de mobilier en fin de contrat sont comptabilisés à l'actif, en contrepartie d'une provision, et sont amortis sur la durée des contrats.

Panneaux d'affichage

Les panneaux d'affichage font l'objet d'un mode d'amortissement propre aux pays concernés, déterminé en fonction de la réglementation et des conditions économiques locales.

La principale méthode d'amortissement est le mode linéaire sur une durée comprise entre 2 et 10 ans.

Les dotations aux amortissements sont déterminées selon les durées normales d'utilisation suivantes :

DURÉES D'AMORTISSEMENT

Immobilisations corporelles :

- | | |
|---|-------------|
| ▪ Bâtiments et constructions | 10 à 50 ans |
| ▪ Installations techniques, matériel et outillage
(Hors mobiliers urbains et panneaux) | 5 à 10 ans |
| ▪ Mobiliers urbains et panneaux | 2 à 20 ans |

Autres immobilisations corporelles :

- | | |
|------------------------------------|------------|
| ▪ Agencements divers, aménagements | 5 à 10 ans |
| ▪ Matériel de transport | 3 à 15 ans |
| ▪ Matériel informatique | 3 à 5 ans |

- Mobilier

5 à 10 ans

1.10. Dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles et des goodwill

Les immobilisations corporelles, incorporelles ainsi que les goodwill font l'objet d'un test de perte de valeur au minimum une fois par an.

Ce test consiste, pour une unité génératrice de trésorerie (UGT) ou un groupement d'UGT, à comparer sa valeur nette comptable à sa valeur recouvrable. La valeur recouvrable se définit comme la valeur la plus élevée entre (i) la juste valeur de cet actif (ou du groupe d'actifs considéré) nette des coûts de cession, et (ii) sa valeur d'utilité déterminée à partir des flux de trésorerie futurs actualisés.

Lorsque la valeur recouvrable est appréciée par référence à la valeur d'utilité, les prévisions de flux de trésorerie sont déterminées en intégrant des hypothèses de croissance appréciées soit sur la durée des contrats, soit sur une durée de 5 ans avec prise en compte d'une projection à l'infini ainsi qu'un taux d'actualisation reflétant les appréciations actuelles du marché de la valeur temps de l'argent. Les hypothèses de croissance retenues n'intègrent pas d'opération de croissance externe. Les risques spécifiques à l'UGT testée sont en grande partie traduits dans le choix des hypothèses retenues pour la détermination des flux de trésorerie et dans le taux d'actualisation retenu.

Lorsque la valeur comptable d'un actif (ou d'un groupe d'actifs) devient supérieure à sa valeur recouvrable, une perte de valeur est comptabilisée au compte de résultat pour ramener la valeur comptable à la valeur recouvrable.

Methodologie suivie

- Niveau du test
 - Pour les actifs corporels et incorporels, les tests de perte de valeur sont réalisés au niveau de l'UGT correspondant à l'entité opérationnelle ;
 - Pour les goodwill, les tests sont réalisés au niveau de chaque regroupement d'UGT dont le périmètre est déterminé pour chaque secteur opérationnel (Mobilier Urbain, Affichage et Transport) en prenant en compte le niveau de synergie attendu entre les UGT elles-mêmes. Ainsi, les tests sont effectués généralement au croisement du secteur opérationnel et de la zone géographique, niveau auquel se situent les synergies commerciales, voire au-delà si la synergie se justifie.
- Taux utilisés

Les valeurs d'utilité prises en compte dans le cadre des tests de perte de valeur sont déterminées sur la base des flux de trésorerie futurs attendus, actualisés à un taux calculé sur la base du coût moyen pondéré du capital. Ce taux reflète les meilleures estimations du management de la valeur temps de l'argent, des risques spécifiques des actifs ou UGT ainsi que de la situation économique des zones géographiques dans lesquelles s'exerce l'activité attachée à ces actifs ou UGT.

Les pays sont répartis en cinq zones en fonction du risque associé à chaque pays, et à chaque zone correspond un taux d'actualisation spécifique.

- Valeurs recouvrables

Elles sont déterminées à partir des données budgétaires pour la première année consécutive à la clôture des comptes et d'hypothèses de croissance et d'évolution spécifiques à chaque marché, qui reflètent les perspectives futures attendues. Les valeurs recouvrables sont déterminées sur la base de business plans pour lesquels les modalités de prise en compte des flux futurs de trésorerie diffèrent selon le secteur d'activité considéré avec un horizon généralement supérieur à 5 ans en raison de la nature et de l'activité du Groupe caractérisée par des engagements contractuels de longue durée avec des probabilités très fortes de renouvellement des contrats. Ainsi, de manière générale :

- dans le Mobilier Urbain et le Transport, les flux futurs de trésorerie sont calculés sur la durée restante du contrat avec prise en compte d'une probabilité de renouvellement à l'échéance, le business plan étant réalisé sur la durée du contrat, généralement comprise entre 5 ans et 20 ans, avec un maximum de 25 ans pour la durée la plus longue ;
- pour l'Affichage, ils sont calculés sur une période de 5 ans avec une projection à l'infini sur la base d'un taux de croissance de 2 % par an pour les pays européens, dont les marchés nous apparaissent matures, et de 3 % pour les autres pays, où l'affichage grand format nous semble bénéficier de conditions de marché plus favorables.

La valeur recouvrable d'un groupe d'UGT est donnée par la somme des valeurs recouvrables des UGT appartenant à ce groupe.

1.11. Titres mis en équivalence

Le goodwill constaté lors de l'acquisition figure dans le montant des titres mis en équivalence.

La quote-part de dépréciation des actifs reconnus lors de l'acquisition ou lors de l'ajustement de juste valeur de ceux existants figure sur la ligne « Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence ».

Les titres mis en équivalence font l'objet d'un test de perte de valeur annuel, ou en-dehors de cette périodicité lorsque les conditions existantes laissent supposer que l'actif pourrait être déprécié. Le cas échéant, la perte associée, qui est enregistrée dans le résultat des sociétés mises en équivalence, résulte du calcul de la valeur recouvrable de l'actif, qui se définit comme la valeur la plus élevée entre (i) la juste valeur de l'actif diminuée des coûts de cession, et (ii) sa valeur d'utilité basée sur les flux de trésorerie futurs attendus diminués de l'endettement net. La méthodologie suivie pour le calcul des valeurs d'utilité est la même que celle décrite pour les immobilisations corporelles et incorporelles au paragraphe 1.10 « Dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles et des goodwill ».

1.12. Investissements financiers (Actifs disponibles à la vente)

Cette rubrique comprend les titres de participation dans des entités non consolidées.

Ces actifs sont comptabilisés initialement à la juste valeur, correspondant à leur prix d'acquisition. Par la suite, ils sont évalués à la juste valeur qui, en l'absence de prix coté sur un marché actif, est proche de la valeur d'utilité qui tient compte de la quote-part des capitaux propres et de la valeur probable de recouvrement.

Les variations de valeurs constatées sont comptabilisées dans les autres éléments du résultat global. Lorsque le titre est cédé, les gains et pertes accumulés dans les capitaux propres sont recyclés en compte de résultat. Lorsqu'une diminution de valeur définitive intervient, le montant des gains accumulés est soldé en totalité ou à due concurrence de celle-ci. La perte nette est enregistrée en résultat si la perte totale est supérieure au total des gains accumulés.

1.13. Autres actifs financiers

Les autres actifs financiers sont principalement composés de prêts et de créances rattachées à des participations accordés aux entités mises en équivalence ou non consolidées, ainsi que de dépôts et cautionnements.

Au moment de la comptabilisation initiale, ils sont évalués à la juste valeur (catégorie IAS 39 Prêts et créances).

Après la comptabilisation initiale, ils sont évalués au coût amorti.

Une perte de valeur est enregistrée dans le compte de résultat lorsque la valeur de recouvrement de ces prêts et créances devient inférieure à leur valeur comptable.

1.14. Stocks

Les stocks sont composés principalement :

- de pièces nécessaires à la maintenance du mobilier urbain installé ;
- de mobiliers urbains et de panneaux d'affichage en attente de montage ou partiellement montés.

Le coût des stocks est déterminé selon la méthode du coût moyen pondéré et peut également incorporer des coûts de production, d'assemblage et de logistique.

Ils sont, le cas échéant, ramenés à la valeur nette de réalisation lorsque celle-ci est inférieure au coût.

1.15. Créances clients et autres débiteurs

Les créances clients sont enregistrées à leur juste valeur qui correspond à la valeur nominale de facturation, sauf si l'effet d'actualisation est significatif. Par la suite, ces créances d'exploitation sont évaluées au coût amorti. Une dépréciation des comptes clients est pratiquée lorsque leur valeur de recouvrement est inférieure à leur valeur comptable.

1.16. Trésorerie gérée

La trésorerie gérée comprend la trésorerie, les équivalents de trésorerie et les actifs financiers de trésorerie. Ces éléments sont évalués à la juste valeur et les variations de juste valeur sont enregistrées en résultat financier.

La trésorerie comptabilisée à l'actif de l'état de situation financière comprend la trésorerie en banque et la caisse. Les équivalents de trésorerie sont constitués de titres de placement à court terme et de dépôts à court terme. Les titres de placement à court terme et les dépôts à court terme sont facilement convertibles en un montant de trésorerie connu et sont soumis à un risque négligeable de changement de valeur conformément aux critères définis par la norme IAS 7.

Les actifs financiers de trésorerie correspondent à des placements liquides à court terme ainsi qu'à de la trésorerie appartenant au Groupe, mise sous séquestre dans le cadre de l'exécution de contrats. Ces actifs ont les caractéristiques principales des équivalents de trésorerie mais ne respectent pas strictement les critères de qualification définis par la norme IAS 7. Ils sont inclus dans le calcul de la dette nette du Groupe.

Pour les besoins du tableau des flux de trésorerie consolidés, la trésorerie nette comprend la trésorerie et les équivalents de trésorerie tels que définis ci-dessus, nette des concours bancaires courants.

1.17. Dettes financières

Les dettes financières sont enregistrées initialement à la juste valeur correspondant en général à la somme reçue diminuée des frais d'émission associés et sont par la suite évaluées au coût amorti.

1.18. Instruments financiers dérivés

Un instrument financier dérivé est un instrument financier qui répond aux trois caractéristiques ci-dessous :

- une variable sous-jacente qui fait varier la valeur du contrat ;
- un investissement net initial nul ou faible ;
- un règlement à une date future.

Les instruments financiers dérivés sont comptabilisés à l'actif ou au passif de l'état de situation financière à leur juste valeur, les variations de valeurs ultérieures étant enregistrées par contrepartie du compte de résultat, sauf s'ils ont été qualifiés de partie efficace de la couverture de flux de trésorerie ou d'investissement net à l'étranger.

Une comptabilité de couverture peut être adoptée si une relation de couverture entre l'élément couvert (le sous-jacent) et l'instrument dérivé est établie et documentée dès la mise en place de la couverture et que son efficacité est démontrée à l'origine et à chaque arrêté comptable. A ce jour, le Groupe ne met en place que deux types de couverture des actifs et passifs financiers :

- la couverture de juste valeur (« Fair Value Hedge ») qui a pour objectif de se prémunir contre les variations de juste valeur des actifs, passifs ou engagements fermes à l'origine dues à l'évolution des conditions de marché. La variation de juste valeur de l'instrument de couverture est enregistrée en contrepartie du compte de résultat - mais elle est neutralisée par les variations symétriques de juste valeur du risque couvert (à l'inefficacité près) ;
- la couverture de flux de trésorerie (« Cash Flow Hedge ») utilisée pour se prémunir contre les variations de flux de trésorerie attribuables à des actifs et passifs existants ou à des transactions futures hautement probables. La part efficace de la variation de juste valeur de l'instrument de couverture est enregistrée directement dans les autres éléments du résultat global, et la part inefficace est maintenue au compte de résultat. Le montant enregistré dans les autres éléments du résultat global est recyclé en résultat lorsque l'élément couvert affecte lui-même le résultat.

La relation de couverture est traitée par rapport à un unique paramètre de marché, soit dans le cas du Groupe aujourd'hui, un taux de change ou un taux d'intérêt. Lorsqu'un même instrument dérivé couvre à la fois un risque de taux d'intérêt et un risque de change, les impacts taux et change sont traités séparément.

La comptabilité de couverture cesse lorsque l'instrument de couverture arrive à expiration ou est vendu, résilié ou exercé ou qu'il ne respecte plus les critères de qualification pour la comptabilité de couverture. Dans le cadre d'une couverture de transaction future hautement probable comptabilisée en autres éléments du résultat global, tout profit ou perte cumulé(e) réalisé(e) sur l'instrument de couverture de flux de trésorerie est maintenu(e) en capitaux propres jusqu'à ce que la transaction prévue se produise. S'il n'est plus attendu que la transaction couverte se produise, le profit ou la perte net(te) cumulé(e) comptabilisé(e) en autres éléments du résultat global est transféré(e) dans le résultat financier de l'exercice.

Pour les dérivés qui ne satisfont pas aux critères de qualification pour la comptabilité de couverture, tout profit ou perte résultant des variations de juste valeur est comptabilisé(e) directement dans le résultat financier de l'exercice.

Le classement comptable des instruments dérivés en éléments courants ou non courants est déterminé par le classement comptable du sous-jacent auquel ils sont rattachés.

1.19. Engagements de rachat de minoritaires

En l'absence de position de l'IASB sur le traitement comptable des engagements de rachat de minoritaires, les principes retenus dans les comptes consolidés 2014 sont maintenus pour l'ensemble des engagements pris par le Groupe.

L'application de la norme IAS 32 conduit à reconnaître au passif une dette relative aux engagements de rachat des parts des minoritaires dans des filiales du Groupe, ceci non seulement pour la partie déjà comptabilisée en participations ne donnant pas le contrôle (reclassée en dette), mais également pour l'excédent résultant de la valeur actuelle de l'engagement. La contrepartie de cet excédent est imputée en diminution des participations ne donnant pas le contrôle au passif de l'état de situation financière.

En l'absence de position de l'IASB sur les engagements de rachat de minoritaires, les variations ultérieures de la juste valeur de la dette sont comptabilisées en résultat financier, et sont allouées en participations ne donnant pas le contrôle dans le résultat, sans impact sur le résultat net part du Groupe.

Les engagements comptabilisés à ce titre figurent dans la rubrique au passif de l'état de situation financière « Dettes sur engagements de rachat de minoritaires ».

1.20. Provisions pour retraites et avantages assimilés

Les engagements du Groupe résultant de régimes à prestations définies, ainsi que leur coût, sont déterminés selon la méthode des unités de crédit projetées.

Cette méthode consiste à évaluer l'engagement en fonction du salaire projeté en fin de carrière et des droits acquis à la date d'évaluation, déterminés selon les dispositions de la convention collective, des accords d'entreprise ou des droits légaux en vigueur.

Les hypothèses actuarielles utilisées pour déterminer les engagements varient selon les conditions économiques prévalant dans le pays dans lequel le régime est situé et les hypothèses démographiques propres à chaque société.

Ces régimes sont soit financés, leurs actifs étant alors gérés par une société tiers indépendante, soit non financés ou partiellement financés, leurs engagements faisant l'objet d'une provision au passif de l'état de situation financière. Le produit des actifs du régime est estimé à partir du taux d'actualisation utilisé pour la dette actuarielle.

Pour les avantages postérieurs à l'emploi, les écarts actuariels sont reconnus immédiatement et dans leur intégralité en autres éléments du résultat global sans possibilité de recyclage en résultat. Le coût des services passés est comptabilisé immédiatement et dans son intégralité dans le résultat de la période que les droits soient acquis ou en cours d'acquisition.

Pour les autres avantages à long terme, les écarts actuariels générés ainsi que le coût des services passés sont immédiatement comptabilisés en charges ou en produits, lors de l'exercice de leur constatation.

Les effets de l'actualisation de la provision pour avantages au personnel sont présentés dans le résultat financier.

1.21. Provisions pour démontage

Les coûts destinés au démontage des mobiliers en fin de contrat sont enregistrés en provisions si une obligation contractuelle de démontage existe à une date prévisible. Ces provisions sont constituées pour la totalité du coût de démontage estimé dès le début du contrat et sont actualisées. En contrepartie, le coût de démontage est comptabilisé à l'actif et amorti sur la durée du contrat. La charge de désactualisation est comptabilisée en charge financière.

1.22. Paiements fondés sur des actions

1.22.1. Plans de souscription et d'achat d'actions à prix unitaire convenu

Conformément à la norme IFRS 2 « Paiement fondé sur des actions », les stock-options accordées aux salariés sont traitées comme un élément de rémunération « versé » en échange de services rendus par eux sur la période s'étendant de la date de leur octroi (« grant date ») à la date à laquelle leur droit d'exercice devient définitif (« vesting date »).

La juste valeur des services rendus est déterminée par référence à la juste valeur des instruments financiers octroyés.

La juste valeur des options est déterminée à leur date d'octroi par un actuaire indépendant, les changements éventuels de juste valeur ultérieurs n'étant pas considérés. Le modèle de valorisation utilisé est le modèle de Black & Scholes sur la base des hypothèses détaillées au paragraphe 5.2 « Charges d'exploitation nettes » ci-après.

Le coût des services rendus est comptabilisé au compte de résultat par contrepartie d'une rubrique de capitaux propres, suivant un profil qui reflète les modalités d'acquisition des droits d'exercice des options. Cet enregistrement est fait à la fin de chaque arrêté comptable et ce, jusqu'à la date où les droits d'exercice des options du plan considéré sont complètement acquis.

Le montant figurant en capitaux propres reflète la partie écoulée de la période nécessaire à l'acquisition des droits d'exercice des options et la meilleure estimation du management des options octroyées pour lesquelles un droit d'exercice sera effectivement acquis.

Les plans de stock-options sont attribués sur la base d'objectifs individuels et des résultats du Groupe. L'exercice des stock-options est soumis à des conditions de présence dans la société.

1.22.2. Actions gratuites

La juste valeur des actions gratuites est déterminée à leur date d'octroi par un actuaire indépendant. Cette juste valeur de l'action gratuite est déterminée selon le cours à la date d'attribution diminué des dividendes futurs actualisés.

L'attribution de la totalité des actions gratuites s'effectue après une présence continue au sein du Groupe définie en fonction des plans.

Le coût des services rendus est comptabilisé au compte de résultat par contrepartie d'une rubrique de capitaux propres, suivant un profil qui reflète les modalités d'acquisition des actions gratuites. Le délai d'acquisition court à compter de la décision du Directoire attribuant les actions gratuites.

1.22.3. Plans de souscription et d'achat dénoués par remise de trésorerie

Les plans de souscription et d'achat d'actions qui seront réglés sous forme de trésorerie, sont évalués à leur juste valeur, constatée en résultat, par contrepartie d'un passif. Ce passif est réévalué à chaque date de clôture jusqu'à son règlement.

1.23. Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires du Groupe provient principalement de la vente d'espaces publicitaires sur des équipements de mobilier urbain, des panneaux d'affichage et de la publicité dans les transports.

Les ventes d'espaces publicitaires, les locations et les prestations de services sont enregistrées en chiffre d'affaires linéairement sur la période de réalisation de la prestation. Le fait générateur de la vente d'espaces publicitaires est la réalisation de la campagne publicitaire dont la durée est comprise entre 1 semaine et 6 ans.

Le chiffre d'affaires provenant de la vente d'espaces publicitaires est présenté sur une base nette, après déduction des remises commerciales. Dans certains pays, des commissions sont versées par le Groupe aux agences de publicité et aux centrales d'achat d'espaces publicitaires lorsque celles-ci jouent le rôle d'intermédiaires entre le Groupe et les annonceurs. Ces commissions sont alors déduites du chiffre d'affaires.

Dans les contrats où le Groupe paie une redevance variable, ou bien reverse une partie de ses recettes publicitaires, et dans la mesure où le Groupe assume les risques et avantages liés à l'activité, le Groupe comptabilise en chiffre d'affaires la totalité des recettes publicitaires avant les redevances et reversements, et comptabilise les redevances et la partie du chiffre d'affaires reversée en charges d'exploitation.

Les charges d'escomptes financiers sont déduites du chiffre d'affaires du Groupe.

1.24. Marge opérationnelle

La marge opérationnelle se définit comme le chiffre d'affaires diminué des coûts directs d'exploitation et des coûts commerciaux, généraux et administratifs.

Elle inclut les dotations aux provisions nettes de reprises relatives aux comptes clients.

La marge opérationnelle est impactée des charges d'escompte comptabilisées en moins du chiffre d'affaires et des produits d'escompte enregistrés en moins des coûts directs d'exploitation, d'une part, et des charges de stock-options ou actions gratuites comptabilisées sur la ligne « Coûts commerciaux, généraux et administratifs », d'autre part.

1.25. Résultat d'exploitation

Le résultat d'exploitation est déterminé à partir de la marge opérationnelle diminuée des consommations de pièces détachées au titre de la maintenance, des dotations aux amortissements et provisions nettes, des pertes de valeur des goodwill et des autres charges et produits opérationnels. Les pertes de valeur des stocks sont enregistrées sur la ligne « Pièces détachées maintenance ».

Les autres charges et produits opérationnels comprennent les plus et moins-values de cession d'actifs corporels et incorporels, de coentreprises et entreprises associées, les plus et moins-values de cession liées à la perte de contrôle de sociétés, ainsi que l'éventuel profit ou perte qui découle de la réévaluation de la quote-part conservée à sa juste valeur, l'éventuel profit ou perte qui découle de la réévaluation à la juste valeur de la participation antérieurement détenue dans le cas d'un regroupement d'entreprise avec prise de contrôle par étape, les éventuels ajustements de prix provenant d'événements postérieurs à la date d'acquisition, ainsi que les éventuels badwill, les coûts directs liés aux acquisitions, et les éléments non récurrents.

Les charges nettes liées aux résultats des tests de perte de valeur sur les immobilisations corporelles et incorporelles sont enregistrées sur la ligne « Dotations aux amortissements et provisions nettes ».

1.26. Impôts différés et exigibles

Les impôts différés sont comptabilisés sur la base des différences temporelles entre la valeur comptable des actifs et passifs et leur base fiscale provenant pour l'essentiel des retraitements de consolidation (harmonisation des méthodes et durées d'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles, contrats de location financement, reconnaissance de contrats dans le cadre de la méthode de l'acquisition, etc.). Les actifs et passifs d'impôts différés sont évalués aux taux d'impôt dont l'application est attendue sur la période au cours de laquelle l'actif sera réalisé et le passif réglé, sur la base des réglementations fiscales qui ont été adoptées à la date de clôture.

Des impôts différés actif sur déficits reportables sont reconnus lorsqu'il est probable que le Groupe disposera de bénéfices imposables futurs sur lesquels ces pertes fiscales pourront être imputées. Les prévisions sont réalisées sur un horizon de 3 ans adapté en fonction des particularités de chaque pays.

Conformément aux normes internationales, le Groupe a qualifié la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (« CVAE »), en France, comme étant un impôt. Cette qualification en tant qu'impôt sur le résultat entraîne la comptabilisation d'un impôt différé passif calculé sur la base des actifs amortissables des sociétés assujetties à la CVAE. Par ailleurs, la CVAE étant un impôt déductible de l'impôt sur les sociétés, sa comptabilisation génère un impôt différé actif.

1.27. Location financement et location simple

Les contrats de location financement, qui transfèrent au Groupe la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif loué, sont comptabilisés à l'actif de l'état de situation financière au commencement du contrat de location à la juste valeur du bien loué ou, si celle-ci est inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location. Les paiements au titre de la location sont ventilés entre la charge financière et l'amortissement de la dette de manière à obtenir un taux d'intérêt périodique constant sur le solde restant dû au passif. Les charges financières sont enregistrées directement au compte de résultat.

Les actifs faisant l'objet d'une location financement sont amortis sur la plus courte de leur durée d'utilité ou de la durée du contrat.

Les contrats de location dans lesquels le bailleur conserve la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif sont qualifiés de contrats de location simple. Les paiements au titre des contrats de location simple sont comptabilisés en charges dans le compte de résultat.

2. ÉVOLUTION DU PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

2.1. Principaux mouvements de périmètre en 2015

Les principales variations de périmètre intervenues en 2015 sont les suivantes :

Acquisitions (prises de contrôle)

Le 14 avril 2015, Equipamientos Urbanos de Guatemala, S.A. a acquis une participation complémentaire de 50 % dans la société Vista Centroamericana S.A. (Guatemala). Cette société antérieurement consolidée selon la méthode de la mise en équivalence à 50 % est désormais consolidée en intégration globale à 100 %.

Le 18 juin 2015, JCDecaux South Africa Holdings Limited a acquis 70 % de Continental Outdoor Media, leader de la communication extérieure en Afrique. Le groupe Continental est consolidé en intégration globale à l'exception de deux partenariats mis en équivalence.

Le 31 août 2015, JCDecaux Latin America Investments Holding S.L a acquis 70 % d'Eye Catcher Media, leader péruvien de la publicité dans les transports et les centres commerciaux. Cette société est consolidée en intégration globale.

Le 9 octobre 2015, Eumex a acquis une participation complémentaire de 50 % dans la société Tenedora De Acciones De Mobiliario, S.A. De C.V. (Mexique). Cette société antérieurement consolidée selon la méthode de la mise en équivalence est désormais consolidée en intégration globale à 100 %.

Le 5 novembre 2015, JCDecaux UK Ltd a acquis 100 % de la société In Focus Public Networks Limited qui opère des contrats de publicité extérieure sur les cabines téléphoniques de Londres, Manchester et Birmingham. Cette société est consolidée en intégration globale.

Le 16 novembre 2015, JCDecaux Europe Holding SAS a finalisé l'acquisition de 100 % de Cemusa (Corporacion Europea de Mobiliario Urbano SA), filiale du groupe FCC (Fomento de Construcciones y Contratas) dédiée à la communication extérieure en Espagne, aux Etats-Unis, au Brésil et en Italie, suite à l'accord signé en mars 2014. Le groupe Cemusa est consolidé en intégration globale à l'exception d'un partenariat mis en équivalence.

Acquisitions de participations ne donnant pas le contrôle

En juillet 2015, la société Gewista Werbegesellschaft.mBH a acquis une participation complémentaire de 24,9 % dans la société MegaBoard Soravia GmbH (Autriche), du fait de l'exercice par le partenaire de son option de vente, portant ainsi son pourcentage de détention à 100 %. Cette société antérieurement consolidée en intégration globale reste consolidée en intégration globale.

Autres variations du pourcentage de détention

Le 30 juin 2015, JCDecaux Europe Holding a acquis une participation complémentaire de 27,65 % dans la société IGPDecaux (Italie), ce qui porte à 60 % le pourcentage de détention dans cette société contrôlée conjointement et consolidée selon la méthode de la mise en équivalence.

2.2. Effets des acquisitions

Les prises de contrôle réalisées en 2015, qui portent principalement sur Continental (Afrique), Cemusa (Espagne, Etats-Unis, Brésil, Italie), In Focus Public Networks Limited (Royaume-Uni) et Eye Catcher Media (Pérou) ont eu les effets suivants sur les comptes consolidés du Groupe :

<i>En millions d'euros</i>	Juste valeur comptabilisée à la date d'acquisition	
Actifs non courants		191,8
Actifs courants		164,8
Total Actif		356,6
Passifs non courants		66,3
Passifs courants		271,7
Total Passif		338,0
Actif net à la juste valeur à 100%	(a)	18,6
- dont Participations ne donnant pas le contrôle	<i>(b)</i>	4,8
Contrepartie totale transférée	(c)	111,0
- dont prix d'acquisition ⁽¹⁾		109,4
- dont juste valeur de la quote-part antérieurement détenue		1,6
Goodwill	(d)=(c)-(a)+(b)	97,2
- dont Goodwill alloué aux sociétés mises en équivalence	<i>(e)</i>	2,4
Goodwill IFRS ⁽²⁾	(f)=(d)-(e)	94,8
Prix d'acquisition		-109,4
Trésorerie nette acquise		26,0
Acquisitions de titres de participation sur l'exercice		-83,4

(1) Principalement lié à Continental

(2) L'option de calcul du goodwill complet n'a été retenue pour aucune des acquisitions

Les valeurs des actifs et passifs acquis ainsi que les goodwill afférents à ces opérations sont déterminés de manière provisoire et sont susceptibles d'évoluer durant le délai nécessaire à la finalisation de l'affectation des goodwill qui peut s'étendre jusqu'à 12 mois maximum après la date de prise de contrôle.

L'impact de ces acquisitions sur le chiffre d'affaires et le résultat net part du Groupe est respectivement de 60,1 millions d'euros et de -1,0 million d'euros. L'impact complémentaire sur le chiffre d'affaires et le résultat net part du Groupe si ces acquisitions avaient été réalisées au 1er janvier 2015 serait une hausse de 123,0 millions d'euros du chiffre d'affaires et une baisse de 53,5 millions d'euros du résultat net part du Groupe.

3. INFORMATION SECTORIELLE

Les données des coentreprises, sociétés sous contrôle conjoint, sont intégrées proportionnellement dans l'information sectorielle, telles que communiquées dans le reporting de gestion opérationnelle du Groupe, sur lequel s'appuie le Directoire, Principal Décideur Opérationnel (PDO), pour suivre l'activité, allouer les ressources et mesurer la performance. En conséquence, conformément à la norme IFRS 8, les données opérationnelles présentées ci-après, en ligne avec cette information interne, sont ajustées pour prendre en compte l'impact en proportionnel des coentreprises. Elles font l'objet d'une réconciliation avec les états financiers IFRS où l'application de la norme IFRS 11 conduit à retenir la méthode de la mise en équivalence des coentreprises.

3.1. Informations relatives aux secteurs opérationnels

Définition des secteurs opérationnels

Mobilier Urbain

L'activité Mobilier Urbain couvre de manière générale les conventions publicitaires sur le domaine public signées avec les villes et collectivités locales. Elle comprend également les activités de publicité dans les centres commerciaux, ainsi que les locations de mobiliers, les ventes et locations de matériels, les travaux et entretiens divers, et autres prestations de services.

Transport

L'activité Transport couvre la publicité dans les moyens de transport tels que les aéroports, les métros, les bus, les tramways et les trains.

Affichage

L'activité Affichage couvre de manière générale la publicité sur le domaine privé, telle que l'affichage grand format traditionnel ou rétro-éclairé. Elle comprend également l'affichage lumineux type néons et les bâches publicitaires.

Opérations entre les différents secteurs opérationnels

Les prix de transfert entre les secteurs opérationnels sont les prix qui auraient été fixés dans des conditions de concurrence normale, comme pour une transaction avec des tiers.

L'information sectorielle relative aux secteurs opérationnels se décompose comme suit en 2015 :

<i>En millions d'euros</i>	Mobilier Urbain	Transport	Affichage	Total des activités
Chiffre d'affaires	1 394,3	1 355,4	457,9	3 207,6
Marge opérationnelle	441,6	201,5	52,1	695,2
Résultat d'exploitation ⁽¹⁾	184,7	154,6	18,2	357,5
Investissements corporels et incorporels nets ⁽²⁾	152,0	44,9	32,5	229,4

(1) Dont une dotation nette relative aux tests de perte de valeur de -13,9 millions d'euros : -16,4 millions d'euros en Mobilier Urbain et +2,5 millions d'euros en Transport.

(2) Décaissements sur acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles nets des encaissements sur cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles.

La réconciliation de ces données opérationnelles ajustées avec les données IFRS se décompose comme suit :

<i>En millions d'euros</i>	Données ajustées	Impact des coentreprises ⁽¹⁾	Données IFRS
Chiffre d'affaires	3 207,6	-400,5	2 807,1
Marge opérationnelle	695,2	-112,5	582,7
Résultat d'exploitation	357,5	-87,4	270,1
Investissements corporels et incorporels nets	229,4	-27,5	201,9

(1) Impact du passage de la méthode de l'intégration proportionnelle à la méthode de la mise en équivalence des coentreprises.

L'impact de -400,5 millions d'euros de la norme IFRS 11 (passage de la méthode de l'intégration proportionnelle à la méthode de la mise en équivalence des coentreprises) sur le chiffre d'affaires ajusté, se décompose en -413,5 millions d'euros de chiffre d'affaires réalisé par les coentreprises – dont le détail est donné au paragraphe 10 « Informations sur les coentreprises » – et +13,0 millions d'euros de part non éliminée sous IFRS 11 de chiffre d'affaires inter-compagnies réalisé par des sociétés contrôlées avec des coentreprises, ramenant ainsi le chiffre d'affaires IFRS à 2 807,1 millions d'euros.

L'information sectorielle relative aux secteurs opérationnels se décompose comme suit en 2014 :

<i>En millions d'euros</i>	Mobilier Urbain	Transport	Affichage	Total des activités
Chiffre d'affaires	1 275,7	1 078,8	458,8	2 813,3
Marge opérationnelle	408,0	175,7	46,3	630,0
Résultat d'exploitation ⁽¹⁾	164,1	137,9	1,1	303,1
Investissements corporels et incorporels nets ⁽²⁾	136,1	34,0	30,1	200,2

(1) Dont une dotation nette relative aux tests de perte de valeur de -31,8 millions d'euros : -20,2 millions d'euros en Mobilier Urbain, +1,6 million d'euros en Transport et -13,2 millions d'euros en Affichage.

(2) Décaissements sur acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles nets des encaissements sur cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles.

La réconciliation de ces données opérationnelles ajustées avec les données IFRS se décompose comme suit :

<i>En millions d'euros</i>	Données ajustées	Impact des coentreprises ⁽¹⁾	Données IFRS
Chiffre d'affaires	2 813,3	-331,1	2 482,2
Marge opérationnelle	630,0	-99,0	531,0
Résultat d'exploitation	303,1	-70,8	232,3
Investissements corporels et incorporels nets	200,2	-32,1	168,1

(1) Impact du passage de la méthode de l'intégration proportionnelle à la méthode de la mise en équivalence des coentreprises.

L'impact de -331,1 millions d'euros de la norme IFRS 11 (passage de la méthode de l'intégration proportionnelle à la méthode de la mise en équivalence des coentreprises) sur le chiffre d'affaires ajusté, se décompose en -349,3 millions d'euros de chiffre d'affaires

réalisé par les coentreprises – dont le détail est donné au paragraphe 10 « Informations sur les coentreprises » – et +18,2 millions d'euros de part non éliminée sous IFRS 11 de chiffre d'affaires inter-compagnies réalisé par des sociétés contrôlées avec des coentreprises, ramenant ainsi le chiffre d'affaires IFRS à 2 482,2 millions d'euros.

3.2. Par zone géographique

L'information par zone géographique se décompose comme suit en 2015 :

<i>En millions d'euros</i>	Asie-Pacifique	Europe ⁽¹⁾	France	Royaume-Uni	Reste du monde	Amérique du Nord	Total
Chiffre d'affaires	832,6	829,8	613,5	369,6	335,0	227,1	3 207,6

(1) Hors France et Royaume-Uni.

L'information par zone géographique se décompose comme suit en 2014 :

<i>En millions d'euros</i>	Asie-Pacifique	Europe ⁽¹⁾	France	Royaume-Uni	Reste du monde	Amérique du Nord	Total
Chiffre d'affaires	656,2	765,0	621,3	331,2	270,3	169,3	2 813,3

(1) Hors France et Royaume-Uni.

Aucun client ne représente plus de 10 % du chiffre d'affaires du Groupe.

3.3. Autres informations

La réconciliation du cash-flow disponible ajusté avec les données IFRS en 2015 se décompose comme suit :

<i>En millions d'euros</i>	Données ajustées	Impact des coentreprises ⁽¹⁾	Données IFRS
Flux de trésorerie nets issus des activités opérationnelles	562,8	-26,0	536,8
- Dont Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	26,2	-4,4	21,8
Investissements corporels et incorporels nets ⁽²⁾	-229,4	27,5	-201,9
Cash-Flow Disponible	333,4	1,5	334,9

(1) Impact du passage de la méthode de l'intégration proportionnelle à la méthode de la mise en équivalence des coentreprises.

(2) Décaissements sur acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles nets des encaissements sur cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles.

La réconciliation du cash-flow disponible ajusté avec les données IFRS en 2014 se décompose comme suit :

<i>En millions d'euros</i>	Données ajustées	Impact des coentreprises ⁽¹⁾	Données IFRS
Flux de trésorerie nets issus des activités opérationnelles	498,1	-17,4	480,7
- Dont Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	3,5	3,4	6,9
Investissements corporels et incorporels nets ⁽²⁾	-200,2	32,1	-168,1
Cash-Flow Disponible	297,9	14,7	312,6

(1) Impact du passage de la méthode de l'intégration proportionnelle à la méthode de la mise en équivalence des coentreprises.

(2) Décaissements sur acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles nets des encaissements sur cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles.

4. COMMENTAIRES SUR L'ÉTAT DE SITUATION FINANCIÈRE

4.1. Goodwill et autres immobilisations incorporelles

4.1.1. Goodwill

Variations des exercices 2015 et 2014 en valeur nette comptable :

<i>En millions d'euros</i>	2015	2014
Valeur nette au 1er janvier	1 170,8	1 125,4
Perte de valeur □	0,0	0,0
Sorties	-0,2	0,0
Variations de périmètre	95,6	26,6
Conversion	5,4	18,8
Valeur nette au 31 décembre	1 271,6	1 170,8

4.1.2. Autres immobilisations incorporelles

Variations de l'exercice 2015 en valeur brute et en valeur nette comptable :

<i>En millions d'euros</i>	Frais de développement	Brevets, licences, contrats pub, ERP ⁽¹⁾	Droits au bail, avances & acomptes, autres	Total
Valeur brute au 1er janvier 2015	47,5	686,6	31,1	765,2
Acquisitions / Augmentations	5,5	9,0	9,4	23,9
Sorties		-2,3	-0,1	-2,4
Variations de périmètre	2,4	27,3	1,9	31,6
Conversion	-0,9	13,8	0,3	13,2
Reclassements ⁽²⁾		2,5	-6,5	-4,0
Valeur brute au 31 décembre 2015	54,5	736,9	36,1	827,5
Amortissements / Perte de valeur au 1er janvier 2015	-23,0	-422,3	-20,3	-465,6
Dotations	-4,9	-47,9	-0,6	-53,4
Perte de valeur	-0,2	-0,1		-0,3
Sorties		2,1	0,1	2,2
Variations de périmètre	-1,8	-2,4	-1,2	-5,4
Conversion	0,2	-9,1	-0,1	-9,0
Reclassements ⁽²⁾		1,6	2,6	4,2
Amortissements / Perte de valeur au 31 décembre 2015	-29,7	-478,1	-19,5	-527,3
Valeur nette au 1er janvier 2015	24,5	264,3	10,8	299,6
Valeur nette au 31 décembre 2015	24,8	258,8	16,6	300,2

(1) Comprend la valorisation des contrats reconnus dans le cadre des regroupements d'entreprises.

(2) L'impact net des reclassements n'est pas nul, certains reclassements affectant d'autres postes de l'état de situation financière.

Variations de l'exercice 2014 en valeur brute et en valeur nette comptable :

<i>En millions d'euros</i>	Frais de développement	Brevets, licences, contrats pub, ERP ⁽¹⁾	Droits au bail, avances & acomptes, autres	Total
Valeur brute au 1er janvier 2014	40,0	569,1	37,6	646,7
Acquisitions / Augmentations	7,2	11,7	6,0	24,9
Sorties	-0,2	-1,4	-0,4	-2,0
- Dont échange d'actifs			-0,3	-0,3
Variations de périmètre	0,1	64,6	0,2	64,9
Conversion	0,2	29,4	1,2	30,8
Reclassements ⁽²⁾	0,2	13,2	-13,5	-0,1
Valeur brute au 31 décembre 2014	47,5	686,6	31,1	765,2
Amortissements / Perte de valeur au 1er janvier 2014	-18,7	-339,7	-18,2	-376,6
Dotations	-4,3	-45,0	-0,9	-50,2
Perte de valeur		-6,1	-1,3	-7,4
Sorties	0,1	1,3		1,4
Variations de périmètre	-0,1	-17,6		-17,7
Conversion		-15,4	-0,6	-16,0
Reclassements ⁽²⁾		0,2	0,7	0,9
Amortissements / Perte de valeur au 31 décembre 2014	-23,0	-422,3	-20,3	-465,6
Valeur nette au 1er janvier 2014	21,3	229,4	19,4	270,1
Valeur nette au 31 décembre 2014	24,5	264,3	10,8	299,6

(1) Comprend la valorisation des contrats reconnus dans le cadre des regroupements d'entreprises.

(2) L'impact net des reclassements n'est pas nul, certains reclassements affectant d'autres postes de l'état de situation financière.

4.2. Immobilisations corporelles

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2015		31/12/2014	
	Montants bruts	Amortissements ou provisions	Montants nets	Montants nets
Terrains	28,2	-1,4	26,8	25,2
Constructions	89,4	-68,3	21,1	19,6
Installations techniques, matériels et outillages	2 991,7	-2 000,5	991,2	850,3
Matériel de transport	144,7	-75,8	68,9	47,3
Autres immobilisations corporelles	161,2	-138,6	22,6	21,3
En cours, avances et acomptes	45,9	-3,4	42,5	58,9
Total	3 461,1	-2 288,0	1 173,1	1 022,6

Variations de l'exercice 2015 en valeur brute et en valeur nette comptable :

<i>En millions d'euros</i>	Terrains	Constructions	Installations techniques, mat. & outil.	Autres	Total
Valeur brute au 1er janvier 2015	26,6	85,7	2 634,4	340,6	3 087,3
- Dont location financement		4,3	5,4	41,2	50,9
- Dont coût de démontage			134,8		134,8
Acquisitions	0,1	1,9	101,3	106,3	209,6
- Dont acquisitions en location financement				5,3	5,3
- Dont coût de démontage			20,1		20,1
Sorties		-3,2	-131,7	-26,6	-161,5
- Dont sorties en location financement		-1,9		-4,4	-6,3
- Dont coût de démontage			-9,1		-9,1
Variations de périmètre	0,4	4,7	295,5	11,2	311,8
Reclassements ⁽¹⁾		0,1	82,1	-82,3	-0,1
Conversion	1,1	0,2	10,1	2,6	14,0
Valeur brute au 31 décembre 2015	28,2	89,4	2 991,7	351,8	3 461,1
Amortissements au 1er janvier 2015	-1,4	-66,1	-1 784,1	-213,1	-2 064,7
- Dont location financement		-4,2	-5,4	-14,1	-23,7
- Dont coût de démontage			-80,0		-80,0
Dotations nettes des reprises		-2,2	-172,5	-21,7	-196,4
- Dont dotations sur location financement				-7,3	-7,3
- Dont coût de démontage			-13,2		-13,2
Perte de valeur			-3,6	1,2	-2,4
Sorties		2,8	128,3	22,9	154,0
- Dont sorties sur location financement		1,9		3,3	5,2
- Dont coût de démontage			7,9		7,9
Variations de périmètre		-2,7	-156,1	-5,5	-164,3
Reclassements ⁽¹⁾				-0,2	-0,2
Conversion		-0,1	-12,5	-1,4	-14,0
Amortissements au 31 décembre 2015	-1,4	-68,3	-2 000,5	-217,8	-2 288,0
Valeur nette au 1er janvier 2015	25,2	19,6	850,3	127,5	1 022,6
Valeur nette au 31 décembre 2015	26,8	21,1	991,2	134,0	1 173,1

(1) L'impact net des reclassements n'est pas nul, certains reclassements affectant d'autres postes de l'état de situation financière.

Variations de l'exercice 2014 en valeur brute et en valeur nette comptable :

<i>En millions d'euros</i>	Terrains	Constructions	Installations techniques, mat. & outil.	Autres	Total
Valeur brute au 1er janvier 2014	24,0	81,8	2 531,8	318,6	2 956,2
- Dont location financement		4,3	5,4	23,3	33,0
- Dont coût de démontage			122,5		122,5
Acquisitions		2,3	81,5	99,1	182,9
- Dont acquisitions en location financement				18,8	18,8
- Dont coût de démontage			16,5		16,5
Sorties		-0,3	-123,7	-27,1	-151,1
- Dont sorties en location financement				-1,8	-1,8
- Dont coût de démontage			-11,8		-11,8
Variations de périmètre	1,5	1,6	55,7	5,4	64,2
Reclassements ⁽¹⁾		0,1	57,8	-60,8	-2,9
Conversion	1,1	0,2	31,3	5,4	38,0
Valeur brute au 31 décembre 2014	26,6	85,7	2 634,4	340,6	3 087,3
Amortissements au 1er janvier 2014	-1,0	-63,2	-1 664,6	-209,4	-1 938,2
- Dont location financement		-4,1	-5,4	-8,7	-18,2
- Dont coût de démontage			-65,4		-65,4
Dotations nettes des reprises	-0,2	-2,7	-174,9	-19,0	-196,8
- Dont dotations sur location financement		-0,1		-6,2	-6,3
- Dont coût de démontage			-14,8		-14,8
Perte de valeur			-15,3	-4,3	-19,6
Sorties		0,2	117,3	25,6	143,1
- Dont sorties sur location financement				1,7	1,7
- Dont coût de démontage			8,6		8,6
Variations de périmètre	-0,1	-0,3	-23,8	-3,6	-27,8
Reclassements ⁽¹⁾		0,1	-1,5	-0,1	-1,5
Conversion	-0,1	-0,2	-21,3	-2,3	-23,9
Amortissements au 31 décembre 2014	-1,4	-66,1	-1 784,1	-213,1	-2 064,7
Valeur nette au 1er janvier 2014	23,0	18,6	867,2	109,2	1 018,0
Valeur nette au 31 décembre 2014	25,2	19,6	850,3	127,5	1 022,6

(1) L'impact net des reclassements n'est pas nul, certains reclassements affectant d'autres postes de l'état de situation financière.

Au 31 décembre 2015, la valeur nette des immobilisations corporelles en location financement s'élève à 24,3 millions d'euros contre 27,2 millions d'euros au 31 décembre 2014 et se décompose comme suit :

En millions d'euros	31/12/2015	31/12/2014
Constructions	0,1	0,1
Matériel de transport	23,9	26,9
Autres immobilisations corporelles	0,3	0,2
Total	24,3	27,2

Plus de 80 % des immobilisations corporelles du Groupe sont constituées de mobilier urbain et autres structures publicitaires. Ces immobilisations représentent une gamme de produits très divers (Seniors, MUIPIs®, écrans digitaux, colonnes, mâts drapeaux, abribus, sanitaires, bancs, vélos, bornes de propreté etc.). Ces actifs sont détenus en pleine propriété (contrôlés par le Groupe) et le chiffre d'affaires publicitaire du Groupe correspond à la vente des espaces publicitaires présents sur certains de ces mobiliers. La valeur nette comptable des constructions s'élève à 21,1 millions d'euros. Le Groupe est propriétaire de 99 % de ces constructions, le restant étant détenu en location financement. Les constructions sont composées de bâtiments administratifs et d'entrepôts, principalement en Allemagne et en France pour respectivement 6,7 millions d'euros et 4,0 millions d'euros.

4.3. Tests de perte de valeur sur les goodwill, les immobilisations corporelles et incorporelles

Les goodwill et les immobilisations corporelles et incorporelles se réfèrent aux groupements d'UGT suivants :

En millions d'euros	31/12/2015			31/12/2014		
	Goodwill	Actifs corporels / incorporels (1)	Total	Goodwill	Actifs corporels / incorporels (1)	Total
Mobilier Urbain Europe (hors France et Royaume-Uni)	358,5	399,6	758,1	358,5	389,8	748,3
Affichage Europe (hors France et Royaume-Uni)	141,8	45,3	187,1	141,7	50,4	192,1
Aéroports Monde (2)	122,5	60,3	182,8	122,6	45,1	167,7
Affichage Royaume-Uni	173,8	54,0	227,8	164,0	48,1	212,1
Affichage France	115,4	9,1	124,5	115,4	8,1	123,5
Mobilier Urbain France	86,4	385,5	471,9	86,4	374,2	460,6
Autres (3)	273,2	463,6	736,8	182,2	364,1	546,3
Total	1 271,6	1 417,4	2 689,0	1 170,8	1 279,8	2 450,6

Ce tableau prend en compte les pertes de valeur constatées sur les immobilisations corporelles et incorporelles et les goodwill. Les goodwill et les actifs corporels et incorporels comptabilisés dans le cadre de l'acquisition de Cemusa, figurant sur la ligne « Autres », sont en cours d'allocation et n'ont pas fait l'objet de tests de perte de valeur.

(1) Les actifs incorporels et corporels sont présentés nets des provisions pour perte à terminaison, d'un montant de respectivement 26,8 millions d'euros et 14,3 millions d'euros au 31 décembre 2015 et au 31 décembre 2014, et sont également présentés diminués des impôts différés passifs nets liés aux contrats reconnus dans le cadre du regroupement d'entreprises, d'un montant de respectivement 29,1 millions d'euros et 28,1 millions d'euros au 31 décembre 2015 et au 31 décembre 2014.

(2) Les actifs incorporels et corporels d'un montant de 60,3 millions d'euros relatif à l'UGT Aéroports Monde comprennent 28,7 millions d'euros appartenant à la zone géographique Reste du Monde.

(3) Le montant des goodwill de 273,2 millions d'euros et le montant des actifs incorporels et corporels de 463,6 millions d'euros sur la ligne « Autres » comprennent respectivement 82,4 millions d'euros et 119,6 millions d'euros relatifs à la zone géographique Reste du Monde et pour lesquels les tests de perte de valeur et de sensibilité ont été réalisés aux bornes de chaque UGT de cette zone géographique.

Les tests de perte de valeur réalisés au 31 décembre 2015 ont conduit à constater en résultat d'exploitation une dotation nette de perte de valeur globale de -2,7 millions d'euros sur les immobilisations corporelles et incorporelles, ainsi qu'une dotation nette de provision pour perte à terminaison de -11,2 millions d'euros.

Les tests de perte de valeur sur les immobilisations corporelles et incorporelles ont un impact négatif de -7,5 millions d'euros sur le résultat net part du Groupe (contre -14,2 millions d'euros en 2014).

Le taux d'actualisation, le taux de croissance de la marge opérationnelle et le taux de croissance à l'infini pour les projections de l'activité Affichage sont considérés comme les hypothèses-clés retenues par le Groupe dans le cadre des tests de perte de valeur.

Les pays sont répartis en cinq zones en fonction du risque associé à chaque pays, et à chaque zone correspond un taux d'actualisation spécifique s'échelonnant de 7,0 % à 19,0 %, pour la zone présentant le plus de risque. Le taux après impôt de 7,0 % en 2015 (identique à 2014), est utilisé notamment en Europe Occidentale (hors Espagne, Portugal, Italie et Irlande), Amérique du Nord, Japon, Singapour, Corée du Sud, Australie et Chili, où le Groupe exerce 59,0 % de son activité. Le taux d'actualisation moyen du Groupe ressort à 9,2 % en 2015.

Les tests de sensibilité dont les résultats sont présentés ci-dessous ont été réalisés de la façon suivante :

- Sur la France, le Royaume-Uni, l'Europe (hors France et Royaume-Uni) et l'Asie-Pacifique, trois tests de sensibilité ont été réalisés, d'une part, en augmentant le taux d'actualisation de 50 points de base, d'autre part en diminuant de 50 points de base respectivement le taux de croissance normatif de la marge opérationnelle et le taux de croissance à l'infini des flux actualisés de trésorerie pour l'activité Affichage.
- Sur la zone géographique Reste du Monde, où figurent les pays exposés à une plus forte volatilité économique et politique, trois tests de sensibilité ont été réalisés, d'une part, en augmentant le taux d'actualisation de 200 points de base, d'autre part, en diminuant de 200 points de base respectivement le taux de croissance normatif de la marge opérationnelle et le taux de croissance à l'infini des flux actualisés de trésorerie pour l'activité Affichage.

Les résultats des tests de sensibilité montrent :

- qu'une augmentation de 50 points de base du taux d'actualisation pour les zones géographiques France, Royaume-Uni, Europe (hors France et Royaume-Uni) et Asie-Pacifique n'entraînerait pas de perte de valeur additionnelle sur les immobilisations corporelles et incorporelles ni sur les goodwill de chacune des UGT de ces zones géographiques ;
- qu'une augmentation de 200 points de base du taux d'actualisation sur la zone géographique Reste du Monde entraînerait une perte de valeur de 1,0 million d'euros sur les immobilisations corporelles et incorporelles ;
- qu'une diminution de 50 points de base du taux de croissance normatif de la marge opérationnelle pour les zones France, Royaume-Uni, Europe (hors France et Royaume-Uni) et Asie-Pacifique, n'entraînerait pas de perte de valeur additionnelle sur les immobilisations corporelles et incorporelles ni sur les goodwill de chacune des UGT de ces zones géographiques ;
- qu'une diminution de 200 points de base du taux de croissance normatif de la marge opérationnelle sur la zone géographique Reste du Monde entraînerait une perte de valeur de -2,0 millions d'euros sur les immobilisations corporelles et incorporelles ainsi qu'une dotation aux provisions pour perte à terminaison additionnelle de -1,5 million d'euros ;
- qu'une diminution du taux de croissance à l'infini des flux actualisés de trésorerie de respectivement 50 points de base pour les zones géographiques France, Royaume-Uni, Europe (hors France et Royaume-Uni) et de 200 points de base pour la zone géographique Reste du Monde, n'entraînerait pas de perte de valeur additionnelle sur les immobilisations corporelles et incorporelles ni sur les goodwill de chacune des UGT de ces zones géographiques.

4.4. Titres mis en équivalence et tests de perte de valeur

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2015	31/12/2014
Coentreprises	310,0	294,0
Entreprises associées	179,3	181,2
Total ⁽¹⁾	489,3	475,2

(1) Dont 61,4 millions d'euros relatifs à la zone Reste du Monde.

Les informations relatives aux coentreprises et entreprises associées sont données en application de la norme IFRS 12 « Informations à fournir dans les intérêts détenus dans d'autres entités » et figurent au paragraphe 10 « Informations sur les coentreprises » et au paragraphe 11 « Informations sur les entreprises associées ».

Aucune perte de valeur n'a été constatée en 2015. En 2014, une perte de valeur des coentreprises avait été constatée à hauteur de -7,1 millions d'euros.

Sur les sociétés mises en équivalence et appartenant aux zones géographiques France, Royaume-Uni, Europe (hors France et Royaume-Uni) et Asie-Pacifique, aucune perte de valeur ne serait à constater en faisant varier les trois hypothèses-clés retenues par le Groupe : augmentation de 50 points de base du taux d'actualisation, diminution de 50 points de base appliquée respectivement au taux de croissance normatif de la marge opérationnelle et au taux de croissance à l'infini des flux actualisés de trésorerie pour l'activité Affichage.

Sur les sociétés mises en équivalence et appartenant à la zone géographique Reste du Monde, les résultats des tests de sensibilité montrent :

- qu'une augmentation de 200 points de base du taux d'actualisation entraînerait une perte de valeur de -8,1 millions d'euros sur la quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence ;
- qu'une diminution de 200 points de base du taux de croissance normatif de la marge opérationnelle entraînerait une perte de valeur de -4,1 millions d'euros sur la quote-part des résultats dans les sociétés mises en équivalence ;
- qu'une diminution de 200 points de base du taux de croissance à l'infini des flux actualisés de trésorerie entraînerait une perte de valeur de -7,4 millions d'euros sur la quote-part des résultats dans les sociétés mises en équivalence pour lesquelles les flux futurs de trésorerie sont calculés sur la base d'une projection à l'infini.

4.5. Investissements financiers et autres actifs financiers (courant et non courant)

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2015	31/12/2014
Investissements financiers	0,8	0,8
Prêts	66,5	42,1
Créances rattachées à des participations	9,0	17,5
Autres immobilisations financières	43,3	21,3
Autres actifs financiers	118,8	80,9
Total	119,6	81,7

L'augmentation des autres actifs financiers de 37,9 millions d'euros au 31 décembre 2015 concerne principalement une hausse des prêts accordés aux coentreprises et des dépôts de garantie pour l'exécution de contrats opérationnels.

L'échéance des autres actifs financiers se décompose comme suit :

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2015	31/12/2014
≤ 1 an	10,3	5,5
> 1 an & ≤ 5 ans	100,3	73,2
> 5 ans	8,2	2,2
Total	118,8	80,9

4.6. Autres créances (non courant)

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2015	31/12/2014
- Charges constatées d'avance	28,5	30,3
- Créances diverses	6,4	3,5
<i>Dépréciation des créances diverses</i>	<i>-2,0</i>	<i>-2,1</i>
Total Autres créances (non courants)	34,9	33,8
Total Dépréciation des Autres créances (non courant)	-2,0	-2,1
Total	32,9	31,7

4.7. Stocks

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2015	31/12/2014
Valeur brute des stocks	128,6	114,9
<i>Dépréciation</i>	<i>-28,7</i>	<i>-22,4</i>
Total	99,9	92,5

4.8. Clients et autres débiteurs

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2015	31/12/2014
- Créances clients	772,2	672,1
<i>Dépréciation des créances clients</i>	<i>-34,8</i>	<i>-30,6</i>
- Créances diverses	18,8	26,1
<i>Dépréciation des créances diverses</i>	<i>-1,8</i>	<i>-1,9</i>
- Autres créances d'exploitation	27,3	19,0
<i>Dépréciation des autres créances d'exploitation</i>	<i>-0,2</i>	<i>-0,2</i>
- Créances fiscales diverses	46,5	36,8
- Créances sur cession d'immobilisations et subventions d'équipement à recevoir	1,3	3,8
- Avances et acomptes versés	7,6	6,7
- Charges constatées d'avance	50,2	55,4
Total Clients et autres débiteurs	923,9	819,9
Total Dépréciation des Créances clients et autres débiteurs	-36,8	-32,7
Total	887,1	787,2

L'augmentation des créances clients et autres débiteurs de 99,9 millions d'euros au 31 décembre 2015 est principalement liée aux variations de périmètre pour 74,1 millions d'euros et de change pour 20,1 millions d'euros.

Le solde des créances clients échues et non provisionnées est de 287,2 millions d'euros au 31 décembre 2015 contre 256,9 millions d'euros au 31 décembre 2014. 7,4 % des créances clients non provisionnées sont échues de plus de 90 jours au 31 décembre 2015, contre 6,9 % au 31 décembre 2014. Ces créances ne font pas l'objet de dépréciation car le Groupe considère qu'elles ne présentent pas de risque de recouvrement.

4.9. Trésorerie gérée

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2015	31/12/2014
Trésorerie	157,5	198,0
Equivalents de trésorerie	75,7	596,8
Total Trésorerie et Equivalents de trésorerie	233,2	794,8
Actifs financiers de trésorerie	77,7	41,8
Total Trésorerie gérée	310,9	836,6

Au 31 décembre 2015, le Groupe dispose de 233,2 millions d'euros de trésorerie et équivalents de trésorerie et 77,7 millions d'euros d'actifs financiers de trésorerie.

Les équivalents de trésorerie sont principalement constitués de dépôts à court terme et d'OPCVM monétaires. 7,3 millions d'euros du total de trésorerie et équivalents de trésorerie sont placés en garantie au 31 décembre 2015, contre 7,4 millions d'euros au 31 décembre 2014.

Les actifs financiers de trésorerie au 31 décembre 2015 sont constitués de 42,3 millions d'euros de placements liquides à court terme (contre 41,8 millions d'euros au 31 décembre 2014) et de 35,4 millions d'euros de trésorerie mise sous séquestre par le Groupe dans le cadre de contrats, trésorerie appartenant au Groupe. Ces actifs financiers ont les caractéristiques principales des équivalents de trésorerie mais ne respectent pas strictement les critères de qualification définis par la norme IAS 7.

4.10. Impôts différés nets

4.10.1. Impôts différés comptabilisés

Les sources d'impôts différés sont les suivantes :

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2015	31/12/2014 Retraité ⁽¹⁾
Immobilisations corporelles et incorporelles	-108,3	-109,7
Reports déficitaires	8,0	7,5
Provisions pour démontage	22,4	20,9
Provisions pour retraites et avantages assimilés	19,3	20,1
Loyers différés	21,5	15,6
Autres	5,7	-5,3
Total	-31,4	-50,9

(1) Les données sont retraitées de l'application rétrospective d'IFRIC 21 dont les impacts sont présentés au paragraphe 1.1 « Principes d'établissement des comptes du Groupe ».

4.10.2. Variation des impôts différés nets

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2014 Retraité ⁽¹⁾	Charge nette	ID constatés sur écarts actuariels	Conversion	Variations de périmètre	31/12/2015
Impôts différés actif	31,1	13,2	-0,1	1,2	3,2	48,6
Impôts différés passif	-82,0	6,4	-0,6	1,3	-5,1	-80,0
Total	-50,9	19,6	-0,7	2,5	-1,9	-31,4

(1) Les données sont retraitées de l'application rétrospective d'IFRIC 21 dont les impacts sont présentés au paragraphe 1.1 « Principes d'établissement des comptes du Groupe ».

4.10.3. Impôts différés actif sur reports déficitaires non reconnus

Au 31 décembre 2015, le montant des impôts différés actif liés à des reports déficitaires non reconnus s'élève à 64,7 millions d'euros, contre 35,6 millions d'euros au 31 décembre 2014.

4.11. Capitaux propres

Composition du capital

Au 31 décembre 2015, le capital s'établit à 3 236 483,41 euros divisé en 212 299 238 actions de même catégorie et entièrement libérées.

Rapprochement entre le nombre d'actions en circulation au 1^{er} janvier 2015 et au 31 décembre 2015 :

Nombre d'actions en circulation au 1 ^{er} janvier 2015	223 934 334
Emission d'actions suite à l'octroi d'actions gratuites	13 076
Emission d'actions suite aux levées d'options	851 828
Annulation des actions acquises dans le cadre du programme de rachat d'actions propres	- 12 500 000
Nombre d'actions en circulation au 31 décembre 2015	212 299 238

Au 31 décembre 2015, JCDecaux SA ne détient aucune action propre.

Le 16 février 2015, 546 304 options de souscription d'actions ont été attribuées, au prix d'exercice de 31,29 euros. La charge relative à tous les plans en cours s'élève à 2,9 millions d'euros en 2015.

L'Assemblée Générale du 13 mai 2015 a décidé le versement d'un dividende de 0,50 euro pour chacune des 223 934 334 actions composant le capital social au 31 décembre 2014. Cette distribution est soumise au paiement de la taxe de 3 % sur les dividendes enregistrée en impôts au compte de résultat.

Suite à l'offre publique d'achat simplifiée (OPAS) ouverte le 12 juin 2015 et clôturée le 9 juillet 2015, 12 500 000 actions ont été rachetées par JCDecaux SA le 17 juillet 2015 au prix unitaire de 40 euros, soit 5,58 % du capital au 1^{er} janvier 2015. Dans sa séance du 20 juillet 2015, le Directoire a annulé les actions acquises dans le cadre du programme de rachat d'actions de la société.

Les capitaux propres au 31 décembre 2015 sont diminués du montant du rachat d'actions propres pour 502,8 millions d'euros (dont 2,8 millions d'euros de frais nets d'impôt liés à l'offre).

Les intérêts des participations ne donnant pas le contrôle ne représentent pas une part significative des états financiers consolidés du Groupe au cours des exercices 2014 et 2015.

4.12. Provisions

Les provisions se décomposent comme suit :

En millions d'euros	31/12/2014	Dotations	Actualisation ⁽¹⁾	Reprises		Ecarts actuariels / plafonnement des actifs	Reclassements	Conversion	Variations de périmètre	31/12/2015
				Consommées	Non consommées					
Provisions pour démontage	191,1	12,4	11,6	-10,4	-3,1			4,1	5,2	210,9
Provisions pour retraites et avantages assimilés	72,0	4,7	1,6	-6,6	-0,1	-1,8	0,3	0,5	0,2	70,8
Provisions pour litiges	11,4	2,1		-0,5	-4,6			-0,2	4,7	12,9
Autres provisions ⁽²⁾	28,4	22,9		-3,6	-1,9			-0,3	3,5	49,0
Total	302,9	42,1	13,2	-21,1	-9,7	-1,8	0,3	4,1	13,6	343,6

(1) Dont 7,7 millions d'euros constatés en contrepartie des immobilisations corporelles.

(2) Dont 26,8 millions d'euros de provisions pour perte à terminaison au 31 décembre 2015 contre 14,3 millions d'euros au 31 décembre 2014.

4.12.1. Provisions pour démontage

Les provisions sont principalement constituées des provisions pour démontage concernant les supports publicitaires dans les activités Mobilier Urbain et Transport. Elles sont déterminées à l'issue de chaque exercice en fonction du parc et du coût unitaire de démontage (main d'œuvre, coût de la destruction et de la réfection des sols). Au 31 décembre 2015, la durée résiduelle moyenne des contrats qui constitue la base de calcul de la provision pour démontage est de 8,4 ans.

Les provisions pour démontage font l'objet d'une actualisation au taux de 1,5 % au 31 décembre 2015, contre un taux de 2,0 % au 31 décembre 2014. Le changement de taux a pour effet une augmentation des provisions pour démontage de 7,7 millions d'euros, en contrepartie des immobilisations corporelles dans l'état de situation financière. L'utilisation d'un taux de 1,0 % (variation de 50 points de base) aurait conduit à une provision complémentaire de l'ordre de 8,7 millions d'euros.

4.12.2. Provisions pour retraites et avantages assimilés

4.12.2.1. Caractéristiques des plans à prestations définies

Les engagements à prestations définies du Groupe vis-à-vis du personnel sont principalement constitués d'engagements de retraite (indemnités conventionnelles de départs et prestations de retraites, retraites complémentaires dont bénéficient les cadres dirigeants de certaines filiales du Groupe) et d'autres avantages à long terme versés pendant la durée de l'emploi tels que les médailles du travail ou jubilé.

Les engagements du Groupe concernent principalement la France, le Royaume-Uni et l'Autriche.

En France, les indemnités de fin de carrière sont calculées selon la convention nationale de la Publicité. Une partie de l'engagement est couvert par les cotisations versées à un fonds externe par les sociétés françaises du Groupe JCDecaux.

Au Royaume-Uni, les engagements de retraite sont principalement constitués d'un plan de pension dont bénéficiait un certain nombre de salariés de la société JCDecaux UK Ltd. En décembre 2002, les droits acquis au titre de ce régime ont été gelés.

En Autriche, les engagements sont principalement constitués d'indemnités légales de départ.

4.12.2.2. Informations financières

Les provisions sont calculées avec les hypothèses suivantes :

	2015	2014
Taux d'actualisation ⁽¹⁾		
Zone Euro	2,10 %	2,00 %
Royaume-Uni	3,70 %	3,90 %
Taux de revalorisation de salaires		
Zone Euro	1,90 %	2,20 %
Royaume-Uni ⁽²⁾	NA	NA
Taux d'inflation		
Zone Euro	1,75 %	1,75 %
Royaume-Uni	2,40 %	2,30 %

(1) Les taux d'actualisation sur les zones Euro et Royaume-Uni sont issus des données Iboxx et sont déterminés sur la base du taux de rendement d'obligations émises par des entreprises privées de première qualité (notées AA).

(2) Le plan UK étant gelé, pas de prise en compte de revalorisation de salaires.

Les engagements de retraite et autres avantages à long terme (avant effets fiscaux) s'analysent de la façon suivante :

▪ en 2014 :

<i>En millions d'euros</i>	Régimes de retraite		Autres avantages à long terme	Total
	non financés	financés		
Évolution de la dette actuarielle				
Dette actuarielle à l'ouverture	13,3	85,9	6,9	106,1
Coût des services rendus	1,0	2,3	0,6	3,9
Charge d'intérêt	0,5	3,3	0,2	4,0
Acquisitions / cessions de régimes			0,1	0,1
Écarts actuariels ⁽¹⁾	1,5	9,8	0,5	11,8
Prestations payées	-1,1	-3,4	-0,6	-5,1
Conversion	0,2	2,8		3,0
Autres				0,0
Dette actuarielle à la clôture	15,4	100,7	7,7	123,8
<i>dont France</i>	<i>9,0</i>	<i>49,1</i>	<i>4,8</i>	<i>62,9</i>
<i>dont autres pays</i>	<i>6,4</i>	<i>51,6</i>	<i>2,9</i>	<i>60,9</i>
Évolution des actifs				
Actifs à l'ouverture		45,6		45,6
Produit d'intérêt		2,0		2,0
Rendement des actifs de régime net du produit d'intérêt		1,7		1,7
Contributions employeur		3,5		3,5
Prestations payées		-3,4		-3,4
Conversion		2,4		2,4
Autres				0,0
Actifs à la clôture		51,8		51,8
<i>dont France</i>		<i>7,1</i>		<i>7,1</i>
<i>dont autres pays</i> ⁽²⁾		<i>44,7</i>		<i>44,7</i>
Provisions				
Couverture financière	15,4	48,9	7,7	72,0
Plafonnement des actifs				0,0
Provisions à la clôture	15,4	48,9	7,7	72,0
<i>dont France</i>	<i>9,0</i>	<i>42,0</i>	<i>4,8</i>	<i>55,8</i>
<i>dont autres pays</i>	<i>6,4</i>	<i>6,9</i>	<i>2,9</i>	<i>16,2</i>
Charge de retraite				
Charge d'intérêt	0,5	3,3	0,2	4,0
Produit d'intérêt		-2,0		-2,0
Coût des services rendus	1,0	2,3	0,6	3,9
Amortissement des écarts actuariels sur les autres avantages à long terme			0,3	0,3
Autres				0,0
Charge de l'exercice	1,5	3,6	1,1	6,2
<i>dont France</i>	<i>0,7</i>	<i>3,4</i>	<i>0,5</i>	<i>4,6</i>
<i>dont autres pays</i>	<i>0,8</i>	<i>0,2</i>	<i>0,6</i>	<i>1,6</i>

(1) Dont -3,1 millions d'euros liés aux écarts d'expérience, +14,9 millions d'euros liés aux hypothèses financières et aucun impact lié aux hypothèses démographiques.

(2) Principalement le Royaume-Uni.

▪ en 2015 :

<i>En millions d'euros</i>	Régimes de retraite		Autres avantages à long terme	Total
	non financés	financés		
Évolution de la dette actuarielle				
Dette actuarielle à l'ouverture	15,4	100,7	7,7	123,8
Coût des services rendus	1,5	2,8	0,4	4,7
Charge d'intérêt	0,4	3,0	0,1	3,5
Liquidations de régimes	-0,8			-0,8
Acquisitions / cessions de régimes			0,2	0,2
Ecart actuariels ⁽¹⁾	-0,4	-0,4		-0,8
Cotisations salariés		0,1		0,1
Prestations payées	-1,3	-2,7	-0,4	-4,4
Conversion	0,1	2,7		2,8
Autres	0,3			0,3
Dette actuarielle à la clôture	15,2	106,2	8,0	129,4
<i>dont France</i>	<i>9,6</i>	<i>48,2</i>	<i>4,7</i>	<i>62,5</i>
<i>dont autres pays</i>	<i>5,6</i>	<i>58,0</i>	<i>3,3</i>	<i>66,9</i>
Évolution des actifs				
Actifs à l'ouverture		51,8		51,8
Produit d'intérêt		1,9		1,9
Rendement des actifs de régime net du produit d'intérêt		1,0		1,0
Contributions employeur		4,2		4,2
Contributions employés		0,1		0,1
Prestations payées		-2,7		-2,7
Conversion		2,3		2,3
Autres				0,0
Actifs à la clôture		58,6		58,6
<i>dont France</i>		<i>7,4</i>		<i>7,4</i>
<i>dont autres pays</i> ⁽²⁾		<i>51,2</i>		<i>51,2</i>
Provisions				
Couverture financière	15,2	47,6	8,0	70,8
Plafonnement des actifs				0,0
Provisions à la clôture	15,2	47,6	8,0	70,8
<i>dont France</i>	<i>9,6</i>	<i>40,8</i>	<i>4,7</i>	<i>55,1</i>
<i>dont autres pays</i>	<i>5,6</i>	<i>6,8</i>	<i>3,3</i>	<i>15,7</i>
Charge de retraite				
Charge d'intérêt	0,4	3,0	0,1	3,5
Produit d'intérêt		-1,9		-1,9
Coût des services rendus	1,5	2,8	0,4	4,7
Amortissement des écarts actuariels sur les autres avantages à long terme				0,0
Liquidations de régimes	-0,8			-0,8
Autres				0,0
Charge de l'exercice	1,1	3,9	0,5	5,5
<i>dont France</i>	<i>0,8</i>	<i>3,2</i>	<i>0,2</i>	<i>4,2</i>
<i>dont autres pays</i>	<i>0,3</i>	<i>0,7</i>	<i>0,3</i>	<i>1,3</i>

(1) Dont 0,1 million d'euros lié aux écarts d'expérience, -1,4 million d'euros lié aux hypothèses financières et 0,5 million d'euros lié aux hypothèses démographiques.

(2) Principalement le Royaume-Uni.

La dette actuarielle du Groupe au 31 décembre 2015 s'élève à 129,4 millions d'euros et est principalement située dans trois pays : France (48 % de la dette actuarielle totale), Royaume-Uni (40 %) et Autriche (6 %).

Les évaluations ont été effectuées par un actuaire indépendant qui a également réalisé des tests de sensibilité pour chacun des plans.

Les résultats des tests de sensibilité montrent que :

- une diminution de 50 points de base du taux d'actualisation aurait un impact à la hausse de 9,0 millions d'euros sur le montant de la valeur actuelle de la dette actuarielle ;

- une augmentation de 50 points de base du taux de revalorisation des salaires aurait un impact à la hausse de 4,0 millions d'euros sur la valeur actuelle de la dette actuarielle ;
- une augmentation de 50 points de base du taux d'inflation aurait un impact à la hausse de 2,2 millions d'euros sur la valeur actuelle de la dette actuarielle.

Les variations observées dans le cadre de ces tests de sensibilité ne remettent pas en cause les taux retenus dans le cadre de l'établissement des comptes, taux jugés les plus proches du marché.

Les mouvements nets des provisions pour retraites et avantages assimilés sont les suivants :

<i>En millions d'euros</i>	2015	2014
Au 1er janvier	72,0	60,5
Charge de l'exercice	5,5	6,2
Ecart de conversion	0,5	0,6
Cotisations versées	-4,2	-3,5
Prestations payées	-1,7	-1,7
Variation des écarts actuariels sur les régimes postérieurs à l'emploi et plafonnement des actifs	-1,8	9,8
Autres	0,5	0,1
Au 31 décembre	70,8	72,0
Dont comptabilisé en :		
- en résultat d'exploitation	2,0	1,0
- en résultat financier	-1,6	-2,0
- en autres éléments du résultat global	1,3	-10,4

La décomposition des actifs des régimes couverts est la suivante :

	31/12/2015		31/12/2014	
	En M€	En %	En M€	En %
Actions	26,3	45%	24,0	46%
Obligations d'état	24,8	42%	18,4	36%
Obligations d'entreprises	1,3	2%	4,2	8%
Immobilier	2,8	5%	2,2	4%
Contrats d'assurance	3,2	6%	2,9	6%
Autres	0,2	0%	0,1	0%
Total	58,6	100%	51,8	100%

Les actifs de couverture sont des actifs cotés en dehors de l'immobilier qui est non coté.

4.12.2.3. Informations sur les flux futurs

Le Groupe prévoit de verser en 2016 des cotisations aux fonds de couverture pour 2,3 millions d'euros.

La durée moyenne pondérée est de respectivement 12 ans et 18 ans pour la zone Euro et au Royaume-Uni.

Le régime de retraite de JCDecaux UK Ltd au Royaume-Uni est un régime fermé depuis décembre 2002. Il ne reste aujourd'hui que des différés ou des retraités dans ce régime. Des évaluations "Funding" sont menées tous les 3 ans afin de définir le niveau de déficit du régime en accord avec les Trustees et l'employeur conformément à la réglementation. Un calendrier de cotisations est actuellement défini jusqu'en 2024.

4.12.2.4. Régimes à cotisations définies

Les cotisations versées au titre des régimes à cotisations définies représentent 34,7 millions d'euros en 2015 (dont 0,7 million d'euros de cotisations versées au régime multi-employeur) contre 30,9 millions d'euros en 2014 (dont 0,7 million d'euros de cotisations versées au régime multi-employeur).

4.12.2.5. Régimes multi-employeurs

Le Groupe participe à trois plans multi-employeur à prestations définies couverts par des actifs en Suède (ITP Plan). Une évaluation est faite selon les normes locales chaque année. A ce jour, il n'est pas possible de déterminer de façon isolée la dette actuarielle de la société JCDecaux Sverige AB. Au 31 décembre 2014, les trois plans étaient en surplus pour un montant total de 1 866,0 millions d'euros, au niveau national, selon les évaluations locales propres à ces engagements. La charge reconnue dans les comptes

consolidés du Groupe au titre de ces trois plans est égale aux cotisations versées sur l'année 2015, soit 0,4 million d'euros. Le niveau des cotisations des trois plans sera stable en 2016.

4.12.3. Provisions pour litiges

Les provisions pour litiges représentent un montant de 12,9 millions d'euros au 31 décembre 2015. Les risques provisionnés sur la ligne « Autres provisions » sont reclassés sur la ligne « Provisions pour litiges » dès lors qu'une procédure est engagée.

Le Groupe JCDecaux est partie à plusieurs litiges relatifs aux modalités de mise en œuvre de certains de ses contrats avec ses concédants et à ses relations avec les fournisseurs. Par ailleurs, la particularité de son activité (contrats avec des autorités publiques) peut générer des procédures contentieuses spécifiques. Le Groupe JCDecaux est partie à des litiges concernant l'attribution ou la résiliation de contrats de mobilier urbain et/ou d'affichage, ainsi que des litiges fiscaux.

La Direction Juridique du Groupe recense l'ensemble des litiges (nature, montants, procédure, niveau de risque), en fait un suivi régulier et croise ces informations avec celles détenues par la Direction Financière. Le montant des provisions constituées pour ces litiges résulte d'une analyse au cas par cas, en fonction des positions des plaignants, de l'appréciation des conseils juridiques du Groupe et des éventuels jugements prononcés.

4.12.4. Autres provisions

Les autres provisions d'un montant de 49,0 millions d'euros sont constituées à hauteur de 2,5 millions d'euros de provisions pour risques fiscaux, à hauteur de 26,8 millions d'euros de provisions pour perte à terminaison et de provisions diverses pour 19,7 millions d'euros.

4.12.5. Actifs et passifs éventuels

Après analyse des risques, le Groupe n'a pas jugé nécessaire de constater de provision sur certains risques relatifs à des procédures en cours, des risques de nature fiscale ou relatifs à des modalités de mise en œuvre ou d'attribution de contrats.

Sauf exception, aucune provision pour démontage n'est comptabilisée dans les comptes du Groupe concernant les panneaux de l'activité Affichage. En effet le Groupe considère que l'obligation de démontage dans l'activité Affichage répond à la définition d'un passif éventuel car soit l'obligation est peu probable, soit elle ne peut être chiffrée de manière fiable du fait de l'incertitude de la date de démontage probable qui conditionne les effets d'actualisation. Pour les panneaux qui s'apparentent à du mobilier urbain et pour lesquels le coût de démontage unitaire est plus significatif que pour les panneaux d'affichage traditionnels, le Groupe a estimé le coût global de démontage en valeur non actualisée à 7,7 millions d'euros au 31 décembre 2015 contre 4,5 millions d'euros au 31 décembre 2014. Dans certains cas exceptionnels où une obligation de démontage à court terme est bien identifiée le Groupe peut être amené à comptabiliser une provision pour démontage concernant les panneaux de l'activité Affichage.

4.13. Dette Financière

<i>En millions d'euros</i>		31/12/2015			31/12/2014		
		Part courante	Part non courante	Total	Part courante	Part non courante	Total
Dette financière brute au bilan	(1)	175,5	524,3	699,8	193,1	544,8	737,9
Instruments financiers actifs		-3,4		-3,4	-2,0		-2,0
Instruments financiers passifs		0,2		0,2	5,6		5,6
Instruments financiers de couverture	(2)	-3,2	0,0	-3,2	3,6	0,0	3,6
Trésorerie et équivalents de trésorerie (*)		233,2		233,2	794,8		794,8
Concours bancaires		-14,8		-14,8	-11,6		-11,6
Trésorerie nette	(3)	218,4	0,0	218,4	783,2	0,0	783,2
Actifs financiers de trésorerie (**)	(4)	77,7		77,7	41,8		41,8
Dette financière nette (hors engagements de rachat de minoritaires)	(5)=(1)+(2)-(3)-(4)	-123,8	524,3	400,5	-628,3	544,8	-83,5

(*) Au 31 décembre 2015, le Groupe dispose de 233,2 millions d'euros de trésorerie et équivalents de trésorerie (contre 794,8 millions d'euros au 31 décembre 2014). Les équivalents de trésorerie sont principalement constitués de dépôts à court terme et d'OPCVM monétaires. 7,3 millions d'euros du total de trésorerie et équivalents de trésorerie sont placés en garantie au 31 décembre 2015, contre 7,4 millions d'euros au 31 décembre 2014.

(**) Les actifs financiers de trésorerie au 31 décembre 2015 sont constitués de 42,3 millions d'euros de placements liquides à court terme (contre 41,8 millions d'euros au 31 décembre 2014) et de 35,4 millions d'euros de trésorerie mise sous séquestre par le Groupe dans le cadre de contrats, trésorerie appartenant au Groupe. Ces actifs financiers ont les caractéristiques principales des équivalents de trésorerie mais ne respectent pas strictement les critères de qualification définis par la norme IAS 7.

Les dettes sur engagements de rachat de minoritaires font l'objet d'un enregistrement séparé et ne sont donc pas incluses dans la dette financière. Elles sont détaillées au paragraphe 4.14 « Dettes sur engagements de rachat de minoritaires ».

Les instruments financiers de couverture sont détaillés au paragraphe 4.15 « Instruments financiers ».

La réconciliation de la variation de la dette financière avec les montants du tableau des flux de trésorerie est détaillée au paragraphe 6.4 « Réconciliation des flux de trésorerie avec la variation de la dette financière nette ».

Les analyses de la dette réalisées ci-après sont menées sur la base de la dette financière économique qui est égale à la dette financière brute au bilan ajustée de l'impact de la revalorisation à la juste valeur du fait des couvertures et du coût amorti :

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2015			31/12/2014		
	Part courante	Part non courante	Total	Part courante	Part non courante	Total
Dette financière brute au bilan (1)	175,5	524,3	699,8	193,1	544,8	737,9
Impact du coût amorti		5,5	5,5		5,4	5,4
Impact de la couverture de juste valeur			0,0	5,6		5,6
Revalorisation IAS 39 (2)	0,0	5,5	5,5	5,6	5,4	11,0
Dette financière économique (3)=(1)+(2)	175,5	529,8	705,3	198,7	550,2	748,9

La dette financière économique se décompose de la façon suivante :

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2015			31/12/2014		
	Part courante	Part non courante	Total	Part courante	Part non courante	Total
Emprunts obligataires		500,0	500,0	97,4	500,0	597,4
Emprunts auprès des établissements de crédit	127,4	0,3	127,7	60,7	24,8	85,5
Emprunts divers	31,4	11,6	43,0	22,9	4,5	27,4
Emprunts de location financement	7,7	17,9	25,6	7,7	20,9	28,6
Intérêts courus	9,0		9,0	10,0		10,0
Dette financière économique	175,5	529,8	705,3	198,7	550,2	748,9

La dette financière du Groupe comprend principalement un emprunt obligataire de 500 millions d'euros émis en février 2013 à échéance février 2018, porté par JCDecaux SA.

Elle comprend également :

- des emprunts bancaires portés par les filiales de JCDecaux SA, pour 127,7 millions d'euros ;
- des emprunts divers pour 43,0 millions d'euros dont principalement des emprunts de JCDecaux SA et ses filiales auprès des coentreprises du Groupe ;
- des dettes de location financement pour 25,6 millions d'euros détaillées dans la dernière partie du présent paragraphe ;
- des intérêts courus pour 9,0 millions d'euros.

Le taux d'intérêt effectif moyen des dettes de JCDecaux SA, après prise en compte des couvertures de taux d'intérêt, est de l'ordre de 2 % sur l'année 2015.

Au 31 décembre 2015, JCDecaux SA dispose également d'une ligne de crédit revolving confirmée non tirée pour un montant de 825 millions d'euros. En juillet 2015, JCDecaux SA a signé un avenant à cette ligne de crédit, permettant de réduire la marge et de porter son montant de 600 à 825 millions d'euros. De plus la maturité de cette ligne a été portée à juillet 2020 avec deux extensions possibles d'un an.

Cette ligne de crédit revolving impose le respect du ratio : dette financière nette / marge opérationnelle strictement inférieur à 3,5.

Au 31 décembre 2015, JCDecaux SA respecte ce « covenant » avec un ratio très éloigné des limites requises.

JCDecaux SA est notée « Baa2 » par Moody's et « BBB » par Standard and Poor's (la dernière note de Moody's datant du 24 juin 2015, et celle de Standard and Poor's du 17 novembre 2015), chacune de ces notes étant assortie d'une perspective stable.

Echéance des dettes financières (hors lignes de crédit confirmées non utilisées)

	31/12/2015	31/12/2014
<i>En millions d'euros</i>		
Échéance à moins d'un an	175,5	198,7
Échéance à plus d'un an et moins de 5 ans	529,1	545,8
Échéance à plus de 5 ans	0,7	4,4
Total	705,3	748,9

Ventilation des dettes financières par devise (après swaps d'émission et swaps de change)

	31/12/2015		31/12/2014	
	En M€	En %	En M€	En %
Euro	711,7	101%	791,5	106%
Dollar américain	115,8	16%	60,9	8%
Shekel israélien	40,4	6%	31,1	4%
Rand sud-africain	27,3	4%	2,5	0%
Yuan chinois	26,7	4%	33,4	4%
Dirham des Emirats Arabes Unis ⁽¹⁾	-63,2	-9%	-47,9	-6%
Dollar de Hong Kong ⁽¹⁾	-185,1	-26%	-146,0	-19%
Autres	31,7	4%	23,4	3%
Total	705,3	100%	748,9	100%

⁽¹⁾ Les montants négatifs correspondent à des positions prêteuses.

Ventilation des dettes financières par taux d'intérêt (hors lignes de crédit confirmées non utilisées)

	31/12/2015		31/12/2014	
	En M€	En %	En M€	En %
Taux fixe	537,0	76%	549,4	73%
Taux variable	168,3	24%	199,5	27%
Total	705,3	100%	748,9	100%

Dettes financières liées aux contrats de location financement

La dette financière liée aux contrats de location financement se décompose de la façon suivante :

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2015			31/12/2014		
	Paiements futurs minimaux non actualisés	Effet d'actualisation	Dettes de location financement	Paiements futurs minimaux non actualisés	Effet d'actualisation	Dettes de location financement
Moins d'un an	8,2	-0,5	7,7	8,4	-0,7	7,7
Entre 1 et 5 ans	18,4	-0,9	17,5	19,2	-0,9	18,3
Plus de 5 ans	0,4	0,0	0,4	2,8	-0,2	2,6
Total	27,0	-1,4	25,6	30,4	-1,8	28,6

4.14. Dettes sur engagements de rachat de minoritaires

Le montant des dettes sur engagements de rachat de minoritaires est de 120,7 millions d'euros au 31 décembre 2015 contre 118,4 millions d'euros au 31 décembre 2014.

Elles sont composées principalement d'un engagement d'achat, auprès de la société partenaire Progress, et de sa participation dans la société Gewista Werbe GmbH, exerçable entre le 1^{er} janvier 2019 et le 31 décembre 2019.

L'augmentation de 2,3 millions d'euros des dettes sur engagements de rachat de minoritaires entre le 31 décembre 2014 et le 31 décembre 2015 correspond principalement aux effets de revalorisation et d'actualisation des engagements de rachats de minoritaires pour 5,5 millions d'euros compensés partiellement par l'exercice d'un put.

4.15. Instruments financiers

Le Groupe utilise des instruments financiers principalement à des fins de couverture contre les risques de taux et de change. L'utilisation de ces instruments financiers concerne principalement JCDecaux SA.

4.15.1. Instruments financiers de couverture à l'émission de l'USPP

En avril 2015, JCDecaux SA a procédé au remboursement des deux dernières tranches de son emprunt obligataire émis en 2003 (USPP) pour 97,4 millions d'euros. Les instruments de couverture associés à cet emprunt sont également arrivés à échéance. Leur valeur était de -5,3 millions d'euros au 31 décembre 2014.

4.15.2. Instruments financiers de change

L'exposition du Groupe au risque de change provient principalement de son activité à l'étranger. Cependant, du fait de sa structure opérationnelle, le Groupe JCDecaux est peu sensible, en termes de flux, aux variations des devises car les filiales situées dans chaque pays n'opèrent que sur leur propre territoire et le montant des prestations ou achats intra-groupe est faible. De ce fait, la majeure partie du risque de change provient des effets de conversion des comptes exprimés en devise locale vers les comptes consolidés exprimés en euro.

Le risque de change sur les flux provient principalement des opérations financières (refinancement et recyclage de la trésorerie des filiales étrangères en application de la politique de centralisation de la trésorerie du Groupe). Le Groupe couvre ce risque en mettant en place principalement des swaps de change à court terme.

Du fait de l'élimination en consolidation de ces prêts et emprunts intra-groupe, seule la valorisation des instruments financiers de couverture apparaît à l'actif ou au passif de l'état de situation financière.

Au 31 décembre 2015, les principales positions contractées par le Groupe sont les suivantes (positions nettes) :

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2015	31/12/2014
<i>Achats à terme contre euro :</i>		
Dollar de Hong-Kong	174,0	144,2
Dollar américain	71,1	66,2
Dirham des Emirats Arabes Unis	61,6	47,6
Dollar australien	14,3	14,7
Dollar singapourien	7,5	3,5
Couronne suédoise	7,0	10,2
Autres	18,8	45,5
<i>Ventes à terme contre euro :</i>		
Shekel israélien	40,8	31,1
Livre sterling	29,9	0,0
Rand sud africain	27,3	2,5
Yen japonais	12,6	14,7
Livre turque	11,7	14,4
Peso mexicain	10,4	9,5
Autres	29,4	20,0
<i>Achat à terme contre yuan chinois :</i>		
Dollar américain	19,9	0,0
<i>Achat à terme contre peso colombien :</i>		
Dollar américain	0,0	10,3
<i>Vente à terme contre peso mexicain :</i>		
Dollar américain	0,0	9,5

Au 31 décembre 2015, la valeur de marché des instruments financiers de change s'élève à +3,2 millions d'euros contre +1,7 million d'euros au 31 décembre 2014.

4.16. Fournisseurs et autres crédateurs (passif courant)

	31/12/2015	31/12/2014
<i>En millions d'euros</i>		Retraité ⁽¹⁾
Fournisseurs et autres dettes d'exploitation	741,9	588,7
Dettes fiscales et sociales	198,7	183,7
Produits constatés d'avance	110,6	80,9
Dettes sur acquisition d'immobilisations	10,0	5,2
Autres crédateurs	57,6	32,1
Total	1 118,8	890,6

(1) Les données sont retraitées de l'application rétrospective d'IFRIC 21 dont les impacts sont présentés au paragraphe 1.1 « Principes d'établissement des comptes du Groupe ».

L'augmentation des dettes courantes de 228,2 millions d'euros au 31 décembre 2015 est principalement liée aux variations de périmètre pour 175,9 millions d'euros et de change pour 24,5 millions d'euros.

Les dettes d'exploitation sont des dettes de maturité inférieure ou égale à un an.

4.17. Tableau des actifs et passifs financiers par catégorie

<i>En millions d'euros</i>		31/12/2015					Total valeur nette comptable	Juste valeur
		Juste valeur par le résultat	Couvertures de flux de trésorerie	Actifs disponibles à la vente	Prêts et créances	Passifs au coût amorti		
Instruments financiers dérivés (actif)	(1)	2,9	0,5				3,4	3,4
Investissements financiers	(2)			0,8			0,8	0,8
Autres actifs financiers					118,8		118,8	118,8
Clients et créances diverses (non courant)	(3)				4,0		4,0	4,0
Clients, créances diverses et autres créances d'exploitation (courant)	(3)				782,8		782,8	782,8
Trésorerie		157,5					157,5	157,5
Equivalents de trésorerie	(4)	75,7					75,7	75,7
Actifs financiers de trésorerie	(1)	77,7					77,7	77,7
Total des actifs financiers		313,8	0,5	0,8	905,6	0,0	1 220,7	1 220,7
Dettes financières	(5)					-699,8	-699,8	-717,5
Dettes sur engagements de rachat de minoritaires	(2)	-120,7					-120,7	-120,7
Instruments financiers dérivés (passif)	(1)		-0,2				-0,2	-0,2
Fournisseurs, autres dettes et autres dettes d'exploitation (courant)	(3)					-798,4	-798,4	-798,4
Autres crédateurs (non courant)	(3)	-0,4				-5,9	-6,3	-6,3
Concours bancaires		-14,8					-14,8	-14,8
Total des passifs financiers		-135,9	-0,2	0,0	0,0	-1 504,1	-1 640,2	-1 657,9

(1) L'évaluation de la juste valeur de ces actifs et passifs financiers fait appel à des techniques de valorisation s'appuyant sur des données de marché observables (Catégorie de Niveau 2 selon IFRS 13 (§93a et b)) à l'exception de la trésorerie sous séquestre pour 35,4 millions d'euros, présentée en actifs financiers de trésorerie et pour laquelle la variation de la juste valeur se réfère à des prix cotés sur un marché actif (Catégorie de Niveau 1 selon IFRS 13 (§93a et b)).

(2) L'évaluation de la juste valeur de ces actifs et passifs financiers fait appel à des techniques de valorisation s'appuyant sur des données de marché non observables (Catégorie de Niveau 3 selon IFRS 13 (§93a et b)). L'hypothèse principale pouvant avoir un impact sur leur juste valeur est le taux d'actualisation, établi à 1,5 % au 31 décembre 2015. Une diminution du taux d'actualisation de 50 points de base conduirait à une augmentation de 1,5 million d'euros des dettes sur engagements de rachat de minoritaires.

(3) Les dettes et créances fiscales et sociales, les avances et acomptes, les produits constatés d'avance et les charges constatées d'avance, qui ne répondent pas à la définition d'un actif ou passif financier au sens d'IAS 32 sont exclus de ces postes.

(4) L'évaluation de la juste valeur de ces actifs financiers se réfère à des prix cotés sur un marché actif pour 45,0 millions d'euros (Catégorie de Niveau 1 selon IFRS 13 (§93a et b)) et fait appel à des techniques de valorisation s'appuyant sur des données de marché observables pour 30,7 millions d'euros (Catégorie de Niveau 2 selon IFRS 13 (§93a et b)).

(5) L'évaluation de la juste valeur de ces passifs financiers se réfère à des prix cotés sur un marché actif pour l'emprunt obligataire dont la juste valeur est évaluée à 515,7 millions d'euros (Catégorie de Niveau 1 selon IFRS 13 (§93a et b)) et fait appel à des techniques de valorisation s'appuyant sur des données de marché observables pour 201,8 millions d'euros (Catégorie de Niveau 2 selon IFRS 13 (§93 a et b)).

31/12/2014

<i>En millions d'euros</i>		Juste valeur par le résultat	Couvertures de flux de trésorerie	Actifs disponibles à la vente	Prêts et créances	Passifs au coût amorti	Total valeur nette comptable	Juste valeur
Instruments financiers dérivés (actif)	(1)	1,0	1,0				2,0	2,0
Investissements financiers	(2)			0,8			0,8	0,8
Autres actifs financiers					80,9		80,9	80,9
Clients et créances diverses (non courant)	(3)				1,3		1,3	1,3
Clients, créances diverses et autres créances d'exploitation (courant)	(3)				688,3		688,3	688,3
Trésorerie		198,0					198,0	198,0
Equivalents de trésorerie	(4)	596,8					596,8	596,8
Actifs financiers de trésorerie	(1)	41,8					41,8	41,8
Total des actifs financiers		837,6	1,0	0,8	770,5	0,0	1 609,9	1 609,9
Dettes financières						-737,9	-737,9	-761,5
Dettes sur engagements de rachat de minoritaires	(2)	-118,4					-118,4	-118,4
Instruments financiers dérivés (passif)	(1)	-5,5	-0,1				-5,6	-5,6
Fournisseurs, autres dettes et autres dettes d'exploitation (courant)	(3)	-1,0				-614,8	-615,8	-615,8
Autres créditeurs (non courant)	(3)					-11,1	-11,1	-11,1
Concours bancaires		-11,6					-11,6	-11,6
Total des passifs financiers		-136,5	-0,1	0,0	0,0	-1 363,8	-1 500,4	-1 524,0

- (1) L'évaluation de la juste valeur de ces actifs et passifs financiers fait appel à des techniques de valorisation s'appuyant sur des données de marché observables (Catégorie de Niveau 2 selon IFRS 13 (§93a et b)).
- (2) L'évaluation de la juste valeur de ces actifs et passifs financiers fait appel à des techniques de valorisation s'appuyant sur des données de marché non observables (Catégorie de Niveau 3 selon IFRS 13 (§93a et b)). L'hypothèse principale pouvant avoir un impact sur leur juste valeur est le taux d'actualisation, établi à 2 % au 31 décembre 2014. Une diminution du taux d'actualisation de 50 points de base conduirait à une augmentation de 1,9 million d'euros des dettes sur engagements de rachat de minoritaires.
- (3) Les dettes et créances fiscales et sociales, les avances et acomptes, les produits constatés d'avance et les charges constatées d'avance, qui ne répondent pas à la définition d'un actif ou passif financier au sens d'IAS 32 sont exclus de ces postes.
- (4) L'évaluation de la juste valeur de ces actifs financiers se réfère à des prix sur un marché actif pour 0,3 million d'euros (Catégorie de Niveau 1 selon IFRS 13 (§93a et b)) et fait appel à des techniques de valorisation s'appuyant sur des données de marché observables (Catégorie de Niveau 2 selon IFRS 13 (§93a et b)) pour 596,5 millions d'euros.

5. COMMENTAIRES SUR LE COMPTE DE RÉSULTAT

5.1. Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires IFRS s'élève à 2 807,1 millions d'euros en 2015 comparativement à 2 482,2 millions d'euros en 2014, soit une hausse de 13,1%.

5.2. Charges d'exploitation nettes

<i>En millions d'euros</i>	2015	2014
Baux et redevances	-1 135,9	-952,7
Autres charges d'exploitation nettes	-495,4	-465,7
Impôts et taxes	-5,4	-5,6
Frais de personnel	-587,7	-527,2
Coûts directs d'exploitation & Coûts commerciaux, généraux & administratifs ⁽¹⁾	-2 224,4	-1 951,2
Dotations aux provisions nettes des reprises	0,1	14,3
Dotations aux amortissements nettes des reprises	-252,5	-274,2
Perte de valeur des goodwill	0,0	0,0
Pièces détachées maintenance	-45,4	-40,9
Autres produits opérationnels	8,9	12,7
Autres charges opérationnelles	-23,7	-10,6
Total	-2 537,0	-2 249,9

(1) dont -1 768,2 millions d'euros de « Coûts directs d'exploitation » et -456,2 millions d'euros de « Coûts commerciaux, généraux & administratifs » en 2015 (contre respectivement -1 550,9 millions d'euros et -400,3 millions d'euros en 2014).

Baux et redevances

Ce poste comprend les baux et redevances que le Groupe paie aux propriétaires, municipalités, aéroports, sociétés de transport et centres commerciaux, en contrepartie d'un droit d'exploitation publicitaire.

En 2015, les baux et redevances s'élèvent à 1 135,9 millions d'euros :

<i>En millions d'euros</i>	Total	Charges fixes	Charges variables
Redevances Mobilier Urbain et Transport	-993,4	-696,0	-297,4
Baux Affichage	-142,5	-110,9	-31,6
Total	-1 135,9	-806,9	-329,0

Les charges variables sont déterminées en fonction des conditions contractuelles : les loyers et redevances qui fluctuent en fonction du niveau de chiffre d'affaires sont considérés comme des charges variables. Les loyers et redevances qui fluctuent selon le nombre de mobiliers sont considérés comme des charges fixes.

Autres charges d'exploitation nettes

Ce poste comprend cinq grandes catégories de coûts :

- les coûts de sous-traitance pour certaines activités de maintenance ;
- les coûts des prestations de services et des matériels relatifs à l'exploitation ;
- les honoraires et frais de fonctionnement, hors frais de personnel, des différents services du Groupe ;
- les charges de location simple ;
- les frais de timbres et taxes publicitaires.

Les charges de location simple, d'un montant de 51,8 millions d'euros en 2015, sont des charges fixes.

Frais de recherche et développement

Les frais de recherche et frais de développement non capitalisés sont inclus dans les postes « Autres charges d'exploitation nettes » et « Frais de personnel » ; ils s'élèvent à 9,1 millions d'euros en 2015, contre 7,9 millions d'euros en 2014.

Impôts et taxes

Ce poste comprend les impôts et charges similaires autres que l'impôt sur les bénéfices. Les principaux impôts comptabilisés dans ce poste sont les impôts fonciers.

Frais de personnel

Ce poste comprend les salaires, charges sociales, paiements fondés sur des actions et avantages versés au personnel, y compris le personnel chargé de l'installation et de l'entretien du mobilier, les équipes de recherche et développement, la force de vente ainsi que le personnel administratif.

Ce poste prend également en compte les charges liées aux plans d'intéressement et de participation des salariés français.

	2015	2014
<i>En millions d'euros</i>		
Rémunérations et avantages divers	-473,2	-419,2
Charges sociales	-112,0	-104,7
Paiements fondés sur des actions ⁽¹⁾	-2,5	-3,3
Total	-587,7	-527,2

(1) Dont -2,9 millions d'euros réglés en actions et 0,4 million d'euros réglé en trésorerie en 2015 dans certaines filiales du Groupe contre -3,0 millions d'euros réglés en actions et -0,3 million d'euros réglé en trésorerie en 2014.

Le Groupe n'a pas accordé de plan d'actions gratuites en 2014 et en 2015.

Détail des plans de stock-options ⁽¹⁾ :

	Plan 2015	Plan 2014	Plan 2012	Plan 2011
Date d'attribution	16/02/2015	17/02/2014	21/02/2012	17/02/2011
Date de fin d'acquisition des droits	16/02/2018	17/02/2017	21/02/2015	17/02/2014
Date d'expiration	16/02/2022	17/02/2021	21/02/2019	17/02/2018
Nombre de bénéficiaires	173	237	215	220
Nombre d'options attribuées	546 304	780 392	1 144 734	934 802
Prix d'exercice d'origine avant ajustement ⁽²⁾	31,29 €	31,69 €	19,73 €	23,49 €
Prix d'exercice après ajustement ⁽²⁾	31,12 €	31,51 €	19,62 €	23,36 €
Repricing – Ajustement du nombre d'options ⁽²⁾	3 145	3 992	2 437	1 015
Nombre d'options en vie à la fin de période	536 538	667 633	390 133	152 329

(1) Le Groupe n'a pas accordé de plan de stock-option en 2013.

(2) Suite à l'offre publique d'achat simplifiée (OPAS) lancée par JCDecaux SA en juin 2015 au prix unitaire de 40 euros, 12 500 000 actions ont été rachetées le 17 juillet 2015, puis annulées. En conséquence, le nombre d'options antérieurement attribuées et vivantes à la date de l'OPAS a été ajusté par un coefficient d'ajustement de 1,0056. Le prix d'exercice des options a également été ajusté de manière à ce que l'OPAS soit neutre sur les droits des bénéficiaires d'options.

L'ajustement lié à l'offre publique d'achat simplifiée (OPAS) n'a eu aucun impact sur la charge IFRS 2 « Paiement fondé sur des actions ».

Variations du nombre de stock-options durant la période et prix d'exercice moyen par catégories d'options :

ANNEE	Prix de	Prix	Prix de	Prix
	levée	d'exercice	levée	d'exercice
	2015	moyen	2014	moyen
Nombre d'options en vie en début de période	2 159 097	24,82 €	1 899 586	21,11 €
- Options octroyées durant la période	546 304	31,29 €	780 392	31,69 €
- Repricing ⁽¹⁾	10 589	27,88 €		
- Options annulées durant la période	107 328	24,09 €	62 845	26,87 €
- Options exercées durant la période	851 828	34,78 €	428 268	30,40 €
- Options venues à expiration durant la période	10 201	21,25 €	29 768	22,58 €
Nombre d'options en vie en fin de période	1 746 633	28,02 €	2 159 097	24,82 €
Nombre d'options exerçables en fin de période	1 166 834	26,41 €	1 403 347	23,30 €

(1) Conformément à la loi, le nombre d'options antérieurement attribuées et vivantes à la date de l'OPAS a été ajusté en juillet 2015 du coefficient d'ajustement de 1,0056.

Détail des hypothèses utilisées dans le modèle de Black & Scholes pour la valorisation de chacun des plans suivants :

Hypothèses	2015	2014	2012	2011
- Prix du support à la date d'octroi	31,75 €	31,57 €	20,21 €	24,00 €
- Volatilité estimée	25,51 %	27,46 %	38,41 %	36,71 %
- Taux d'intérêt sans risques	-0,03 %	0,80 %	1,35 %	2,27 %
- Durée de vie estimée des options (années)	4,5	4,5	4,5	4,5
- Taux de turnover estimé	4,70 %	4,70 %	3,33 %	3,33 %
- Taux de distribution du dividende ⁽¹⁾	1,77 %	1,42 %	2,16 %	1,20 %
- Juste valeur des options ⁽²⁾	5,51 €	6,42 €	5,72 €	7,45 €

(1) Consensus des analystes financiers sur les dividendes futurs (source Bloomberg).

(2) Cette juste valeur unitaire ne tient pas compte de l'effet de « turn-over ».

La durée de vie des options retenue est la période qui s'étend de leur date d'attribution à la date que le Management estime être la plus probable pour leur exercice.

Pour la valorisation des plans 2011 à 2015, le Groupe bénéficiant d'un historique plus important a pu affiner ses hypothèses de calcul de la volatilité. Ainsi, la première année de cotation, jugée anormale notamment au regard des fortes variations de cours inhérentes à l'introduction en bourse et à l'effet cumulé du 11 septembre 2001, n'a pas été retenue dans le calcul de la volatilité.

D'autre part, sur la base des comportements observés, le Groupe a considéré au moment de l'émission des plans que la durée moyenne d'exercice correspondait à 4,5 ans après la date d'émission des options.

Dotations aux amortissements et provisions nettes des reprises

Les reprises nettes de provisions ont diminué de 14,2 millions d'euros et les dotations aux amortissements nettes des reprises ont diminué de 21,7 millions d'euros.

Ce poste comprend en 2015 une dépréciation de -13,9 millions d'euros relative aux tests de pertes de valeur réalisés dont -2,7 millions d'euros de dotations nettes aux amortissements et une dotation nette de provision pour perte à terminaison de -11,2 millions d'euros. Ce poste comprenait en 2014 une dépréciation de -24,7 millions d'euros relative aux tests de pertes de valeur réalisés dont -27,0 millions d'euros de dotations aux amortissements et une reprise de provision pour perte à terminaison de 2,3 millions d'euros.

Pièces détachées maintenance

Ce poste comprend le coût des pièces détachées de mobilier urbain utilisées dans le cadre des opérations de maintenance du réseau publicitaire, à l'exclusion des glaces de rechange et produits de nettoyage, ainsi que les pertes de valeur des stocks.

Autres produits et charges opérationnels

Les autres produits et charges opérationnels se décomposent de la façon suivante :

<i>En millions d'euros</i>	2015	2014
Plus-values sur cessions d'actifs financiers et produits sur variations de périmètre	4,9	5,8
Plus-values sur cessions d'actifs incorporels et corporels	1,3	1,0
Autres produits de gestion	2,7	5,9
Autres produits opérationnels	8,9	12,7
Moins-values sur cessions d'actifs financiers et charges sur variations de périmètre	-1,2	0,0
Moins-values sur cessions d'actifs incorporels et corporels	-1,6	-1,6
Autres charges de gestion	-20,9	-9,0
Autres charges opérationnelles	-23,7	-10,6
Total	-14,8	2,1

En 2015, les plus-values sur cessions d'actifs financiers et produits sur variations de périmètre d'un montant de 4,9 millions d'euros sont principalement liés aux réévaluations de quotes-parts antérieurement détenues pour 3,1 millions d'euros et à un ajustement de prix pour 1,4 million d'euros.

En 2014, les plus-values sur cessions d'actifs financiers et produits sur variations de périmètre d'un montant de 5,8 millions d'euros étaient principalement liées aux réévaluations des quotes-parts antérieurement détenues notamment dans MCDecaux Inc. au Japon dans le cadre de la prise de contrôle de cette société, et au dénouement d'une opération en Autriche.

En 2015, les autres charges de gestion d'un montant de -20,9 millions d'euros comprennent principalement des coûts d'acquisition pour -9,5 millions d'euros et des frais de restructuration pour -8,5 million d'euros.

En 2014, les autres charges de gestion d'un montant de -9,0 millions d'euros comprenaient principalement des coûts d'acquisition pour -5,6 millions d'euros, des frais de restructuration pour -1,5 million d'euros et des risques de pénalités pour -0,9 million d'euros.

5.3. Résultat financier

<i>En millions d'euros</i>	2015	2014
Produits d'intérêts	7,3	9,4
Charges d'intérêts	-19,4	-21,2
Intérêts financiers nets	-12,1	-11,8
Impact du coût amorti	-2,1	-1,6
Coût de l'endettement net (1)	-14,2	-13,4
Différences nettes de change et coûts des couvertures	-4,7	-3,0
Variation de valeur des dérivés et des éléments couverts	0,0	0,1
Charges (nettes) d'actualisation	-12,9	-13,4
Coût des garanties bancaires	-1,7	-1,7
Dotations aux provisions pour risques financiers	-0,3	-0,9
Reprises de provisions pour risques financiers	0,5	0,3
Dotations nettes aux provisions financières	0,2	-0,6
Résultat net de cession d'actifs financiers	0,0	-0,2
Autres	-0,4	-0,3
Autres charges et produits financiers (2)	-19,5	-19,1
Résultat financier (3)=(1)+(2)	-33,7	-32,5
<i>Total produits financiers</i>	<i>7,8</i>	<i>9,8</i>
<i>Total charges financières</i>	<i>-41,5</i>	<i>-42,3</i>

En 2015, le résultat financier représente une charge nette de -33,7 millions d'euros, contre -32,5 millions d'euros en 2014, soit une baisse de 1,2 million d'euros.

Les évolutions sont principalement liées à une variation négative de -1,7 million d'euros des différences nettes de change et coûts des couvertures compensée par une diminution de 0,5 million d'euros des charges nettes d'actualisation.

5.4. Impôts sur les bénéfices

Ventilation entre impôts différés et impôts courants

<i>En millions d'euros</i>	2015	2014
Impôts courants	-92,5	-89,4
<i>CVAE</i>	<i>-6,2</i>	<i>-6,3</i>
<i>Autres</i>	<i>-86,3</i>	<i>-83,1</i>
Impôts différés	19,6	19,6
<i>CVAE</i>	<i>0,5</i>	<i>0,4</i>
<i>Autres</i>	<i>19,1</i>	<i>19,2</i>
Total	-72,9	-69,8

Le taux effectif d'impôt avant dépréciation des goodwill et quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence est de 30,8 % en 2015 contre 34,9 % en 2014. Hors effet d'actualisation et de revalorisation des dettes sur engagements de rachat de minoritaires, le taux effectif d'impôt est de 30,1 % en 2015 contre 33,9 % en 2014.

Nature des impôts différés

	2015	2014
<i>En millions d'euros</i>		
Immobilisations corporelles et incorporelles	9,4	11,9
Reportes déficitaires	-2,2	1,6
Provisions pour démontage	0,4	2,7
Provisions pour retraites et avantages assimilés	-0,1	0,2
Loyers différés	1,6	0,2
Autres	10,5	3,0
Total	19,6	19,6

Rationalisation de la charge d'impôt

	2015	2014
<i>En millions d'euros</i>		
Résultat de l'ensemble consolidé	244,9	200,3
Charge d'impôt	-72,9	-69,8
Résultat avant impôt	317,8	270,1
Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence	-81,4	-70,3
Quote-part des dividendes imposables reçus des filiales	18,1	8,0
Autres produits non imposables	-41,3	-32,2
Autres charges non déductibles	38,5	32,4
Résultat avant impôt soumis au taux de droit commun	251,7	208,0
Taux d'impôt pondéré du Groupe ⁽¹⁾	25,40%	25,63%
Impôt théorique	-63,9	-53,3
Impôts différés sur déficits non reconnus	-7,9	-5,7
Activation et consommation des déficits fiscaux antérieurs non reconnus	2,3	3,4
Autres impôts différés (différences temporaires et autres retraitements)	11,7	-1,6
Crédits d'impôts	6,3	5,2
Retenue à la source	-6,1	-5,1
Taxe sur dividendes	-5,9	-3,3
Divers	-3,7	-3,5
Impôt total calculé	-67,2	-63,9
CVAE nette	-5,7	-5,9
Impôt enregistré	-72,9	-69,8

(1) Taux moyens nationaux pondérés par le poids du résultat taxable.

5.5. Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence

En 2015 la quote-part dans les résultats des entreprises associées s'élève à 18,6 millions d'euros contre 19,2 millions d'euros en 2014, et la quote-part dans les résultats des coentreprises s'élève à 62,8 millions d'euros en 2015 contre 51,1 millions d'euros en 2014. Une perte de valeur des coentreprises a été constatée à hauteur de -7,1 millions d'euros en 2014.

Les informations relatives aux coentreprises et entreprises associées sont données en application de la norme IFRS 12 « Informations à fournir dans les intérêts détenus dans d'autres entités » et figurent au paragraphe 10 « Informations sur les coentreprises » et au paragraphe 11 « Informations sur les entreprises associées ».

5.6. Effectifs

Au 31 décembre 2015, les effectifs du Groupe atteignent 11 550 personnes contre 10 598 personnes au 31 décembre 2014. Ces données n'incluent pas la quote-part des effectifs des coentreprises, de respectivement 1 304 personnes et 1 339 personnes au 31 décembre 2015 et au 31 décembre 2014.

La répartition des effectifs sur les exercices 2015 et 2014 est la suivante :

	2015	2014
Technique	6 377	5 949
Vente et Marketing	2 586	2 298
Informatique et Administration	1 934	1 722
Relations contractants	492	476
Recherche et développement	161	153
Total	11 550	10 598

5.7. Nombre d'actions pour le calcul du résultat par action (de base et dilué)

	2015	2014
Nombre moyen pondéré d'actions pour le résultat de base par action	218 317 778	223 845 979
Nombre pondéré de stock-options potentiellement convertibles	2 344 970	2 487 604
Nombre pondéré de stock-options qui ne serait pas exercé au prix d'exercice ⁽¹⁾	-1 800 132	-1 977 904
Nombre moyen pondéré d'actions pour le résultat dilué par action	218 862 616	224 355 679

(1) Ce nombre moyen correspond au nombre de stock-options qui ne serait pas exercé du fait d'un prix d'exercice attribué supérieur au prix de marché.

Le calcul du résultat de base par action reprend le nombre moyen pondéré d'actions en circulation. Le calcul dilué prend en compte l'effet dilutif de la levée des stock-options.

6. COMMENTAIRES SUR LE TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

6.1. Flux de trésorerie nets issus des activités opérationnelles

Les flux de trésorerie nets issus des activités opérationnelles d'un montant de 536,8 millions d'euros en 2015 comprennent :

- les flux d'exploitation générés par le résultat d'exploitation et les autres charges et produits financiers, retraités des éléments sans effet de trésorerie, pour un montant total de 625,0 millions d'euros ;
- la variation du besoin en fonds de roulement de 21,8 millions d'euros ;
- et le paiement des intérêts financiers nets et de l'impôt pour respectivement -12,5 millions d'euros et -97,5 millions d'euros.

En 2014, les flux de trésorerie nets issus des activités opérationnelles s'élevaient à 480,7 millions d'euros dont 568,9 millions d'euros de flux d'exploitation générés par le résultat d'exploitation et les autres charges et produits financiers, retraités des éléments sans effet de trésorerie, 6,9 millions d'euros de variation du besoin en fonds de roulement, -13,0 millions de paiement des intérêts financiers nets et -82,1 millions d'euros de paiement de l'impôt.

6.2. Flux de trésorerie nets issus des investissements

Les flux de trésorerie nets issus des investissements d'un montant de -336,1 millions d'euros en 2015 comprennent :

- des décaissements sur acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles d'un montant de -209,0 millions d'euros (dont -0,9 million d'euros de variations des dettes et créances sur immobilisations incorporelles et corporelles) ;
- des encaissements sur cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles pour 7,1 millions d'euros (dont 2,0 millions d'euros de variations des créances sur immobilisations incorporelles et corporelles) ;
- des décaissements sur acquisitions de titres de participation nets des encaissements et de la trésorerie acquise et cédée d'un montant total de -93,6 millions d'euros (dont 1,8 million d'euros de variations des dettes et créances sur immobilisations financières). Ce montant inclut principalement les acquisitions avec prise de contrôle du groupe Continental Outdoor Media en Afrique, de la société In Focus Public Networks Limited au Royaume-Uni, de la société Eye Catcher Media au Pérou et du groupe Cemusa en Espagne, aux Etats-Unis, au Brésil et en Italie, ainsi que la prise de participation complémentaire dans la société IGPDecaux SPA en Italie. Le montant lié aux prises de contrôle représente -81,7 millions d'euros dont 26,0 millions d'euros de trésorerie nette acquise et 1,7 million d'euros de variations des dettes et créances sur immobilisations financières ;
- des acquisitions d'autres immobilisations financières nettes d'un montant total de -40,6 millions d'euros dont -24,8 millions d'euros de prêts accordés aux coentreprises.

En 2014, les flux de trésorerie nets issus des investissements s'élevaient à -256,2 millions d'euros dont -168,1 millions d'euros de décaissements sur acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles nets des encaissements (dont -0,1 million d'euros de variations des dettes et créances sur immobilisations incorporelles et corporelles), -52,8 millions d'euros de décaissements sur acquisitions de titres de participation (dont -0,9 million d'euros de variations des dettes et créances sur immobilisations financières) nets des encaissements et de la trésorerie acquise (pour 2,8 millions d'euros) et -35,3 millions d'euros d'acquisitions d'autres immobilisations financières nettes des cessions.

6.3. Flux de trésorerie nets issus du financement

Les flux de trésorerie nets issus du financement d'un montant de -777,0 millions d'euros en 2015 comprennent :

- le rachat par JCDecaux SA de ses propres actions portant sur 12 500 000 actions à 40 euros, soit -500,0 millions d'euros et des frais associés nets d'impôt pour -2,8 millions d'euros ;
- des dividendes versés aux actionnaires de JCDecaux SA pour -112,0 millions d'euros et des dividendes versés par des sociétés contrôlées du Groupe à leurs actionnaires minoritaires pour un montant de -12,7 millions d'euros ;
- des flux nets sur les emprunts des sociétés contrôlées pour un montant de -165,8 millions d'euros ;
- des augmentations de capitaux propres pour 19,5 millions d'euros dont 18,9 millions d'euros chez JCDecaux SA du fait de la levée d'options de souscription d'actions ;
- des décaissements sur acquisitions de titres de participation ne donnant pas le contrôle pour -3,2 millions d'euros.

En 2014, les flux de trésorerie nets issus du financement s'élevaient à -121,6 millions d'euros, et concernaient principalement le versement de dividendes pour -119,6 millions d'euros.

6.4. Réconciliation des flux de trésorerie avec la variation de la dette financière nette

<i>en millions d'euros</i>			2015	2014
Dette financière nette au 1er janvier	(1)	§ 4.13	-83,5	1,7
Flux de trésorerie nets issus des activités opérationnelles	(2)		-536,8	-480,7
Flux de trésorerie nets issus des investissements avant trésorerie acquise et/ou cédée ^(*)	(3)		362,0	259,0
Flux de trésorerie nets issus du financement avant variations des emprunts et y-c				
Acquisitions/cessions de titres de participation ne donnant pas le contrôle ^(**)	(4)		611,2	109,8
Total des flux de trésorerie nets	(5)=(2)+(3)+(4)		436,4	-111,9
Effet de change, impact net de l'IAS39, variations de périmètre, augmentation des dettes de location financement et divers reclassements sur la dette financière nette	(6)		73,5	29,5
Trésorerie acquise et / ou cédée	(7)		-25,9	-2,8
Variation de la dette financière nette	(8)=(5)+(6)+(7)		484,0	-85,2
Dette financière nette au 31 décembre	(9)=(1)+(8)	§ 4.13	400,5	-83,5

(*) Dont 201,9 millions d'euros de flux de trésorerie nets issus des investissements corporels et incorporels et 160,1 millions d'euros de flux de trésorerie nets issus des investissements financiers (hors trésorerie acquise et / ou cédée et hors décaissements nets sur acquisitions et cessions de titres de participation ne donnant pas le contrôle) en 2015, contre respectivement 168,1 millions d'euros et 90,9 millions d'euros en 2014.

(**) Dont 3,2 millions d'euros de décaissements nets sur acquisitions et cessions de titres de participation ne donnant pas le contrôle en 2015, contre 0,6 million d'euros en 2014.

6.5. Transactions sans effet de trésorerie

L'augmentation des immobilisations corporelles et des dettes financières liées aux contrats de location financement est de 5,3 millions d'euros en 2015 contre 18,8 millions d'euros en 2014.

7. RISQUES FINANCIERS

Par son activité, le Groupe peut être plus ou moins exposé aux risques financiers (notamment le risque de liquidité et de financement, le risque de taux d'intérêt, le risque de change et les risques induits par la gestion financière, en particulier le risque de contrepartie). Son objectif est de minimiser ces risques, par le choix de politiques financières adaptées. Cependant, il peut être amené à gérer des positions résiduelles. Le suivi et la gestion s'effectuent alors de manière centralisée, par une équipe dédiée au sein de la Direction Financière Groupe. Les politiques de gestion de ces risques et les stratégies de couvertures sont approuvées par la Direction Générale.

7.1. Risques liés à l'activité et politique de gestion de ces risques

Risque de liquidité et financement

Le tableau ci-dessous présente les flux de trésorerie contractuels (flux de trésorerie d'intérêts et remboursements contractuels) pour les passifs financiers et les instruments financiers :

<i>En millions d'euros</i>	valeur comptable	flux de trésorerie contractuels (*)	2016	2017	2018	2019	> 2019
Emprunts obligataires	498,0	530,0	10,0	10,0	510,0	0,0	0,0
Emprunts auprès des établissements de crédit à taux variable	123,1	124,8	124,6	0,1	0,0	0,0	0,1
Emprunts auprès des établissements de crédit à taux fixe	1,1	1,1	1,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Emprunts divers	43,0	43,2	41,8	0,5	0,5	0,4	0,0
Emprunts de location financement	25,6	25,6	7,7	4,4	4,4	4,4	4,7
Intérêts courus (*)	9,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Concours bancaires	14,8	14,8	14,8	0,0	0,0	0,0	0,0
Total passifs financiers non dérivés	714,6	739,5	200,0	15,0	514,9	4,8	4,8
Couvertures de change	3,2	3,2	3,2	0,0	0,0	0,0	0,0
Total instruments financiers	3,2	3,2	3,2	0,0	0,0	0,0	0,0

Dans le cas d'une dette revolving, la maturité indiquée est la maturité la plus proche.

() Dans les flux de trésorerie contractuels, les intérêts sont inclus dans chaque type d'emprunt.*

Le Groupe génère des flux d'exploitation importants qui lui permettent d'autofinancer sa croissance interne. Le Groupe estime que les opportunités de croissance externe pourraient le conduire à augmenter temporairement cet endettement net.

La politique de financement du Groupe consiste à :

- centraliser ses financements au niveau de la maison mère JCDecaux SA. Le financement des filiales se fait donc, en priorité, sous forme de prêts accordés par JCDecaux SA à ses filiales directement et indirectement. Cependant, le Groupe peut être amené à mettre en place des financements externes dans certaines filiales, notamment (i) en fonction du contexte fiscal, monétaire et réglementaire ; (ii) dans le cas de filiales non détenues à 100 % par le Groupe ; (iii) pour des raisons historiques (financement mis en place avant intégration de la filiale dans le Groupe) ;
- disposer de sources de financements (i) diversifiées ; (ii) de durée cohérente avec la maturité de ses actifs ; (iii) flexibles, pour faire face au développement du Groupe et aux cycles d'investissements et d'activité ;
- disposer en permanence d'une réserve de liquidités notamment sous la forme de lignes de crédit confirmées ;
- minimiser le risque de renouvellement de ses financements, en étalant leurs échéances ;
- optimiser les marges de financement en renouvelant par anticipation des dettes proches de leur échéance ou en refinançant certains financements en cas de conditions de marché favorables ;
- optimiser le coût de dette nette, en recyclant au maximum la trésorerie excédentaire générée par les différentes entités du Groupe, en particulier en la remontant en priorité au niveau de JCDecaux SA sous forme de prêt ou de versement de dividendes.

JCDecaux SA est notée « Baa2 » par Moody's et « BBB » par Standard and Poor's (la dernière note de Moody's datant du 24 juin 2015 et celle de Standard and Poor's du 17 novembre 2015), chacune de ces notes étant assortie d'une perspective stable.

Au 31 décembre 2015, la dette financière nette (hors dettes sur engagement de rachat de minoritaires) s'élève à +400,5 millions d'euros contre -83,5 millions d'euros (situation de cash net) au 31 décembre 2014.

74 % des dettes financières du Groupe sont portées par JCDecaux SA lesquelles ont une maturité moyenne de 2,1 ans environ.

Au 31 décembre 2015, le Groupe dispose de 310,9 millions d'euros de trésorerie, équivalents et actifs financiers de trésorerie (détaillés au paragraphe 4.9 « Trésorerie gérée ») et de 870,6 millions d'euros de lignes de crédit confirmées non utilisées.

Les sources de financement de JCDecaux SA sont confirmées mais certaines imposent le respect d'un « covenant », calculé sur la base des comptes consolidés. La nature de ce ratio est détaillée au paragraphe 4.13 « Dette financière ».

Le Groupe dispose de liquidités dans des pays où les fonds ne peuvent pas être rapatriés immédiatement, principalement du fait de restrictions réglementaires. Néanmoins, dans la majorité des pays concernés, le Groupe perçoit régulièrement des dividendes des filiales, de plus, ces liquidités font l'objet d'un emploi local.

Risque de taux d'intérêt

De par son endettement, le Groupe est exposé aux fluctuations des taux d'intérêt, notamment en euro et en dollar américain. Compte tenu de la forte corrélation qui existe entre le marché publicitaire et l'activité économique des pays dans lesquels le Groupe exerce ses activités, la politique du Groupe est de se financer pour l'essentiel à taux variable sauf lorsqu'il est jugé que les taux d'intérêt sont particulièrement bas. Les couvertures sont principalement centralisées sur JCDecaux SA. La ventilation entre taux fixe et taux variable est détaillée au paragraphe 4.13 « Dette financière » et le détail des couvertures au paragraphe 4.15 « Instruments financiers ».

Le tableau ci-après présente la répartition, par échéance de taux d'intérêt, des actifs et passifs financiers au 31 décembre 2015 :

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2015			Total
	≤ 1an	1 an à 5 ans	> 5 ans	
Dettes JCDecaux SA	-10,0	-500,0	0,0	-510,0
Autres dettes	-177,0	-17,9	-0,4	-195,3
Concours bancaires	-14,8			-14,8
Passifs financiers (1)	-201,8	-517,9	-0,4	-720,1
Trésorerie et équivalents de trésorerie	233,2			233,2
Actifs financiers de trésorerie	77,7			77,7
Autres Actifs financiers	118,8			118,8
Actifs financiers (2)	429,7	0,0	0,0	429,7
Position nette (3)=(1)+(2)	227,9	-517,9	-0,4	-290,4

Pour les actifs et passifs à taux fixe, l'échéance indiquée est celle de l'actif et du passif.

Pour les actifs et passifs à taux variable, les taux sont révisés tous les un, trois ou six mois, l'échéance est donc inférieure à un an quelles que soient les dates d'échéance de remboursement.

Au 31 décembre 2015, 76,1 % du total de la dette financière économique du Groupe, toutes devises confondues, est à taux fixe.

Risque de change

En 2015, le résultat net réalisé dans des devises autres que l'euro représente 71 % du résultat du Groupe.

En dépit de sa présence dans plus de 75 pays, le Groupe JCDecaux est peu sensible, en termes de flux, aux variations des devises car les filiales situées dans chaque pays n'opèrent que sur leur propre territoire et les prestations ou achats intra-groupe sont faibles.

En revanche, la monnaie de présentation du Groupe étant l'euro, les comptes du Groupe sont impactés par les effets de conversion des comptes exprimés en devise locale vers les comptes consolidés exprimés en euro.

Le tableau ci-après présente, sur la base des données réelles 2015, l'exposition du résultat consolidé et des réserves consolidées du Groupe à une variation de -10 % du taux de change des devises étrangères les plus représentées dans le Groupe, soit le yuan chinois, la livre sterling, le franc suisse et le riyal qatari :

	yuan chinois	livre sterling	franc suisse	riyal qatari
Part des devises dans le résultat de l'ensemble consolidé	27,6%	10,2%	5,9%	5,1%
Impact sur le résultat consolidé	-2,8%	-1,0%	-0,6%	-0,5%
Impact sur les réserves consolidées	-0,6%	-1,2%	-0,2%	-0,1%

Au 31 décembre 2015, le Groupe détient essentiellement des couvertures de change sur des opérations financières.

Dans le cadre de l'application de sa politique de centralisation des financements, le Groupe a mis en place principalement des swaps de change à court terme pour couvrir les opérations de prêts et emprunts intra-groupe. Le Groupe peut être amené à ne pas couvrir certaines positions induites par des prêts intra-groupe lorsque ces couvertures sont (i) trop onéreuses, (ii) pas disponibles ou (iii) lorsque ces prêts sont de faible montant.

Au 31 décembre 2015, le Groupe considère que son résultat et sa situation financière ne devraient pas être affectés de façon significative par une variation des cours des devises.

Gestion de la trésorerie et actifs financiers de trésorerie

Au 31 décembre 2015, le Groupe dispose de 310,9 millions d'euros de trésorerie, équivalents et actifs financiers de trésorerie, dont 233,2 millions d'euros de trésorerie et équivalents de trésorerie (dont 75,7 millions d'euros en équivalents de trésorerie), et 77,7 millions d'euros d'actifs financiers de trésorerie. 7,3 millions d'euros du total de trésorerie et équivalents de trésorerie sont placés en garanties.

Gestion du capital et du ratio Dette nette/ Capitaux propres

Le Groupe n'est soumis à aucune contrainte externe en termes de gestion de son capital.

7.2. Risques induits par la gestion financière

Risque lié à l'utilisation d'instruments financiers de taux et de change

Le Groupe n'utilise des instruments financiers de taux et de change que dans le cadre de la gestion de ses risques.

Risque lié à la notation de crédit

JCDecaux SA est noté « Baa2 » par Moody's et « BBB » par Standard and Poor's, à la date de publication de ces Annexes, chacune de ces notes étant assortie d'une perspective stable.

L'emprunt obligataire de 500 millions d'euros émis en février 2013 comporte une clause de changement de contrôle prévoyant la possibilité pour les porteurs de dette de demander le remboursement anticipé en cas de changement de contrôle accompagné d'une dégradation de la notation financière en catégorie spéculative ou d'un retrait du rating. Les autres sources principales de financement du Groupe (financements levés par la maison mère) ainsi que les contrats de ses principales opérations de couverture ne sont pas sujets à annulation anticipée en cas de dégradation de la notation du Groupe.

Risque de contrepartie bancaire

Le risque de contrepartie du Groupe est lié au placement des excédents de trésorerie du Groupe auprès des banques et aux opérations financières réalisées principalement par JCDecaux SA (via ses lignes de crédit confirmées non utilisées et les opérations de couverture engagées). La politique du Groupe est de limiter ce risque (i) en centralisant autant que possible au niveau de JCDecaux SA la trésorerie disponible des filiales, (ii) en soumettant à autorisation préalable de la Direction Financière Groupe les ouvertures de compte bancaire (iii) en sélectionnant les banques chez lesquelles JCDecaux SA et ses filiales peuvent effectuer des dépôts (iv) et en suivant ce risque de contrepartie régulièrement.

Risque de contrepartie clients

Le risque de contrepartie sur les créances clients fait l'objet le cas échéant des provisions nécessaires. La valeur nette comptable des créances clients est détaillée au paragraphe 4.8 « Clients et autres débiteurs ». Le Groupe par ailleurs maintient une faible dépendance vis-à-vis d'un client en particulier, dans la mesure où aucun client ne représente plus de 1,7 % du chiffre d'affaires du Groupe.

Risque sur titres et dépôts à terme

Pour rémunérer sa trésorerie excédentaire, le Groupe souscrit principalement des titres de placement court terme et effectue des dépôts à court terme. Les titres investis sont des titres monétaires. Ces instruments sont investis à court terme, portent rémunération sur la base d'une référence monétaire, sont liquides et n'induisent qu'un risque de contrepartie limité.

La politique du Groupe est de ne pas détenir d'actions ou de titres négociables, autres que les titres monétaires et ses propres actions. Par conséquent, le Groupe considère que le risque induit par les actions et titres négociables détenus est très faible.

8. COMMENTAIRES SUR LES ENGAGEMENTS HORS-BILAN

8.1. Engagements sur titres et autres engagements

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2015	31/12/2014
Engagements donnés ⁽¹⁾		
Garanties de marché	427,3	279,7
Autres garanties	7,3	6,8
Nantissements, hypothèques et sûretés réelles	10,1	10,0
Engagements sur titres	0,6	0,4
Total	445,3	296,9
Engagements reçus		
Avals, cautions et autres garanties	0,0	0,0
Engagements sur titres	0,6	0,4
Lignes de crédit	870,6	636,6
Total	871,2	637,0

(1) Hors engagements de loyers, baux, redevances fixes et minima garantis, donnés dans le cadre de l'exploitation courante.

Les « garanties de marché » correspondent aux garanties émises principalement par JCDecaux SA et JCDecaux North America Inc. Ainsi, JCDecaux SA et JCDecaux North America Inc. garantissent directement, ou en contre-garantie de banques ou de compagnies d'assurance, la bonne exécution des contrats de leurs filiales.

Les « autres garanties » comprennent les avals, cautions et autres garanties telles que (i) les garanties pour le paiement de loyers, (ii) les garanties accordées par JCDecaux SA auprès de banques dans le cadre de lignes de crédit, (iii) d'autres engagements tels que des garanties de paiement données à des fournisseurs.

Les « nantissements, hypothèques et sûretés réelles » sont constitués principalement de montants de trésorerie donnée en garantie, ainsi que d'hypothèques sur des biens immobiliers en Allemagne.

Les « engagements sur titres » sont accordés et reçus principalement dans le cadre des opérations de croissance externe. Au 31 décembre 2015, ils comprennent également les droits suivants qui ne sont pas valorisés :

Un engagement donné concernant la société JCDecaux Bulgaria BV (Bulgarie), un droit de vente (put), exerçable du 9 juin 2016 au 9 juin 2017 par Limited Novacorp portant sur 50 % du capital. Le prix de cette option sera déterminé par une banque d'affaires ou, sous certaines conditions, évalué selon une formule de calcul contractuelle ;

Un engagement reçu concernant une société autrichienne, au profit de la société Gewista Werbegesellschaft.mBH (Autriche) qui bénéficie d'une option d'achat (call) lui permettant d'acquérir une participation complémentaire de 8,4 % dans cette société. Le prix d'exercice n'a pas été fixé.

Par ailleurs, dans le cadre de certains contrats publicitaires, JCDecaux North America Inc., directement ou à travers ses filiales, et ses partenaires de coentreprises se sont accordés réciproquement des droits de vente (put) et d'achat (call) sur leurs participations respectives dans leurs sociétés communes.

Enfin, dans le cadre de conventions d'actionnaires, JCDecaux SA peut accorder, ou se voir accorder, des options d'achat (calls) en cas de non-respect de clauses contractuelles. Dans le cadre des partenariats signés, le Groupe et ses partenaires bénéficient de droits de préemption et parfois de droits d'emption, de droits de suite ou d'entraînement, que le Groupe ne considère pas comme des engagements donnés ou reçus. Par ailleurs, le Groupe ne mentionne pas les engagements soumis à des conditions d'exercice qui limitent leur probabilité d'occurrence.

Les lignes de crédit sont constituées de la ligne de crédit revolving confirmée de JCDecaux SA d'un montant de 825,0 millions d'euros, et de lignes de crédit confirmées accordées aux filiales pour 45,6 millions d'euros.

8.2. Engagements de loyers, baux, redevances fixes et minima garantis, donnés dans le cadre de l'exploitation courante

Le Groupe a conclu, dans le cadre de son exploitation courante, principalement :

- des contrats avec les villes, les aéroports ou les compagnies de transport qui, en contrepartie d'un droit d'exploitation publicitaire et du chiffre d'affaires qui en résulte, peuvent donner lieu au paiement de redevances, dont une partie sous la forme de redevances fixes ou de minima garantis ;
- des baux pour des emplacements de panneaux d'affichage sur le domaine privé ;
- des contrats de location : de biens immobiliers, de véhicules et de tout autre matériel (informatique, bureautique ou autre).

Ces engagements donnés dans le cadre de l'exploitation courante se décomposent comme suit (montants non inflatés et non actualisés) :

<i>En millions d'euros</i>	≤ 1 an	> 1 et ≤ 5 ans	> 5 ans ⁽¹⁾	Total
Mobilier Urbain et Transport : redevances fixes et minima garantis	821,8	2 513,1	1 313,3	4 648,2
Affichage grand format : baux pour les emplacements de panneaux	82,0	132,0	55,6	269,6
Location simple	37,7	95,8	44,0	177,5
Total	941,5	2 740,9	1 412,9	5 095,3

(1) Jusqu'en 2040.

Le montant de ces engagements s'élevait à 3 737,7 millions d'euros au 31 décembre 2014.

L'augmentation, en 2015, par rapport aux engagements de 3 737,7 millions d'euros reportés au 31 décembre 2014 est principalement liée aux gains et renouvellements de contrats et à l'effet des acquisitions, partiellement compensés par les loyers et redevances dus au titre de l'année.

8.3. Engagements d'achats d'immobilisations

Le montant total des engagements d'achats d'immobilisations corporelles et incorporelles s'élève à 244,1 millions d'euros au 31 décembre 2015 contre 237,9 millions d'euros au 31 décembre 2014.

9. INFORMATION SUR LES PARTIES LIÉES

9.1. Définitions

Sont considérées comme transactions avec les parties liées les quatre catégories suivantes :

- la part non éliminée, dans les comptes consolidés, des transactions réalisées avec les coentreprises et avec les entreprises associées ;
- les transactions réalisées entre JCDecaux SA et sa mère JCDecaux Holding ;
- les transactions réalisées avec les minoritaires influents ;
- les transactions réalisées avec une personne clé du management et avec des sociétés détenues par ces personnes clés et sur lesquelles elles exercent un contrôle.

9.2. Détail des transactions

<i>En millions d'euros</i>	2015				2014			
	Stés MEE ⁽¹⁾	Stés mères ⁽²⁾	Autres	Total	Stés MEE ⁽¹⁾	Stés mères ⁽²⁾	Autres	Total
État de situation financière								
Actif								
Prêts et créances rattachées à des participations (*)	71,3		0,2	71,5	60,1	0,1	0,2	60,4
Autres créances	22,4	0,2	3,3	25,9	35,4	0,2	4,5	40,1
Total des Actifs	93,7	0,2	3,5	97,4	95,5	0,3	4,7	100,5
Passif								
Dettes financières & Dettes sur engagements de rachat de minoritaires ⁽³⁾	39,6	121,6		161,2	21,7	121,6		143,3
Autres dettes	9,5	4,3	0,2	14,0	20,0	3,1	2,5	25,6
Total des Passifs	49,1	125,9	0,2	175,2	41,7	124,7	2,5	168,9
Compte de résultat								
Résultat d'exploitation								
Produits	46,2	0,8	3,3	50,3	50,1	0,1	3,9	54,1
Charges	-14,9	-5,9	-12,4	-33,2	-11,6	-5,9	-13,1	-30,6
Résultat d'exploitation	31,3	-5,1	-9,1	17,1	38,5	-5,8	-9,2	23,5
Résultat financier								
Produits	2,6			2,6	1,7			1,7
Charges ⁽⁴⁾	-1,6	-5,6		-7,2	-1,0	-6,9		-7,9
Résultat financier	1,0	-5,6	0,0	-4,6	0,7	-6,9	0,0	-6,2

(*) Y compris les intérêts courus.

(1) Part non éliminée des transactions réalisées avec les coentreprises et avec les entreprises associées.

(2) Transactions réalisées entre JCDecaux SA et sa mère JCDecaux Holding et transactions réalisées avec les minoritaires influents.

(3) Le montant des dettes sur engagements de rachat de minoritaires s'élève à 120,7 millions d'euros au 31 décembre 2015 et à 118,4 millions d'euros au 31 décembre 2014.

(4) Dont -5,5 millions d'euros en 2015 et -6,3 millions d'euros en 2014 de charges nettes de revalorisation et d'actualisation des dettes sur engagements de rachat de minoritaires.

Suite à l'offre publique d'achat simplifiée (OPAS) réalisée en 2015, JCDecaux SA a versé à sa société mère, JCDecaux Holding, ainsi qu'à des personnes clés du management, un montant de 379,0 millions d'euros comptabilisé en diminution des capitaux propres au titre du rachat d'actions.

En 2015, les engagements hors-bilan auprès des parties liées s'élèvent à 107,6 millions d'euros et représentent principalement les engagements de loyers des immeubles détenus par les parties liées pour 70,3 millions d'euros et les engagements donnés de garantie de marché avec les entreprises associées pour 23,1 millions d'euros.

9.3. Rémunérations des dirigeants

Les montants des rémunérations des membres du Directoire dus au titre des exercices 2015 et 2014 sont les suivants :

<i>En millions d'euros</i>	2015	2014 (*)
Avantages à court terme	8,6	7,1
Avantages en nature	0,2	0,1
Jetons de présence	0,1	0,1
Assurance-vie / Retraites spécifiques	0,2	0,1
Paiements en actions	0,2	0,1
Total	9,3	7,5

(*) A partir de 2014, les rémunérations perçues des entreprises associées sont exclues.

Par ailleurs, au 31 décembre 2015, en cas de rupture de leur contrat de travail, deux membres du Directoire bénéficient d'une indemnité de non-concurrence susceptible de leur être versée, pendant une durée de deux ans, et correspondant à 33 % de leur salaire fixe et variable calculé sur la moyenne des douze derniers mois précédant la date de cessation des relations contractuelles.

Le montant des avantages postérieurs à l'emploi comptabilisés au passif de l'état de situation financière s'élève à 2,5 millions d'euros au 31 décembre 2015 contre 1,6 million d'euros au 31 décembre 2014.

Le montant des jetons de présence dus aux membres du Conseil de Surveillance au titre de l'exercice 2015 s'élève à 0,3 million d'euros.

10. INFORMATIONS SUR LES COENTREPRISES

Les informations ci-après relatives aux coentreprises sont données par activité en application de la norme IFRS 12 « Informations à fournir dans les intérêts détenus dans d'autres entités ».

10.1. Eléments de compte de résultat

10.1.1. Sur l'année 2015

10.1.1.1. Résultat net

Le résultat net en 2015 des coentreprises et le rapprochement avec le compte de résultat des comptes consolidés de 2015 sont les suivants :

<i>En millions d'euros</i>	Mobilier Urbain	Transport	Affichage	Total
Résultat net ⁽¹⁾	29,8	119,2	-27,9	121,1
Impact de l'application du pourcentage de détention	-14,1	-65,9	21,7	-58,3
Perte de valeur des coentreprises				0,0
Quote-part dans les résultats des coentreprises	15,7	53,3	-6,2	62,8

(1) Données aux normes IFRS à 100 % sans élimination des transactions réalisées entre les différentes activités et sans élimination des transactions avec les sociétés contrôlées.

10.1.1.2. Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires de l'exercice 2015 des coentreprises et le rapprochement avec leur contribution au chiffre d'affaires ajusté de 2015 sont les suivants :

<i>En millions d'euros</i>	Chiffre d'affaires
Mobilier Urbain	130,0
Transport	554,1
Affichage	158,9
Total ⁽¹⁾	843,0
Impact de l'application du pourcentage de détention	-425,3
Elimination des transactions inter-activités & avec sociétés contrôlées	-4,2
Contribution des coentreprises au chiffre d'affaires ajusté	413,5

(1) Données aux normes IFRS à 100 % avant élimination des transactions réalisées entre les différentes activités et avant élimination des transactions avec les sociétés contrôlées.

10.1.1.3. Autres éléments du compte de résultat

Les autres éléments de compte de résultat de l'exercice 2015 caractéristiques des coentreprises sont les suivants ⁽¹⁾ :

<i>En millions d'euros</i>	Mobilier Urbain	Transport	Affichage
Dotations aux amort. & provisions nettes	-13,5	-17,0	-22,1
Coût de l'endettement net	0,4	3,6	-25,7
Impôt sur les bénéfices	-5,0	-40,2	4,3

(1) Données aux normes IFRS à 100 % sans élimination des transactions réalisées entre les différentes activités et sans élimination des transactions avec les sociétés contrôlées.

10.1.2. Sur l'année 2014

10.1.2.1. Résultat net

Le résultat net en 2014 des coentreprises et le rapprochement avec le compte de résultat des comptes consolidés de 2014 sont les suivants :

<i>En millions d'euros</i>	Mobilier Urbain	Transport	Affichage	Total
Résultat net ⁽¹⁾	28,9	99,7	3,2	131,8
Impact de l'application du pourcentage de détention	-15,0	-55,6	-3,0	-73,6
Perte de valeur des coentreprises			-7,1	-7,1
Quote-part dans les résultats des coentreprises	13,9	44,1	-6,9	51,1

(1) Données aux normes IFRS à 100 % sans élimination des transactions réalisées entre les différentes activités et sans élimination des transactions avec les sociétés contrôlées.

10.1.2.2. Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires de l'exercice 2014 des coentreprises et le rapprochement avec leur contribution au chiffre d'affaires ajusté de 2014 sont les suivants :

<i>En millions d'euros</i>	Chiffre d'affaires
Mobilier Urbain	104,0
Transport	460,6
Affichage	227,1
Total ⁽¹⁾	791,7
Impact de l'application du pourcentage de détention	-439,6
Élimination des transactions inter-activités & avec sociétés contrôlées	-2,8
Contribution des coentreprises au chiffre d'affaires ajusté	349,3

(1) Données aux normes IFRS à 100 % avant élimination des transactions réalisées entre les différentes activités et avant élimination des transactions avec les sociétés contrôlées.

10.1.2.3. Autres éléments du compte de résultat

Les autres éléments de compte de résultat de l'exercice 2014 caractéristiques des coentreprises sont les suivants ⁽¹⁾ :

<i>En millions d'euros</i>	Mobilier Urbain	Transport	Affichage
Dotations aux amort. & provisions nettes	-5,9	-16,9	-28,1
Coût de l'endettement net	0,1	2,5	-21,5
Impôt sur les bénéfices	-5,8	-30,5	-2,1

(1) Données aux normes IFRS à 100 % sans élimination des transactions réalisées entre les différentes activités et sans élimination des transactions avec les sociétés contrôlées.

10.2. Autres éléments du résultat global

10.2.1. Sur l'année 2015

Les autres éléments du résultat global en 2015 des coentreprises et le rapprochement avec les autres éléments du résultat global des comptes consolidés de 2015 sont les suivants :

<i>En millions d'euros</i>	Mobilier Urbain	Transport	Affichage	Total
Autres éléments du résultat global ⁽¹⁾	6,5	-8,5	0,1	-1,9
Impact de l'application du pourcentage de détention	-3,2	4,9	-0,5	1,2
Ecart de conversion sur perte de valeur des coentreprises	0,0	0,0	1,9	1,9
Ecart de conversion sur goodwill & élimination des titres	-1,1	3,0	-5,5	-3,6
Part des autres éléments du résultat global dans les coentreprises	2,2	-0,6	-4,0	-2,4

(1) Données aux normes IFRS à 100 % sans élimination des transactions réalisées entre les différentes activités et sans élimination des transactions avec les sociétés contrôlées.

10.2.2. Sur l'année 2014

Les autres éléments du résultat global en 2014 des coentreprises et le rapprochement avec les autres éléments du résultat global des comptes consolidés de 2014 sont les suivants :

<i>En millions d'euros</i>	Mobilier Urbain	Transport	Affichage	Total
Autres éléments du résultat global ⁽¹⁾	11,3	13,3	-22,4	2,2
Impact de l'application du pourcentage de détention	-5,6	-7,0	15,2	2,6
Ecart de conversion sur perte de valeur des coentreprises	0,0	0,0	0,0	0,0
Ecart de conversion sur goodwill & élimination des titres	-1,5	5,4	-28,5	-24,6
Part des autres éléments du résultat global dans les coentreprises	4,2	11,7	-35,7	-19,8

(1) Données aux normes IFRS à 100 % sans élimination des transactions réalisées entre les différentes activités et sans élimination des transactions avec les sociétés contrôlées.

10.3. Eléments de l'état de situation financière

10.3.1. Au 31 décembre 2015

10.3.1.1. Actif net

L'actif net ⁽¹⁾ au 31 décembre 2015 des coentreprises et le rapprochement avec l'état de situation financière des comptes consolidés au 31 décembre 2015 sont les suivants :

<i>En millions d'euros</i>	Mobilier Urbain	Transport	Affichage	Total
Actifs non courants	81,3	90,1	215,6	387,0
Actifs courants	118,8	297,7	60,5	477,0
Passifs non courants	-13,5	-5,8	-205,1	-224,4
Passifs courants	-61,8	-177,1	-49,2	-288,1
Actif net ⁽¹⁾	124,8	204,9	21,8	351,5
Impact de l'application du pourcentage de détention	-62,2	-95,9	-10,1	-168,2
Perte de valeur des coentreprises	0,0	-0,4	-10,4	-10,8
Goodwill & élimination des titres détenus par des coentreprises	12,8	77,1	47,6	137,5
Titres mis en équivalence	75,4	185,7	48,9	310,0

(1) Données aux normes IFRS à 100 % sans élimination des transactions réalisées entre les différentes activités et sans élimination des transactions avec les sociétés contrôlées.

10.3.1.2. Autres éléments de l'état de situation financière

Les éléments de dette financière nette de l'état de situation financière au 31 décembre 2015 caractéristiques des coentreprises sont les suivants ⁽¹⁾ :

<i>En millions d'euros</i>	Mobilier Urbain	Transport	Affichage
Trésorerie et équivalents de trésorerie nette des découverts bancaires	-4,2	153,9	9,9
Dettes financières non courantes	-0,8	-0,1	-197,9
Dettes financières courantes	-0,2	-1,8	-0,7

(1) Données aux normes IFRS à 100 % sans élimination des transactions réalisées entre les différentes activités et sans élimination des transactions avec les sociétés contrôlées.

10.3.2. Au 31 décembre 2014

10.3.2.1. Actif net

L'actif net ⁽¹⁾ au 31 décembre 2014 des coentreprises et le rapprochement avec l'état de situation financière des comptes consolidés au 31 décembre 2014 sont les suivants :

<i>En millions d'euros</i>	Mobilier Urbain	Transport	Affichage	Total
Actifs non courants	106,0	81,7	201,2	388,9
Actifs courants	111,4	280,5	72,9	464,8
Passifs non courants	-30,0	-6,9	-54,6	-91,5
Passifs courants ⁽²⁾	-70,5	-160,4	-161,9	-392,8
Actif net ⁽¹⁾	116,9	194,9	57,6	369,4
Impact de l'application du pourcentage de détention	-58,9	-105,6	-34,2	-198,7
Perte de valeur des coentreprises	0,0	-0,4	-12,3	-12,7
Goodwill & élimination des titres détenus par des coentreprises	9,5	74,1	52,4	136,0
Titres mis en équivalence	67,5	163,0	63,5	294,0

(1) Données aux normes IFRS à 100 % sans élimination des transactions réalisées entre les différentes activités et sans élimination des transactions avec les sociétés contrôlées.

(2) En raison d'une rupture des covenants, la dette financière de Russ Outdoor a été reclassée en dettes financières courantes au 31 décembre 2014 sans impact sur les covenants de JCDecaux S.A.

10.3.2.2. Autres éléments de l'état de situation financière

Les éléments de dette financière nette de l'état de situation financière au 31 décembre 2014 caractéristiques des coentreprises sont les suivants ⁽¹⁾ :

<i>En millions d'euros</i>	Mobilier Urbain	Transport	Affichage
Trésorerie et équivalents de trésorerie nette des découverts bancaires	1,9	143,1	26,8
Dettes financières non courantes	-17,5	-0,9	-49,3
Dettes financières courantes	-6,2	-3,6	-122,2

(1) Données aux normes IFRS à 100 % sans élimination des transactions réalisées entre les différentes activités et sans élimination des transactions avec les sociétés contrôlées.

10.4. Autres éléments

Le montant des dividendes reçus des coentreprises se décompose comme suit sur l'exercice 2015 :

<i>En millions d'euros</i>	Mobilier Urbain	Transport	Affichage
Dividendes reçus	16,4	46,7	1,6

Le montant des dividendes reçus des coentreprises se décompose comme suit sur l'exercice 2014 :

<i>En millions d'euros</i>	Mobilier Urbain	Transport	Affichage
Dividendes reçus	10,3	40,5	1,5

11. INFORMATIONS SUR LES ENTREPRISES ASSOCIÉES

11.1. Eléments de compte de résultat

Les éléments du compte de résultat caractéristiques sur la société significative APG|SGA SA et le rapprochement avec le compte de résultat des comptes consolidés sont les suivants :

<i>En millions d'euros</i>	2015	2014
	APG SGA SA	APG SGA SA
Chiffre d'affaires	293,1	256,1
Résultat net ⁽¹⁾	47,8	46,5
Impact de l'application du pourcentage de détention	-33,5	-32,5
Perte de valeur des entreprises associées	0,0	0,0
Quote-part dans les résultats des entreprises associées	14,3	14,0

(1) Données aux normes IFRS à 100 %.

La contribution des autres sociétés à la quote-part dans les résultats des entreprises associées est de 4,3 millions d'euros en 2015 et de 5,2 millions d'euros en 2014.

11.2. Eléments de l'état de situation financière

Les éléments de la situation nette ⁽¹⁾ caractéristiques sur la société significative APG|SGA SA et le rapprochement avec l'état de situation financière des comptes consolidés au 31 décembre 2015 et au 31 décembre 2014 sont les suivants :

<i>En millions d'euros</i>	2015	2014
	APG SGA SA	APG SGA SA
Actif	280,2	268,1
Passif	-149,4	-128,6
Situation nette	130,8	139,5
Impact de l'application du pourcentage de détention	-91,6	-97,7
Perte de valeur des entreprises associées	0,0	0,0
Goodwill	82,9	82,9
Titres mis en équivalence des entreprises associées	122,1	124,7

(1) Données aux normes IFRS à 100 %.

La contribution des autres sociétés dans les titres mis en équivalence des entreprises associées de l'état de situation financière est de 57,2 millions d'euros et de 56,5 millions d'euros au 31 décembre 2015 et au 31 décembre 2014.

La valorisation à 30 % de APG|SGA SA au cours de bourse du 30 décembre 2015 s'élève à 321,3 millions d'euros.

11.3. Autres éléments

Le montant des dividendes reçus des entreprises associées se décompose comme suit sur les exercices 2015 et 2014 :

<i>En millions d'euros</i>	2015			2014		
	APG SGA SA	Autres sociétés	Total	APG SGA SA	Autres sociétés	Total
Dividendes reçus	16,3	3,8	20,1	8,8	1,9	10,7

12. PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

12.1. Identité de la société mère

Au 31 décembre 2015, JCDecaux SA est détenue à 63,64 % par la société JCDecaux Holding.

12.2. Liste des sociétés consolidées

SOCIÉTÉS		Pays	% d'intérêt	Méthode de consolidation	% de contrôle*
MOBILIER URBAIN					
JCDecaux SA		France	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux FRANCE	(1)	France	100,00	Glob.	100,00
SOPACT		France	100,00	Glob.	100,00
SOMUPI		France	66,00	Glob.	66,00
JCDecaux ASIE HOLDING		France	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux EUROPE HOLDING		France	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux AMERIQUES HOLDING		France	100,00	Glob.	100,00
CYCLOCITY		France	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux AFRIQUE HOLDING		France	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux BOLLORE HOLDING		France	50,00	Equiv.*	50,00
JCDecaux FRANCE HOLDING		France	100,00	Glob.	100,00
MEDIAKIOSK		France	87,50	Glob.	82,50
MEDIA PUBLICITE EXTERIEURE		France	100,00	Glob.	100,00
CITÉGREEN	(2)	France	16,67	Equiv.	16,67
JCDecaux DEUTSCHLAND GmbH		Allemagne	100,00	Glob.	100,00
DSM DECAUX GmbH		Allemagne	50,00	Equiv.*	50,00
STADTREKLAME NÜRNBERG GmbH		Allemagne	35,00	Equiv.	35,00
WALL AG		Allemagne	90,10	Glob.	90,10
GEORG ZACHARIAS GmbH		Allemagne	90,10	Glob.	100,00
VVR WALL GmbH	(1)	Allemagne	90,10	Glob.	100,00
DIE DRAUSSENWERBER GmbH		Allemagne	90,10	Glob.	100,00
SKY HIGH TG GmbH		Allemagne	90,10	Glob.	100,00
REMSCHIEDER GESELLSCHAFT FÜR STADTVERKEHRSANLAGEN GbR.		Allemagne	45,05	Equiv.*	50,00
JCDecaux ARGENTINA SA	(5)	Argentine	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux STREET FURNITURE Pty Ltd		Australie	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux AUSTRALIA Pty Ltd		Australie	100,00	Glob.	100,00
ADBOOTH Pty Ltd		Australie	50,00	Glob.	50,00
JCDecaux CITYCYCLE AUSTRALIA Pty Ltd		Australie	100,00	Glob.	100,00
ARGE AUTOBAHNWERBUNG GmbH	(11)	Autriche	67,00	Glob.	100,00
JCDecaux AZERBAIJAN LLC		Azerbaïdjan	100,00	Glob.	100,00
JCD BAHRAIN SPC		Bahreïn	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux STREET FURNITURE BELGIUM	(1)	Belgique	100,00	Glob.	100,00
CITY BUSINESS MEDIA		Belgique	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux DO BRASIL S.A.	(1)	Brésil	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux SALVADOR S.A.		Brésil	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux SÃO PAULO S.A.		Brésil	100,00	Glob.	100,00
CONCESSIONARIA A HORA DE SÃO PAULO S.A.	(1)	Brésil	100,00	Glob.	80,00
CEMUSA DO BRASIL LTDA	(26)	Brésil	100,00	Glob.	100,00
CEMUSA BRASILIA S.A.	(26)	Brésil	100,00	Glob.	100,00

SOCIÉTÉS		Pays	% d'intérêt	Méthode de consolidation	% de contrôle*
CEMUSA AMAZONIA S.A.	(26)	Brésil	100,00	Glob.	100,00
CEMUSA RIO S.A.	(26)	Brésil	100,00	Glob.	100,00
CEMUSA SALVADOR S.A.	(26)	Brésil	65,00	Glob.	100,00
WALL SOFIA EOOD		Bulgarie	50,00	Equiv.*	50,00
OUTFRONT JCDecaux STREET FURNITURE CANADA, Ltd		Canada	50,00	Equiv.*	50,00
STAND OFF S.A.	(1)	Chili	85,00	Glob.	100,00
JCD P&D OUTDOOR ADVERTISING Co. Ltd		Chine	100,00	Glob.	100,00
BEIJING JCDecaux TIAN DI ADVERTISING Co., Ltd		Chine	100,00	Glob.	100,00
BEIJING PRESS JCDecaux MEDIA ADVERTISING Co. Ltd		Chine	50,00	Equiv.*	50,00
JCDecaux NINGBO BUS SHELTER ADVERTISING Co. Ltd		Chine	100,00	Glob.	100,00
BEIJING JCDecaux PEARL & DEAN		Chine	100,00	Glob.	100,00
EQUIPAMIENTOS URBANOS NACIONALES DE COLOMBIA Ltda		Colombie	84,99	Glob.	99,99
LLEGA S.A.S.	(6)	Colombie	85,00	Glob.	100,00
OPERADORA DE SERVICIOS GENERALES Y ADMINISTRATIVOS S.A.	(7)	Colombie	85,00	Glob.	100,00
JCDecaux KOREA Inc.		Corée du Sud	80,00	Glob.	80,00
EQUIPAMIENTOS URBANOS DE COSTA RICA S.A.		Costa Rica	85,00	Glob.	100,00
PUBLIVALLAS S.A.		Costa Rica	85,00	Glob.	100,00
AFA JCDecaux A/S		Danemark	50,00	Glob.	50,00
EL MOBILIARIO URBANO SLU		Espagne	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux ATLANTIS SA		Espagne	85,00	Glob.	85,00
JCDecaux LATIN AMERICA INVESTMENTS HOLDING S.L.		Espagne	100,00	Glob.	100,00
CORPORACION AMERICANA DE EQUIPAMIENTOS URBANOS SRL		Espagne	70,00	Glob.	70,00
CEMUSA CORPORACION EUROPEA DE MOBILIARIO URBANO S.A. EL MOBILIARIO URBANO, S.L.U. (anciennement CEMUSA CORPORACION EUROPEA DE MOBILIARIO URBANO S.A.)	(26)	Espagne	100,00	Glob.	100,00
CORPORACION EUROPEA DE MOBILIARIO URBANO S.A.	(1) & (26)	Espagne	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux EESTI OU		Estonie	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux NEW YORK, Inc.		Etats-Unis	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux SAN FRANCISCO, LLC		Etats-Unis	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux MALLSCAPE, LLC		Etats-Unis	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux CHICAGO, LLC		Etats-Unis	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux NEW YORK, LLC		Etats-Unis	100,00	Glob.	100,00
OUTFRONT DECAUX STREET FURNITURE, LLC		Etats-Unis	50,00	Equiv.*	50,00
JCDecaux NORTH AMERICA, Inc.		Etats-Unis	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux BOSTON, Inc.		Etats-Unis	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux SREET FURNITURE, Inc.	(26)	Etats-Unis	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux STREET FURNITURE GREATER BOSTON, LLC	(26)	Etats-Unis	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux STREET FURNITURE NEW YORK, LLC	(26)	Etats-Unis	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux FINLAND Oy	(1)	Finlande	100,00	Glob.	100,00
EQUIPAMIENTOS URBANOS DE GUATEMALA, S.A.		Guatemala	85,00	Glob.	100,00

SOCIÉTÉS		Pays	% d'intérêt	Méthode de consolidation	% de contrôle*
PUBLIVALLAS DE GUATEMALA, S.A.		Guatemala	84,98	Glob.	99,98
VISTA CENTROAMERICANA S.A.	(8)	Guatemala	85,00	Glob.	100,00
JCDecaux CITYSCAPE HONG KONG Ltd		Hong Kong	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux CITYSCAPE Ltd		Hong Kong	100,00	Glob.	100,00
IMMENSE PRESTIGE		Hong Kong	100,00	Glob.	100,00
BUS FOCUS Ltd	(21)	Hong Kong	40,00	Equiv.	40,00
VBM VAROSBUTOR ES MEDIA Kft.		Hongrie	90,10	Glob.	100,00
JCDecaux HUNGARY Zrt	(1)	Hongrie	67,00	Glob.	100,00
JCDecaux ADVERTISING INDIA PVT Ltd	(1)	Inde	100,00	Glob.	100,00
AFA JCDecaux ICELAND ehf		Islande	50,00	Glob.	100,00
JCDecaux ISRAEL Ltd		Israël	92,00	Glob.	92,00
CEMUSA ITALIA Srl	(26) & (27)	Italie	100,00	Glob.	100,00
MCDECAUX Inc.		Japon	85,00	Glob.	85,00
CYCLOCITY Inc.		Japon	100,00	Glob.	100,00
RTS DECAUX JSC		Kazakhstan	50,00	Glob.	50,00
JCDecaux LATVIJA SIA		Lettonie	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux LIETUVA UAB		Lituanie	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux LUXEMBOURG SA	(1)	Luxembourg	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux GROUP SERVICES SARL		Luxembourg	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux MONGOLIA LLC		Mongolie	51,00	Glob.	51,00
JCDecaux MACAU	(1)	Macao	80,00	Glob.	80,00
EQUIPAMIENTOS URBANOS DE MEXICO, S.A. DE C.V.		Mexique	85,00	Glob.	100,00
PASCONA, S.A. DE C.V.		Mexique	85,00	Glob.	100,00
SERVICIOS DE COMERCIALIZACION DE PUBLICIDAD, S.A. DE C.V.		Mexique	85,00	Glob.	100,00
SERVICIO Y TECNOLOGIA ESPECIALIZADA, S.A. DE C.V.		Mexique	85,00	Glob.	100,00
TENEDORA DE ACCIONES DE MOBILIARIO, S.A. DE C.V.	(24)	Mexique	85,00	Glob.	100,00
MEDIOS DE PUBLICIDAD S.A. DE C.V.	(24)	Mexique	85,00	Glob.	100,00
EQUIPAMIENTOS URBANOS DE LA PENINSULA, S.A. DE C.V.	(9) & (24)	Mexique	85,00	Glob.	100,00
JCDecaux OMAN	(1) & (13)	Oman	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux UZ		Ouzbékistan	70,25	Glob.	70,25
JCDecaux PANAMA, S.A.	(1)	Panama	85,00	Glob.	100,00
PUBLIVALLAS DE PANAMA, S.A.	(2)	Panama	85,00	Glob.	100,00
JCDecaux CENTRAL AMERICA HOLDINGS S.A.	(3)	Panama	85,00	Glob.	100,00
JCDecaux CENTROAMERICA HOLDING S.A.	(3)	Panama	85,00	Glob.	100,00
JCDecaux NEDERLAND BV		Pays-Bas	100,00	Glob.	100,00
VERKOOP KANTOOR MEDIA (V.K.M.) BV	(2)	Pays-Bas	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux PORTUGAL - MOBILIARIO URBANO Lda		Portugal	100,00	Glob.	100,00
PURBE PUBLICIDADE URBANA & GESTAO Lda		Portugal	100,00	Glob.	100,00
ELAN DECAUX W.L.L. (anciennement Q. MEDIA DECAUX WLL)	(1)	Qatar	50,00	Equiv.*	49,00
JCDecaux MESTSKY MOBILIAR Spol Sro	(1)	Rép. Tchèque	100,00	Glob.	100,00
RENCAR MEDIA Spol Sro		Rép. Tchèque	46,90	Glob.	100,00
CLV CR Spol Sro		Rép. Tchèque	23,45	Equiv.*	50,00

SOCIÉTÉS		Pays	% d'intérêt	Méthode de consolidation	% de contrôle*
EQUIPAMIENTOS URBANOS DOMINICANOS, S.A.		Rép. Dominicaine	85,00	Glob.	100,00
INVERSIONES E.D.G.B., S.A.	(4)	Rép. Dominicaine	42,50	Equiv.*	50,00
DISTRIBUIDORA DE VALLAS DOMINICANA, S.A.		Rép. Dominicaine	84,97	Glob.	100,00
JCDecaux UK Ltd	(1)	Royaume-Uni	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux SMALL CELLS Ltd		Royaume-Uni	70,00	Glob.	70,00
IN FOCUS PUBLIC NETWORKS LIMITED	(3)	Royaume-Uni	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux EL SALVADOR, S.A. DE C.V.		Salvador	85,00	Glob.	100,00
PUBLIVALLAS DE EL SALVADOR, S.A. DE C.V.		Salvador	85,00	Glob.	100,00
JCDecaux SINGAPORE Pte Ltd		Singapour	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux SLOVAKIA Sro		Slovaquie	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux SVERIGE AB		Suède	100,00	Glob.	100,00
OUTDOOR AB		Suède	48,50	Equiv.*	48,50
JCDecaux SVERIGE FORSALJNINGSAKTIEBOLAG		Suède	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux CORPORATE SERVICES GmbH		Suisse	100,00	Glob.	100,00
ERA REKLAM AS		Turquie	90,10	Glob.	100,00
WALL SEHIR DIZAYNI LS		Turquie	90,10	Glob.	100,00
JCDecaux URUGUAY	(14)	Uruguay	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux URUGUAY SA	(3)	Uruguay	100,00	Glob.	100,00
TRANSPORT					
MEDIA AEROPORTS DE PARIS		France	50,00	Equiv.*	50,00
METROBUS		France	33,00	Equiv.	33,00
CONTINENTAL SPG OUTDOOR ADVERTISING (Pty Ltd)	(12)	Afrique du Sud	35,00	Equiv.*	50,00
JCDecaux ALGERIE SARL		Algérie	80,00	Glob.	80,00
JCDecaux AIRPORT ALGER EURL		Algérie	80,00	Glob.	100,00
JCDecaux AIRPORT CENTRE SARL		Algérie	49,00	Equiv.	49,00
MEDIA FRANKFURT GmbH		Allemagne	39,00	Equiv.*	39,00
JCDecaux AIRPORT MEDIA GmbH		Allemagne	100,00	Glob.	100,00
TRANS-MARKETING GmbH		Allemagne	79,12	Glob.	87,82
JCDecaux ATA SAUDI LLC		Arabie Saoudite	60,00	Glob.	60,00
INFOSCREEN AUSTRIA GmbH		Autriche	67,00	Glob.	100,00
JCDecaux AIRPORT BELGIUM		Belgique	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux CAMEROUN		Cameroun	50,00	Equiv.*	50,00
JCDecaux CHILE SA	(1)	Chili	85,00	Glob.	100,00
JCD MOMENTUM SHANGHAI AIRPORT ADVERTISING Co. Ltd		Chine	35,00	Equiv.*	35,00
JCDecaux ADVERTISING (BEIJING) Co. Ltd		Chine	100,00	Glob.	100,00
BEIJING TOP RESULT METRO ADV. Co. Ltd	(23)	Chine	90,00	Equiv.*	38,00
JCDecaux ADVERTISING (SHANGHAI) Co. Ltd		Chine	100,00	Glob.	100,00
NANJING MPI TRANSPORTATION ADVERTISING		Chine	50,00	Glob.	87,60
CHONGQING MPI PUBLIC TRANSPORTATION ADVERTISING Co. Ltd		Chine	60,00	Glob.	60,00
CHENGDU MPI PUBLIC TRANSPORTATION ADV. Co. Ltd		Chine	100,00	Glob.	100,00
SHANGHAI ZHONGLE VEHICLE PAINTING Co. Ltd	(4)	Chine	40,00	Equiv.	40,00
JINAN CHONGGUAN SHUNHUA PUBLIC TRANSPORT ADV. Co. Ltd		Chine	30,00	Equiv.*	30,00

SOCIÉTÉS		Pays	% d'intérêt	Méthode de consolidation	% de contrôle*
SHANGHAI SHENTONG JCDecaux METRO ADVERTISING Co. Ltd		Chine	65,00	Equiv.*	51,00
JCDecaux XINCHAO ADV. (XIAMEN) LIMITED Co. Ltd	(2)	Chine	80,00	Glob.	80,00
NANJING METRO JCDecaux ADVERTISING Co., Ltd		Chine	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux ADVERTISING CHONGQING Co., Ltd		Chine	80,00	Glob.	80,00
JCDecaux SUZHOU METRO ADVERTISING Co. Ltd		Chine	80,00	Glob.	65,00
NANJING JCDecaux BUS ADVERTISING Co., Ltd		Chine	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux DICON FZ CO		Emirats Arabes Unis	75,00	Glob.	75,00
JCDecaux ADVERTISING AND MEDIA LLC		Emirats Arabes Unis	80,00	Glob.	49,00
JCDecaux MIDDLE EAST FZ-LLC		Emirats Arabes Unis	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux OUT OF HOME FZ-LLC (ABU DHABI)		Emirats Arabes Unis	55,00	Glob.	55,00
JCDecaux AIRPORT ESPANA S.A.U		Espagne	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux & CEVASA S.A.	(2)	Espagne	50,00	Equiv.*	50,00
JCDecaux TRANSPORT, S.L.U.		Espagne	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux AIRPORT, Inc.		Etats-Unis	100,00	Glob.	100,00
JOINT VENTURE FOR THE OPERATION OF THE ADVERTISING CONCESSION AT LAW, LLC		Etats-Unis	92,50	Glob.	92,50
JOINT VENTURE FOR THE OPERATION OF THE ADVERTISING CONCESSION AT DALLAS, LLC		Etats-Unis	100,00	Glob.	100,00
MIAMI AIRPORT CONCESSION, LLC		Etats-Unis	50,00	Equiv.*	50,00
JCDecaux AIRPORT CHICAGO, LLC		Etats-Unis	100,00	Glob.	100,00
THE JOINT VENTURE FOR THE OPERATION OF THE ADVERTISING CONCESSION AT HOUSTON AIRPORTS, LLC		Etats-Unis	99,00	Glob.	99,00
JCDecaux AIRPORT BOSTON, LLC		Etats-Unis	98,00	Glob.	98,00
JCDecaux AIRPORT SPONSORSHIPS, LLC		Etats-Unis	50,00	Equiv.*	50,00
JCDecaux PEARL & DEAN Ltd		Hong Kong	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux OUTDOOR ADVERTISING HK Ltd		Hong Kong	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux INNOVATE Ltd		Hong Kong	100,00	Glob.	100,00
MEDIA PRODUCTION Ltd		Hong Kong	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux CHINA HOLDING Ltd		Hong Kong	100,00	Glob.	100,00
BERON Ltd	(21)	Hong Kong	100,00	Glob.	100,00
TOP RESULT PROMOTION Ltd	(1)	Hong Kong	100,00	Glob.	100,00
MEDIA PARTNERS INTERNATIONAL Ltd	(1)	Hong Kong	100,00	Glob.	100,00
MPI PRODUCTION Ltd		Hong Kong	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux DIGITAL VISION (HK) Ltd. (anciennement DIGITAL VISION (MEI TI BO LE GROUP))		Hong Kong	100,00	Glob.	100,00
IGPDECAUX Spa	(1) & (10)	Italie	60,00	Equiv.*	60,00
CNDECAUX AIRPORT MEDIA Co. Ltd		Macao	30,00	Equiv.	30,00
JCDecaux NORGE AS	(1)	Norvège	97,69	Glob.	100,00

SOCIÉTÉS		Pays	% d'intérêt	Méthode de consolidation	% de contrôle*
JCDecaux AEROPUERTO DE LIMA SAC (anciennement JCDecaux PERU S.A.C.)		Pérou	100,00	Glob.	100,00
EYE CATCHER MEDIA S.A.C.	(1) & (22)	Pérou	70,00	Glob.	70,00
JCDecaux AIRPORT POLSKA Sp zoo		Pologne	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux AIRPORT PORTUGAL SA		Portugal	85,00	Glob.	85,00
RENCAR PRAHA AS		Rép. Tchèque	46,90	Glob.	70,00
JCDecaux AIRPORT UK Ltd		Royaume-Uni	100,00	Glob.	100,00
CONCOURSE INITIATIVES Ltd		Royaume-Uni	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux ASIA SINGAPORE Pte Ltd		Singapour	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux OUT OF HOME ADVERTISING Pte Ltd	(1)	Singapour	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux THAILAND Co., Ltd		Thaïlande	98,00	Glob.	49,50
AFFICHAGE					
JCDecaux SOUTH AFRICA HOLDINGS (PROPRIETARY) LIMITED		Afrique du Sud	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux SOUTH AFRICA OUTDOOR ADVERTISING (PROPRIETARY) LIMITED		Afrique du Sud	70,00	Glob.	70,00
CONTINENTAL OUTDOOR MEDIA AFRICA (Pty) Ltd	(12)	Afrique du Sud	70,00	Glob.	100,00
MERAFAE RAIL	(12)	Afrique du Sud	70,00	Glob.	100,00
MERAFAE OUTDOOR	(12)	Afrique du Sud	70,00	Glob.	100,00
CORPCOM OUTDOOR	(12)	Afrique du Sud	70,00	Glob.	100,00
SUBURBAN INDUSTRIAL SIGN DESIGN	(12)	Afrique du Sud	70,00	Glob.	100,00
RENT A SIGN LEBOWA	(12)	Afrique du Sud	35,00	Equiv.*	50,00
CONTINENTAL OUTDOOR MEDIA (Pty) Ltd	(12)	Afrique du Sud	70,00	Glob.	100,00
OUTDOOR Co (Pty) Ltd	(12)	Afrique du Sud	70,00	Glob.	100,00
BDEYE DESIGNS (Pty) Ltd	(12)	Afrique du Sud	70,00	Glob.	100,00
KCF INVESTMENTS (Pty) Ltd	(12)	Afrique du Sud	70,00	Glob.	100,00
NEWSHEL1001 (Pty) Ltd (Lease Co)	(12)	Afrique du Sud	70,00	Glob.	100,00
SIYENZA GRAPHIC DESIGN (Pty) Ltd	(12)	Afrique du Sud	70,00	Glob.	100,00
INTER OUTDOOR AFRICA (Pty) Ltd	(12)	Afrique du Sud	70,00	Glob.	100,00
CONTINENTAL OUTDOOR MEDIA HOLDING	(12)	Afrique du Sud	70,00	Glob.	100,00
CONTINENTAL OUTDOOR MEDIA (ANGOLA) Lda	(12)	Angola	70,00	Glob.	100,00
URBANMEDIA ARGENTINA S.A.	(5)	Argentine	86,50	Glob.	100,00
GEWISTA WERBEGESELLSCHAFT.mbH	(1)	Autriche	67,00	Glob.	67,00
PROGRESS AUSSENWERBUNG GmbH		Autriche	42,34	Glob.	51,00
PROGRESS WERBELAND WERBE. GmbH		Autriche	34,17	Glob.	51,00
ISPA WERBEGES.mbH		Autriche	42,34	Glob.	51,00
USP WERBEGESELLSCHAFT.mbH		Autriche	50,25	Glob.	75,00
JCDecaux CENTRAL EASTERN EUROPE GmbH		Autriche	100,00	Glob.	100,00
GEWISTA SERVICE GmbH		Autriche	67,00	Glob.	100,00
ROLLING BOARD OBERÖSTERREICH WERBE GmbH		Autriche	25,13	Equiv.*	50,00
KULTURPLAKAT		Autriche	67,00	Glob.	100,00
MEGABOARD SORAVIA GmbH	(11)	Autriche	67,00	Glob.	100,00
ANKÜNDER GmbH		Autriche	16,68	Equiv.	24,90
JCDecaux BILLBOARD BELGIUM		Belgique	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux ARTVERTISING BELGIUM		Belgique	100,00	Glob.	100,00
INSERT BELGIUM SA		Belgique	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux BOTSWANA (PROPRIETARY) LIMITED	(12)	Botswana	70,00	Glob.	100,00

SOCIÉTÉS		Pays	% d'intérêt	Méthode de consolidation	% de contrôle*
JCDecaux BULGARIA HOLDING BV	(19)	Bulgarie	50,00	Equiv.*	50,00
JCDecaux BULGARIA EOOD		Bulgarie	50,00	Equiv.*	50,00
GRANTON ENTERPRISES LIMITED	(2)	Bulgarie	50,00	Equiv.*	50,00
AGENCIA PRIMA AD		Bulgarie	45,00	Equiv.*	50,00
MARKANY LINE EOOD		Bulgarie	50,00	Equiv.*	50,00
A TEAM EOOD		Bulgarie	50,00	Equiv.*	50,00
EASY DOCK EOOD		Bulgarie	50,00	Equiv.*	50,00
PRIME OUTDOOR OOD		Bulgarie	50,00	Equiv.*	50,00
CEE MEDIA HOLDING LIMITED		Chypre	50,00	Equiv.*	50,00
DROSFIELD ENTERPRISES LIMITED		Chypre	50,00	Equiv.*	50,00
OUTDOOR MEDIA SYSTEMS LIMITED		Chypre	50,00	Equiv.*	50,00
FEGPORT INVESTMENTS Ltd		Chypre	25,00	Equiv.*	25,00
ELACORP LIMITED		Chypre	18,75	Equiv.*	25,00
EUROPLAKAT Doo		Croatie	42,34	Glob.	51,00
METROPOLIS MEDIA Doo		Croatie	42,34	Glob.	100,00
FULL TIME Doo		Croatie	42,34	Glob.	100,00
JCDecaux STREET FURNITURE FZ LLC		Emirats Arabes Unis	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux ESPAÑA S.L.U.	(1)	Espagne	100,00	Glob.	100,00
CLEAR CHANNEL ESPAÑA, S.L.U. y CEMUSA - CORPORACION EUROPEA DE MOBILIARIO URBANO, S.A.	(26)	Espagne	50,00	Equiv.*	50,00
INTERSTATE JCDecaux LLC		Etats-Unis	49,00	Equiv.*	49,00
JV INTELLIGENT SIGN NETWORK (ISN)		Etats-Unis	51,00	Equiv.*	51,00
POAD		Hong Kong	49,00	Equiv.	49,00
DAVID ALLEN HOLDINGS Ltd	(18)	Irlande	100,00	Glob.	100,00
DAVID ALLEN POSTER SITES Ltd		Irlande	100,00	Glob.	100,00
SOLAR HOLDINGS Ltd		Irlande	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux IRELAND Ltd		Irlande	100,00	Glob.	100,00
BRAVO OUTDOOR ADVERTISING Ltd		Irlande	100,00	Glob.	100,00
N.B.S.H. PROREKLAM-EUROPLAKAT PRISHTINA	(4)	Kosovo	20,67	Equiv.*	41,13
JCDecaux LESOTHO (PROPRIETARY) LIMITED	(12)	Lesotho	70,00	Glob.	100,00
JCDecaux MADAGASCAR	(12)	Madagascar	56,00	Glob.	80,00
JCDecaux MEDIA Sdn Bhd		Malaisie	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux OUTDOOR ADVERTISING LIMITED	(12)	Malawi	70,00	Glob.	100,00
JCDecaux (MAURITIUS) Ltd	(12)	Maurice	70,00	Glob.	100,00
CONTINENTAL OUTDOOR MEDIA MANAGEMENT COMPANY (MAURITIUS) Ltd	(12)	Maurice	70,00	Glob.	100,00
JCDecaux MOZAMBIQUE LIMITADA	(12)	Mozambique	70,00	Glob.	100,00
JCDecaux NAMIBIA OUTDOOR ADVERTISING (Pty) Ltd	(12)	Namibie	70,00	Glob.	100,00
CONTINENTAL OUTDOOR MEDIA UGANDA Ltd	(12)	Ouganda	70,00	Glob.	100,00
EUROPOSTER BV		Pays-Bas	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux NEONLIGHT Sp zoo		Pologne	100,00	Glob.	100,00
GIGABOARD POLSKA Sp zoo Poland	(11)	Pologne	67,00	Glob.	100,00
RED PORTUGUESA - PUBLICIDADE EXTERIOR SA		Portugal	96,38	Glob.	96,38

SOCIÉTÉS		Pays	% d'intérêt	Méthode de consolidation	% de contrôle*
AUTEDOR - PUBLICIDADE EXTERIOR Lda		Portugal	49,15	Glob.	51,00
GREEN - PUBLICIDADE EXTERIOR Lda	(4)	Portugal	53,01	Glob.	55,00
RED LITORAL - PUBLICIDADE EXTERIOR Lda		Portugal	72,29	Glob.	75,00
AVENIR PRAHA Spol Sro	(25)	Rép. Tchéque	67,00	Glob.	100,00
EUROPLAKAT Spol Sro		Rép. Tchéque	67,00	Glob.	100,00
JCDecaux Ltd		Royaume-Uni	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux UNITED Ltd		Royaume-Uni	100,00	Glob.	100,00
ALLAM GROUP Ltd		Royaume-Uni	100,00	Glob.	100,00
EXCEL OUTDOOR MEDIA Ltd		Royaume-Uni	100,00	Glob.	100,00
RUSS OUT OF HOME BV (RUSS OUTDOOR)	(16)	Russie	25,00	Equiv.*	25,00
AVTOBAZA SVYAZ JSC	(4)	Russie	25,00	Equiv.*	25,00
ADVANCE HOLDING LLC		Russie	12,75	Equiv.*	25,00
ALMACOR UNDERGROUND LLC		Russie	21,25	Equiv.*	25,00
ANZH LLC		Russie	25,00	Equiv.*	25,00
APR CITY/TVD LLC		Russie	25,00	Equiv.*	25,00
BIG - MEDIA Ltd.		Russie	25,00	Equiv.*	25,00
BIGBOARD LLC		Russie	25,00	Equiv.*	25,00
DISPLAY LLC		Russie	18,75	Equiv.*	25,00
EDINY GOROD LLC		Russie	12,75	Equiv.*	25,00
EKRAN LLC		Russie	25,00	Equiv.*	25,00
EUROPEAN OUTDOOR COMPANY Inc.	(17)	Russie	25,00	Equiv.*	25,00
EXPOMEDIA LLC		Russie	25,00	Equiv.*	25,00
FREGAT LLC		Russie	25,00	Equiv.*	25,00
HARDLINK SOLUTIONS LLC	(3)	Russie	25,00	Equiv.*	25,00
JSC MOSCOW CITY ADVERTISING		Russie	24,67	Equiv.*	25,00
WALL CIS LLC		Russie	25,00	Equiv.*	25,00
KIWI SERVICES LIMITED	(17)	Russie	25,00	Equiv.*	25,00
KRASNOGORSK SOUZ REKLAMA LLC		Russie	15,00	Equiv.*	25,00
MARS ART LLC		Russie	25,00	Equiv.*	25,00
MEDIA INFORM LLC		Russie	12,75	Equiv.*	25,00
MEDIA SUPPORT SERVICES Ltd	(17)	Russie	25,00	Equiv.*	25,00
MERCURY OUTDOOR DISPLAYS Ltd	(17)	Russie	25,00	Equiv.*	25,00
NEWS OUT OF HOME GmbH	(15)	Russie	25,00	Equiv.*	25,00
NIZHNOVREKLAMA LLC		Russie	25,00	Equiv.*	25,00
NORTH WEST FACTORY LLC		Russie	25,00	Equiv.*	25,00
NORTHERN OUTDOOR DISPLAYS Ltd	(17)	Russie	25,00	Equiv.*	25,00
OMS LLC		Russie	25,00	Equiv.*	25,00
OUTDOOR LLC		Russie	25,00	Equiv.*	25,00
OUTDOOR MARKETING LLC		Russie	25,00	Equiv.*	25,00
OUTDOOR MEDIA MANAGEMENT LLC		Russie	25,00	Equiv.*	25,00
OUTDOOR SYSTEMS LIMITED	(17)	Russie	25,00	Equiv.*	25,00
PETROVIK LLC		Russie	25,00	Equiv.*	25,00
PRESTIGE SERVICE LLC		Russie	25,00	Equiv.*	25,00
PRIMESITE LLC		Russie	25,00	Equiv.*	25,00
PRIMESITE Ltd	(17)	Russie	25,00	Equiv.*	25,00
PUBLICITY XXI LLC		Russie	25,00	Equiv.*	25,00
RCMO JSC		Russie	12,50	Equiv.*	25,00
REKART INTERNATIONAL LIMITED	(17)	Russie	25,00	Equiv.*	25,00
REKART MEDIA LLC		Russie	25,00	Equiv.*	25,00

RUSS INDOOR LLC		Russie	25,00	Equiv.*	25,00
RUSS OUTDOOR LLC		Russie	25,00	Equiv.*	25,00
RUSS OUTDOOR MEDIA LLC		Russie	25,00	Equiv.*	25,00
SCARBOROUGH ASSOCIATED SA	(17)	Russie	25,00	Equiv.*	25,00
SCROPE TRADE & FINANCE SA	(17)	Russie	25,00	Equiv.*	25,00
SENROSE FINANCE LIMITED	(17)	Russie	25,00	Equiv.*	25,00
SOLVEX Ltd	(17)	Russie	25,00	Equiv.*	25,00
STOLITSA M CJCS		Russie	25,00	Equiv.*	25,00
TECHNO STROY LLC		Russie	24,75	Equiv.*	25,00
TERMOTRANS LLC		Russie	25,00	Equiv.*	25,00
TRINITY NEON LLC		Russie	25,00	Equiv.*	25,00
UNITED OUTDOOR HOLDING Inc.	(17)	Russie	25,00	Equiv.*	25,00
VIVID PINK LIMITED	(17)	Russie	25,00	Equiv.*	25,00
WILD PLUM LIMITED	(17)	Russie	25,00	Equiv.*	25,00
MEGABOARD SORAVIA Doo, BEOGRAD	(2)	Serbie	50,32	Glob.	100,00
ISPA BRATISLAVA Spol Sro		Slovaquie	67,00	Glob.	100,00
EUROPLAKAT INTERWEB Spol Sro		Slovaquie	67,00	Glob.	100,00
EUROPLAKAT Doo		Slovénie	27,56	Equiv.*	41,13
PLAKATIRANJE Doo		Slovénie	27,56	Equiv.*	41,13
SVETLOBNE VITRINE		Slovénie	27,56	Equiv.*	41,13
MADISON Doo		Slovénie	27,56	Equiv.*	41,13
METROPOLIS MEDIA Doo (SLOVENIA)		Slovénie	27,56	Equiv.*	41,13
APG SGA SA		Suisse	30,00	Equiv.	30,00
JCDecaux SWAZILAND (PROPRIETARY) LIMITED	(12)	Swaziland	70,00	Glob.	100,00
CONTINENTAL OUTDOOR MEDIA (TANZANIA) Ltd	(12)	Tanzanie	70,00	Glob.	100,00
BIGBOARD B.V.	(20)	Ukraine	50,00	Equiv.*	50,00
BIGBOARD GROUP LLC		Ukraine	50,00	Equiv.*	50,00
ALTER-V LLC		Ukraine	50,00	Equiv.*	50,00
AUTO CAPITAL LLC		Ukraine	50,00	Equiv.*	50,00
BIG MEDIA LLC		Ukraine	50,00	Equiv.*	50,00
BIGBOARD KHARKOV		Ukraine	50,00	Equiv.*	50,00
BIGBOARD KIEV LLC		Ukraine	50,00	Equiv.*	50,00
BIGBOARD KRIVOY ROG	(2)	Ukraine	50,00	Equiv.*	50,00
BIGBOARD LVIV		Ukraine	50,00	Equiv.*	50,00
BIGBOARD SIMFEROPOL		Ukraine	50,00	Equiv.*	50,00
BIGBOARD VYSHGOROD		Ukraine	50,00	Equiv.*	50,00
BIGBOARD ZAPOROZHIE		Ukraine	50,00	Equiv.*	50,00
BOMOND LLC		Ukraine	25,00	Equiv.*	50,00
GARMONIYA LLC		Ukraine	50,00	Equiv.*	50,00
MEDIA CITY	(2)	Ukraine	50,00	Equiv.*	50,00
MEDIA PARTNER - O		Ukraine	50,00	Equiv.*	50,00
OUTDOORAUTO		Ukraine	50,00	Equiv.*	50,00
POSTER DNEPROPE'TROVSK		Ukraine	50,00	Equiv.*	50,00
POSTER DONETSK		Ukraine	50,00	Equiv.*	50,00
POSTER GROUP LLC		Ukraine	50,00	Equiv.*	50,00

SOCIÉTÉS		Pays	% d'intérêt	Méthode de consolidation	% de contrôle*
POSTER LLC KIEV		Ukraine	50,00	Equiv.*	50,00
POSTER ODESSA		Ukraine	50,00	Equiv.*	50,00
REKSVIT UKRAINE		Ukraine	50,00	Equiv.*	50,00
UKRAIYNSKA REKLAMA LLC		Ukraine	50,00	Equiv.*	50,00
VULITCHNI MEBLI		Ukraine	50,00	Equiv.*	50,00
JCDecaux ZAMBIA LIMITED	(12)	Zambie	70,00	Glob.	100,00
JCDecaux ZIMBABWE (PRIVATE) LIMITED	(12)	Zimbabwe	70,00	Glob.	100,00

- (1) Sociétés qui sont réparties sur deux ou trois activités pour les besoins d'information sectorielle, mais reprises ici sur leur activité historique.
- (2) Sociétés liquidées en 2015.
- (3) Sociétés consolidées en 2015.
- (4) Sociétés cédées en 2015.
- (5) Rachat des participations ne donnant pas le contrôle dans JCDecaux Argentina SA (Argentine) par JCDecaux Asie Holding (France) portant le pourcentage d'intérêts financier et de contrôle à 100%. Cette opération porte le pourcentage d'intérêts financiers dans Urbanmedia Argentina S.A. (Argentine) à 86,5% compte tenu du fait qu'elle est détenue par JCDecaux Argentina SA (Argentine).
- (6) Rachat des participations ne donnant pas le contrôle dans Llega S.A.S. (Colombie) par Equipamientos Urbanos Nacionales De Colombia Ltda (Colombie) en mai 2015 portant le pourcentage de contrôle à 100%.
- (7) Operadora De Servicios Generales Y Administrativos S.A. (Colombie) est absorbée par Equipamientos Urbanos Nacionales De Colombia Ltda (Colombie) le 27 avril 2015.
- (8) Prise de contrôle de Vista Centroamericana S.A. (Guatemala) par Equipamientos Urbanos De Guatemala, S.A. (Guatemala) le 14 avril 2015 ; la société est désormais consolidée en intégration globale.
- (9) Rachat des participations ne donnant pas le contrôle dans Equipamientos Urbanos de la Peninsula, S.A. de C.V. (Mexique) par Equipamientos Urbanos de Mexico, S.A. de C.V. (Mexique) le 20 mars 2015 portant le pourcentage d'intérêts financiers à 63,75% et le pourcentage de contrôle à 75%.
- (10) Rachat de participations complémentaires dans IGPDecaux Spa (Italie) par JCDecaux Europe Holding (France) le 30 juin 2015 portant le pourcentage d'intérêts financiers et le pourcentage de contrôle à 60%.
- (11) Rachat des participations ne donnant pas le contrôle dans Megaboard Soravia GmbH (Autriche) par Gewista Werbegesellschaft mbH en juillet 2015 portant, pour elle et ses filiales, le pourcentage d'intérêts financiers à 67% et le pourcentage de contrôle à 100%.
- (12) Acquisition de 70% d'intérêts dans le groupe Continental Outdoor Media le 18 juin 2015. La plupart des sociétés du groupe Continental ont changé de dénomination sociale après l'acquisition.
- (13) Cette société est un établissement de JCDecaux Bahrain SPC.
- (14) Cette société est un établissement de JCDecaux France.
- (15) Société de droit autrichien opérant en Russie.
- (16) Société de droit néerlandais opérant en Russie.
- (17) Sociétés de droit des Iles Vierges Britanniques détenant des participations en Russie.
- (18) Société de droit britannique opérant en Irlande du Nord.
- (19) Société de droit néerlandais opérant en Bulgarie.
- (20) Société de droit néerlandais opérant en Ukraine.
- (21) Sociétés de droit des Iles Vierges Britanniques détenant des participations à Hong Kong.
- (22) Acquisition de 70% du capital d'Eye Catcher Media (Pérou) le 31 août 2015.
- (23) Beijing Top Result Metro Adv. Co. Ltd (Chine) est consolidée par la méthode de la mise en équivalence du fait du contrôle conjoint avec le partenaire du Groupe dans les pouvoirs de Direction.
- (24) Rachat par Equipamientos Urbanos de Mexico, S.A. de C.V. (Mexique) le 9 octobre 2015 auprès du partenaire de 50% de Tenedora de Acciones de Mobiliario, S.A. de C.V. (Mexique) ; désormais Tenedora de Acciones de Mobiliario, S.A. de C.V. (Mexique), Medios de Publicidad S.A. de C.V. (Mexique) et Equipamientos Urbanos de la Peninsula, S.A. de C.V. (Mexique) sont contrôlées et leur pourcentage d'intérêts financiers est de 85%.

- (25) Cession d'Avenir Praha Spol Sro (Rép. Tchèque) par Europoster BV (Pays Bas) à Europlakat Spol Sro (Rép. Tchèque) portant le pourcentage d'intérêts financiers à 67%, et absorbée par Europlakat Spol Sro (Rép. Tchèque) au 31 décembre 2015.
- (26) Le 16 novembre 2015, acquisition par JCDecaux Europe Holding SAS des activités de Cemusa (Corporación Europea de Mobiliario Urbano SA) (Espagne), une filiale du groupe Fomento de Construcciones y Contratas SA (FCC), en Espagne, aux États-Unis, au Brésil et en Italie et prise de contrôle de Cemusa Corporacion Europea De Mobiliario Urbano S.A, El Mobiliario Urbano S.L.U. (Espagne). Les sociétés américaines ont changé de dénomination sociale après l'acquisition.
- (27) Cette société est un établissement de Cemusa Corporacion Europea De Mobiliario Urbano S.A.

Note :

Glob. = intégration globale

Equiv.* = mise en équivalence sous contrôle conjoint

Equiv. = mise en équivalence sous influence notable

* Le pourcentage de contrôle correspond à la quote-part de détention directe dans le capital des sociétés à l'exception des sociétés détenues par des sociétés en contrôle conjoint. Pour ces sociétés le pourcentage de contrôle correspond au pourcentage de contrôle de sa détentrice.

13. ÉVÉNEMENTS SUBSÉQUENTS

Le 2 mars 2016, le Conseil de Surveillance a décidé de proposer à l'Assemblée Générale de mai 2016 une distribution de dividende au titre de 2015, de 0,56 € par action, soumise au paiement de la taxe de 3 % sur les dividendes.